



Austérité espagnole

L'ESPAGNE risque de payer cher au cours des mois à venir sa volonté de participer pleinement à la construction d'une union monétaire. Au cours d'un conseil des ministres exceptionnel, mercredi 4 août, le gouvernement a décidé de diminuer les dépenses publiques et d'augmenter le prix de l'essence. Cela, bien sûr, pour réduire le déficit budgétaire qui atteindra cette année le niveau élevé de 4,5 % du produit intérieur brut. Les Espagnols trouveront le pilule d'autant plus amère que le ministre de l'économie, Pedro Solbes (dont on se demandait s'il y a encore quelques semaines comment il allait gérer l'économie espagnole), a annoncé que la progression rapide des salaires était incompatible avec la création d'emplois et la lutte contre le chômage. Un chômage qui atteint maintenant 22 % de la population active. M. Solbes a annoncé son intention de conclure un pacte social pour l'emploi d'ici le 20 septembre.

Le nouveau ministre n'y est pas allé par quatre chemins. Non seulement les dépenses publiques vont être réduites de 100 milliards de pesetas (environ 4 milliards de francs), par le biais notamment d'un gel du pouvoir d'achat des fonctionnaires jusqu'en 1996 et d'un resserrement des conditions d'indemnisation du chômage, non seulement l'essence va augmenter de presque 5 %, mais les salaires réels du secteur privé devront baisser jusqu'en 1996. Les syndicats avaient rejeté par avance en début de semaine toute emputation du niveau de vie des salariés.

L'Espagne va donc connaître des mois et probablement des années très difficiles. La belle époque de la croissance forte et de l'afflux des investissements étrangers a pris fin vers 1990. Entrée en 1986 dans le CEE, l'Espagne aura beaucoup profité de l'Europe, non seulement à travers les fonds qu'elle en a tirés, mais aussi et surtout par la confiance qu'elle suscitait un peu partout dans le monde. C'est en juin 1989, avec l'entrée de la peseta dans le SME puis la ratification de la croissance européenne, que le pays s'est trouvé confronté pour la première fois aux dures réalités économiques.

La politique monétaire a immédiatement dû être resserrée, c'est-à-dire les taux d'intérêt relevés, pour permettre à la monnaie d'un pays de rester dans la cour des grands. Ces premières rigueurs n'ont pas empêché la peseta d'être dévaluée trois fois depuis moins d'un an : 5 % en septembre 1992, 6 % en novembre 1992, puis encore 8 % en mai dernier. L'Espagne en est là maintenant, empêtrée dans la récession.

Le durcissement de la stratégie économique intervient dans un contexte politique délicat : Jose Maria Aznar, dirigeant du Parti populaire (PP, droite) accuse le président du gouvernement, M. Gonzalez, d'avoir menti pendant la campagne électorale qui a précédé les élections législatives anticipées du 6 juin dernier et de s'approprier maintenant le pouvoir. Contraints de former un gouvernement minoritaire, les socialistes sont affaiblis. Ne disposant plus que d'une majorité relative, il leur faut obtenir le soutien des nationalistes basques et surtout catalans. Des Catalans qui demandent avant tout des mesures de soutien à l'activité économique.

M0147 - 0807 0 - 7 00 F

Au-delà de leurs très nombreux hommages à Baudouin I^{er}

Flamands et Wallons s'interrogent sur l'unité de la Belgique

A la veille des funérailles de Baudouin I^{er}, samedi 7 août, à Bruxelles, plusieurs milliers de Belges se pressaient encore vendredi devant le palais royal pour rendre un dernier hommage à leur souverain défunt. Cette ferveur s'explique non seulement par la personnalité du disparu, mais par l'inquiétude des Belges sur l'avenir de leur pays, désormais

engagé dans la voie fédérale. De nombreux monarques et chefs d'Etat étrangers assisteront aux obsèques. La France y sera représentée par François Mitterrand et Simone Veil, ministre d'Etat, pour le gouvernement. L'Espagne a décrété un deuil national d'une journée. Le frère de Baudouin, qui règnera sous le nom d'Albert II, prêtera serment lundi.

BRUXELLES

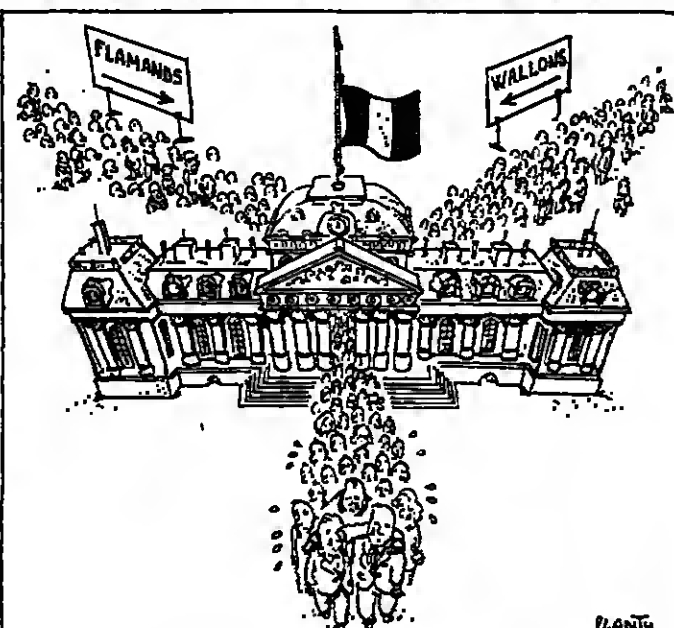
de notre correspondant
C'est un hommage impressionnant que la population a déjà rendu à Baudouin I^{er}. Jeudi, plus de 200 000 personnes, selon les estimations, avaient fait la queue (on dit ici « la file ») devant le palais royal, dans l'espoir de pouvoir se recueillir quelques secondes devant le corps embaumé.

Les premiers étaient arrivés dans la nuit, sous une pluie qui a cessé avec le jour. Devant l'affluence, les responsables ont décidé que le défilé se poursuivrait jusqu'à 3 heures du matin, vendredi, et reprendrait à 7 heures jusqu'à 23 heures.

Par groupes de cinquante, après des heures d'attente, ces milliers d'étrangers infiniment patients pénétraient dans le Palais par l'escalier d'honneur.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Lire la suite page 4



Contrôles d'identité : mise en garde du Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel a déclaré, jeudi 5 août, conforme à la Constitution la loi relative aux contrôles d'identité. Il a accompagné sa décision d'une mise en garde sur la pratique de ces contrôles, qui, s'ils étaient « discrétionnaires et généralisés », seraient incompatibles avec la liberté individuelle. Le Conseil a censuré la disposition autorisant le pouvoir réglementaire à porter au-delà de 20 kilomètres les zones frontalières où les contrôles seront - après Schengen - plus contraignants.

Page 8

Bernard Tapie dans les turbulences

Plusieurs affaires compromettent l'avenir politique du président de l'OM

par Thomas Ferenczi

Dans les derniers jours de l'année 1992, la veille de Noël, Bernard Tapie revenait au gouvernement, qu'il avait quitté sept mois plus tôt, juste avant d'être inculpé pour complicité et recel d'abus de biens sociaux dans un litige opposant à l'un de ses anciens associés, Georges Tranchant. Le non-lieu dont il bénéficiait levait l'hypothèque qui pesait sur son avenir. En retrouvant son poste de ministre de la ville, M. Tapie reprenait

le chemin d'une carrière politique brièvement interrompue et désormais mieux balisée. Quelques semaines plus tard, il adhérerait à l'effet au Mouvement des radicaux de gauche, dont il se proposait de faire un grand parti et dont, en tout état de cause, il était appelé à devenir le porte-drapeau. Réélu député en mars, il s'apprêtait à conduire en 1994 la liste du MRG aux élections européennes, puis à briguer, l'année suivante, la mairie de Marseille. La perspective d'être ensuite candidat à l'élection prési-

dentielle lui était ouverte. Enfin, couronnement de ses efforts de dingueur sportif, son club, l'Olympique de Marseille, enlevait en mai la Coupe d'Europe de football tant convoitée, qu'aucune équipe française, avant la sienne, n'avait réussi à gagner.

Bref, tout s'annonçait bien pour l'ancien ministre de la ville. La victoire de l'OM venait à point pour confirmer que cet homme qui avait jusqu'à présent beaucoup promis et peu tenu était capable d'aller jusqu'au bout de ses engagements.

Son adhésion au MRG, saluée avec enthousiasme au mois de juin par les militants réunis en convention, lui assurait une base certes modeste, mais suffisamment respectable pour lui conférer un peu de la légitimité qui lui manquait encore. Enfin, l'appui discret donné à cette opération par François Mitterrand et le soutien plus visible que lui apportaient les socialistes en lutte contre Michel Rocard au sein du PS renforçaient la crédibilité de l'entreprise.

Lire la suite et nos informations page 8

Menaces sur la presse algérienne

Alors que des journalistes sont victimes du terrorisme les obstacles économiques et politiques se multiplient

ALGER

de notre correspondant

Il y a encore trois ans, à l'époque du parti-Etat fléchissant, seule la langue de bois d'une presse dépendant du secteur public, ou directement affiliée au Front de libération nationale (FLN), avait pignon sur kiosque. Soit, au total, une bonne douzaine de titres, d'expression arabe ou française, que l'on lisait sans trop y croire. « J'achète bien un journal, de temps en temps. Mais chaque fois, c'est pareil : à part la date, il n'y a rien de vrai », ricane un Algérois. La bouquade n'a désormais plus cours.

Le nouveau code de l'information, adopté le 19 mars 1990, à l'initiative du gouvernement réformateur de Mouloud Hamrouche (1), a mis un terme définitif au monopole d'Etat, implicitement pratiqué depuis 1965. Il était le fruit de la violente bourrasque d'octobre 1988, qui avait ébranlé le régime du parti unique et abouti, en 1989, les premières grèves dans la presse. Ce code, que des

esprits chagrins voudraient assimiler à un « code pénal bis », marque pourtant « une véritable révolution dans l'histoire de la presse algérienne », note le journaliste Brahim Brahimi, maître de conférences à l'université d'Alger, dans une étude publiée, à l'automne 1991, par la Revue algérienne de communication.

Mais l'expérience des « années de plomb », quand l'art de la censure importait plus que la recherche de l'information, a durablement marqué les esprits et les plumes. On ne sort pas indemne de trente ans de bâillon. « Ecrire un article en réussissant soit à ne rien dire, soit à faire passer des choses « entre les lignes » relève du pur exercice de style. Il nous en faut du talent ! Et aux lecteurs aussi ! Ce fut une bonne école... Ceux qui ne savaient pas « décoder » navigaient en plein brouillard », commente, le sourire ironique, une ancienne journaliste du secteur public.

La vigilance des censeurs n'avait alors pas de limites. « Il est arrivé, un jour où devait se réunir un comité central du FLN, que l'on censure la

métro pour que n'apparaisse pas « temps gris » ou « ciel maussade »... », se rappelle Aziz Mokari, président de la récente Association des journalistes algériens (AJA). Une autre fois, raconte-t-il, c'est le résultat d'un match de football que l'on préférait falsifier : « Le club d'Annaba - d'où sont originaires le président Chadli Bendjedid et le général Belouci - en poste à l'époque - avait perdu 0 contre 1, mais on a annoncé 1 à 1, pour ne pas que ça fasse d'histoires. »

Ancien collaborateur du quotidien en langue française El Moudjahid et de l'hebdomadaire Revolution Africaine, le président de l'AJA est pourtant l'un des premiers à dénoncer l'idée que la presse « d'avant 1990 » ait été totalement monocorde.

CATHERINE SIMON

Lire la suite page 6

(1) Le code de l'information sera complété par la loi 90-07, adoptée par le Parlement, le 3 avril 1990. Cette loi autorise la création de journaux par « des associations à caractère politique » et « les personnes physiques ou morales de droit algérien ».

A L'ETRANGER : Maroc, 8 DM ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ C.A.P. ; Danemark, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F C.F.A. ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 65 p. ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 450 PTE ; Sénégal, 450 F C.F.A. ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

حکومت اسلامی

SUR LA ROUTE DES CROISADES

par Jean-Claude Guillebaud

Barrages d'immeubles en pierre rose, autobus Egged à l'arrêt, soldats israéliens cheveux au vent et Uzi à l'épaule, hassidim en caftan noir et papillotes, atmosphère vaguement américaine qui détonne d'un seul coup sur ce long chemin oriental... Le chauffeur comprend mal pourquoi je lui demande de tourner sans cesse dans ces collines résidentielles et sur ces échangeurs du sud-ouest de la ville. Voudrais-je visiter Yad Vashem, le mémorial de l'Holocauste? Vais-je dormir à l'hôtel Shalom Jérusalem, qui n'est pas si loin? Ai-je l'intention d'aller jusqu'à Emmaüs? J'arrive simplement de Jaffa par la route des croisades. Comme eux, j'ai poussé jusqu'au oord de Bethléem. Le chauffeur du taxi est un Palestinien de Jérusalem-Est. Nous avons sympathisé, parlé de nos enfants, et négocié un arrangement. Il répète : « I am your friend », mais s'étonne que je scrute avec tant d'insistance le paysage entr'aperçu au-delà des « buildings » israéliens.

Comment lui dire? Ce que je cherche, en vérité, dans ce fouillis d'immeubles, ce n'est rien : un point sur une carte, la trace hypothétique d'un très bref moment de l'Histoire dont le souvenir a traversé neuf siècles et trouble jusqu'aux historiens les plus endurcis. « Ne point avoir ses cuers si durs que ils n'en fust esmeuz », écrit Guillaume de Tyr, ordinairement plus froid. Un unique petit matin, rose et tiède comme le printemps en Galilée, pendant lequel le ciel, à coup sûr, toucha brusquement la terre. « Tous les chroniqueurs, même tardifs », observe René Grousset, nous décrivent en termes émuants l'allégresse de ce rendez-vous.

Allégresse est un mot faible. Je garde à l'esprit assez de pages lues, assez de versions données au long des siècles pour en témoigner : cet instant particulier de la Croisade, suspendu entre guerre et politique, porte en lui ce que sa seule sidération à laquelle des générations de chroniqueurs et d'historiens seront sensibles. Le rude Anonyme lui-même s'émue de voir ses compagnons « chantant des cantiques, criant et pleurant de joie ».

C'est le 7 juin 1099, à la pointe du jour. Venant de Jaffa, la cohorte fourbue des croisades cheminant sur un « étroit chemin au flanc de profondes gorges » découvre au détour d'un lacet : « Voyez là-bas! — les coupes dorées, les dômes, les clochers et les remparts de Jérusalem. L'armée tout entière tombe comme foudroyée. Les chevaliers mettent pied à terre. Les pèlerins serrent les rangs. « Lors commencent à pleurer et mirent tuit à genoux et rendirent grâces à Nostre Seigneur à moult granz soupirs », écrit encore Guillaume de Tyr, qui ajoute un peu plus loin : « Lors levèrent leurs mains vers le ciel, puis après se descheuèrent tuit et bessoient la terre ».

Nous avons du mal aujourd'hui, orgueilleux que nous sommes de notre raison calculatrice, à comprendre vraiment ce que fut pour ces gens la vision subite de Jérusalem, silhouettée dans la lumière poudreuse du matin! Sur les routes de Hongrie, celles des Balkans ou de l'Anatolie, j'ai souvent pensé à cet ultime « détour du chemin » dont chaque étape me rapprochait. Un « détour » que les historiens des Croisades situent « ô hauteur de l'ancien mausolée de Cheikh Bedr ». S'il est une minute de cette épopée qui mérite un « arrêt sur image », c'est bien celle-là.

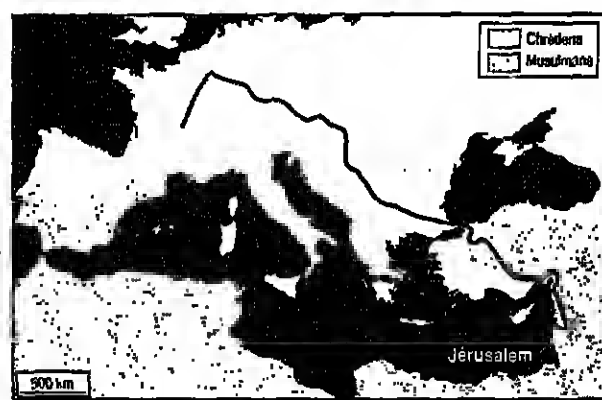
Il faut penser aux rocaillies de l'Orient, aux flèches des cyprès clouées sur les pentes, aux crissements indéfinissables de l'aube, aux brumes dorées qui fument vers l'est jusqu'à Jéricho ou à la mer Morte. Pour ces gens qui ne connaissent du monde que ce qu'en disaient les Écritures, chaque nom, chaque paysage, de Galilée, de Judée ou de Samarie, participe d'un statut qui n'est pas vraiment d'ici bas. Il faut imaginer ces hommes et ces femmes jetés à terre par l'émotion, les chevaux, rênes sur l'encolure, qui piaffent et secouent les harnais, la sueur qui pue sur les haillons, les charniers empoussiérés qu'on a plantés là sur le chemin. Et devant eux, plus vraie cette fois que le ciel et la terre, Jérusalem!

Tous s'arrêtent. Voilà un millier de jours qu'ils ont quitté Toulouse ou Verdun, Le Puy ou Pontarlier. Presque trois ans... Cent cinquante semaines qu'ils avancent obstinément vers la Terre sainte, assésés d'impossibles murailles, souffrent de faims terribles et de soifs hallucinées, meurent criblés de flèches, décapités par les sabres ou rongés au-dedans par d'innombrables pestes. Derrière eux, ils ont laissé tant de cadavres et de tombes!

Combien sont-ils encore? Difficile à savoir. Le maniement des chiffres n'est pas une science précisée par le haut Moyen Âge. Au moins peut-on, sur la foi des recoupements, suggérer un ordre de grandeur. Il est effrayant. Des cent mille à cent cinquante mille personnes mobili-



17. — Jérusalem la violence et la foi



ISRAËL

Découvrant enfin Jérusalem après trois années de route, les croisés sont saisis par un extraordinaire élan mystique. La prise de la ville s'accompagne d'un terrible massacre. Aujourd'hui encore, les Lieux saints restent hantés par la violence.

sées au total par la première Croisade, il en reste peut-être douze mille, à condition d'additionner les chevaliers et les clercs, les sergents et les piétons, les pauvres, les femmes.

Un sur six? Un sur dix? Tous sont face contre terre, épaule contre épaule cette fois, réunis pour quelques minutes par-delà les classes et les naissances, hordes crasseuses des « paupères Dei » frottées furtivement aux cottes de mailles et à la soie des puissants. Regardez bien cette scène. Le mystère de la Croisade est contenu tout entier dans cette brusque promiscuité. Car enfin... Si l'armée d'Occident est parvenue jusqu'à Jérusalem, c'est parce qu'elle fut tirée sans cesse vers l'avant par les plus misérables, les plus méprisés, les plus obscurs. Sans les pauvres, seraient-ils en Terre sainte, ces barons orgueilleux, ces chevaliers caparçonnés de fer qui donneront bientôt l'assaut? Seroient-ils à pied d'œuvre, ces comtes et ces ducs qui vont régner pendant des décennies sur la Syrie franque et chrétienne?

On sait bien que non. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes. « Personne d'entre vous ne peut être soulevé s'il n'honore et ne soutient les pauvres », clamait déjà Adhémar de Monteil, légat du pape, lorsqu'il s'adressait aux seigneurs francs. Abandonnés à leurs soucis temporels, les barons eussent continué de guerroyer en chemin, oublié cent fois Jérusalem, saisis qu'ils étaient par le vertige de la puissance et l'ivresse de la conquête. D'Antioche à Ma'arat, de Tripoli à Beyrouth, les barons — toujours — furent rappelés à leurs engagements, renis sur la route de Jérusalem par ces manants affamés mais ivres de foi. Si les chevaliers donnaient à la première Croisade son « sérieux », ce sont les « multitudes » qui orientent son destin. Ceux-là mêmes dont l'Histoire parlera trop souvent avec dédain.

On pourra bien oublier ce détail et glosier pendant neuf siècles, la vérité est là, qui résiste obstinément à la raison raisonnable. Les pauvres et les bumbles, à la fin, ne suivaient plus vraiment l'armée franque. Ils lui montraient la route et dictaient son itinéraire. « Dieu le veut! » Le froid calcul des hommes de guerre ou de grande politique ne fait pas toujours, à lui seul, bouger l'Histoire. Il arrive que la foi

l'emporte, cette irrationnelle certitude, cette indéchiffrable — et terrible — inclination dont tout le passé de Jérusalem porte la trace.

Et, d'ailleurs, savez-vous ce que vont décider, aussitôt après leur prosternation sur le chemin, ces hommes exténués qui s'approprient à livrer bataille? Ils vont décréter une journée entière de jeûne absolu et organiseront bientôt une procession chantante qui fera naïvement le tour des murailles de Jérusalem, bannières au vent et crucifix brandis vers les crénelles garnies d'archers turcs. Ce n'est point là du « réalisme ». Les Turcs ricanent et crient des blasphèmes. Ils crachent et urinent, dit-on, sur l'« ost Notre-Seigneur » répandu sous les remparts.

Les malheureux! Les chrétiens font sauter les serrures de la porte Saint-Étienne. Le flot des croisés s'y engouffre.

A Jérusalem, j'habite à l'hôtel Gloria, près de la tour de David et de la porte de Jaffa. Je marche dans la vieille ville. J'erre dans les églises et les musées. Je reviens sans cesse me plonger dans cette cohue à nulle autre pareille. Une tension indéfinissable flotte aujourd'hui encore sur ce mélange de boutiquiers arabes, de touristes hilares et de soldats israéliens en patrouille. La violence rôde sur ce rassemblement incroyable de pèlerins en groupes et de colons juifs en civil, balançant orgueilleusement leur fusil M16 devant les états.

Cette tension sans équivalent dans le monde, chacun paraît vouloir la conjurer en feignant l'indifférence, en s'ignorant avec application, alors même qu'on avance à touche-touche dans ces sous-sols obscurs, sur ces parvis d'église, de mosquée ou de temple. Oh! le regard « ailleurs » des Palestiniens occupés! La guerre contenue qui habite cette ville cernée par les « implantations » israéliennes est-elle si différente, au fond, de celle qui définissait déjà Jérusalem au moment de l'arrivée des croisés? Elle est faite, comme hier, de certitudes incandescentes. Et rivales. Cité incroyable dont trop de mémoires se dis-

Nous avons du mal aujourd'hui, orgueilleux que nous sommes de notre raison calculatrice, à comprendre vraiment ce que fut pour ces gens la vision subite de Jérusalem, silhouettée dans la lumière poudreuse du matin!

machies, sont finalement taillés en pièces, refoulés par les archers turcs, brûlés à vif par les feux grégeois. Jérusalem n'est pas Jéricho. Ni la foi toute seule ni les processions à tue-tête ne feront tomber les murailles.

Voici la guerre... Le siège dure tout un mois. Les chroniqueurs latins, byzantins, turcs et arabes ont tant écrit que l'on en connaît chaque détail. Jusqu'au paroxysme des charpentiers génois qui bâtissent les tours de siège. Jusqu'aux paroles d'Arnould Malecorne, chapelain du duc de Normandie, qui exhorte les croisés insultés par les Turcs à « venger la honte de Jéhu ».

Ces treize et quelques journées de « préparatifs » sont terribles. La nourriture manque. Et l'eau qu'il faut aller chercher jusqu'au Jourdain dans des outres de peau. Et le bois des machines de siège que l'on va couper du côté de Naplouse, dans les rares forêts de Samarie, et dont on charge des caravanes de chameaux. Des hommes et des femmes meurent encore. Mais le « moral », assurent les chroniqueurs, demeure « très élevé ». Une fois de plus, d'ailleurs, l'irrationnel vient au secours de l'espérance. Un clerc nommé Pierre Didier assure avoir vu apparaître sous ses yeux le légat Adhémar de Monteil, mort l'année précédente devant Antioche. Les croisés s'enflamment.

Six galères génoises, arrivées opportunément dans le port de Jaffa, fourniront aux barons le matériel et les ouvriers nécessaires à la construction des machies. Deux énormes tours roulantes de trois étages chacune sont bientôt bâties par les Italiens. Toutes deux sont recouvertes de claies doublées de peaux d'animaux qui les protègent du feu. Au prix de mille difficultés, elles seront tirées nuitamment jusqu'aux remparts. L'attaque commencée dans la nuit du 13 au 14 juillet. L'assaut général est lancé le 15 à la pointe du jour.

Furieuse bataille... « Cris, coups sours des pierres battant les pierres », écrivent les auteurs du livre. Si je l'oublie Jérusalem, décente sèche des machines, appels des femmes portant de l'eau boueuse aux soldats. Le récit de cette journée sera mille fois repris, détaillé, réécrit durant neuf siècles. D'innombrables fresques, vitraux, colonnades et tableaux représenteront cet assaut, les « clercs en robe blanche brandissant des croix et des prières ». Ils immortaliseront également le geste de cet obscur chevalier de l'armée lotharingienne, un certain Lietaud, qui, le premier, escalade le mur nord de la ville et prend pied sur les remparts. Il est suivi par deux chevaliers flamands, les frères de Tournai, puis par Godefroi de Bouillon lui-même et son frère Eustache de Boulogne.

Tandis que les défenseurs s'enfuient épouvantés vers l'intérieur de la ville, les chrétiens font sauter les serrures de la porte Saint-Étienne (l'actuelle porte du Lion). Le flot des croisés s'y engouffre. La ville est prise.

Alors survient l'horreur. Celle dont toutes les chroniques rendront compte avec effroi. Celle dont se lamentent des générations de chrétiens. Celle que René Grousset appelle « la faute », qui déshonore la Croisade et se gravera à tout jamais dans la mémoire musulmane. Répandus dans la cité, saouls de frayeurs et d'antécédents accumulés, les croisés poursuivent et massacrent les musulmans et les juifs qui sont alors leurs alliés. D'abord dans les ruelles, puis dans la mosquée Al-Aksa ou temple de Salomon. « La ville », écrit Guillaume de Tyr, « présentait en spectacle un tel carnage d'ennemis que les vainqueurs eux-mêmes ne pouvaient qu'être frappés d'horreur et de dégoût ». L'Anonyme, quant à lui, utilise une image que l'Histoire retiendra et assure qu'à l'intérieur de la mosquée Al-Aksa « les nobles marchaient dans le sang jusqu'aux chevilles ».

D'autres chroniqueurs évoqueront ces monceaux de cadavres qui, pendant une semaine entière, brûleront sous les remparts de la ville. Combien de morts? Soixante-dix mille, affirment les historiens arabes. Chiffre impossible. Vingt mille, peut-être... N'est-ce point assez pour parler d'horreur?

Quelques barons francs comme Tancred et Raymond de Saint-Gilles tentent de s'opposer au massacre. En vain. Le soir enfin, hagards, dégrisés, ignobles et magnifiques, les soldats francs courent jusqu'au Saint-Sépulchre et s'y « laissent choir bras en croix ». Dans l'une des cryptes, sur un mur mal éclairé, j'ai retrouvé neuf siècles après les croix qu'ils ont gravées dans la pierre. Oui, la foi est terrible.

Jérusalem le sait. ■

La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient

Espoir très mesuré à Damas

Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, est revenu à Damas, vendredi 6 août, quarante-huit heures après ses précédents entretiens dans la capitale syrienne. La confirmation de ce retour a apporté une note d'optimisme, soulignée avec insistance par les Israéliens mais exprimée avec les plus grandes réserves par les Syriens. Jusqu'alors la tournée au Proche-Orient de M. Christopher pour tenter de relancer les processus de paix israélo-arabe avait paru improductive.

DAMAS

de notre correspondante

« Nous espérons que le retour du secrétaire d'Etat américain est lié à un changement de la position israélienne. S'il réussit, au cours de sa navette, à arracher un tel changement, il aura non seulement réussi à sauver le processus de paix, mais aura également ouvert la voie pour

parvenir à la paix. » Loin de partager l'optimisme affiché par Israël quant à la relance des négociations syro-israéliennes, la radio officielle syrienne a, au contraire, mis en garde, jeudi 5 août, contre « les pièges que cache Israël pour faire dérailler le processus de paix ». « Les Arabes », a commenté le radio ou leodomain des premiers entretiens, à Damas, de M. Christopher, ont clairement fait savoir au secrétaire d'Etat qu'ils refusent de permettre à Israël d'exploiter politiquement son agression » en acceptant que « les séqueles de celle-ci servent au processus de paix ».

En attendant de voir ce que rapporte d'Israël le secrétaire d'Etat, la seule « bonne nouvelle » pour Damas est sans doute que son retour prouve la volonté américaine de faire avancer les choses. Or la Syrie a, depuis le début du processus de paix, toujours estimé que sans une intervention directe des Etats-Unis dans ces négociations, rien ne serait possible compte tenu du « refus d'Israël d'appliquer les résolutions internationales ».

« Les Etats-Unis sont appelés, aujourd'hui plus que jamais, à être

francs avec Israël et à l'engager à respecter la solution juste et à appliquer les résolutions internationales », écrit, jeudi, le quotidien officiel *Techrine*.

Sumer le doute

La « navette » du secrétaire d'Etat était prévue avant les bombardements israéliens au Liban, après que Damas eut refusé deux propositions américaines pour sortir de l'impasse : des contacts secrets et directs avec Israël et un échange de questionnaires écrits dans lesquels chaque partie aurait exposé ses exigences. Recevant, le 12 juillet dernier, Dennis Ross, coordinateur américain pour le processus de paix, le président Hafez El Assad lui avait fait valoir que si le désengagement sur le Golan en 1974 avait demandé sept ou huit navettes à Henry Kissinger, le règlement du conflit israélo-arabe en valait davantage.

Depuis la conférence de Madrid, les négociations avec Israël acheminent sur le fait que la Syrie veut, avant toute discussion de sécurité, un engagement israélien de retrait

total du Golan, Jérusalem exigeant, de son côté, que Damas définisse d'abord sa conception de la paix.

Le président Assad, qui a réitéré, mercredi, à M. Christopher l'engagement de 500 pays à poursuivre les négociations de paix, avait toutefois souligné que la relance de celles-ci ne pouvait en aucun cas être basée sur « l'agression israélienne » au Liban. Même si on ne peut complètement exclure que le lien soit fortuit, il est significatif à la veille du retour à Damas du secrétaire d'Etat, que des roquettes katiouchas aient été lancées jeudi, dans la zone de sécurité, occupée par Israël au Liban sud, sans faire ni victimes ni dégâts.

En attendant, certains estiment, à Damas, que l'optimisme de mise à Jérusalem et les déclarations publiques sur un déblocage probables des négociations syro-israéliennes trahissent la volonté de l'Etat hébreu de semer le doute au sein des délégations arabes, en particulier palestiniennes, sur le fait que la Syrie pourrait arriver très vite à un accord avec Israël.

FRANÇOISE CHIPAUX

JAPON : alors que l'empereur est à Bruxelles

L'obstruction du Parti libéral-démocrate a retardé l'élection de M. Hosokawa au poste de premier ministre

Après s'être finalement mis d'accord sur les questions de procédure, les députés japonais devaient se réunir vendredi 6 août pour procéder à l'élection du président de la Chambre basse puis du nouveau premier ministre. Présenté par la coalition anti-PLD, Morihiro Hosokawa avait toutes les chances de l'emporter.

TOKYO

de notre correspondant

Pour la première fois au Japon depuis près de quatre décennies, l'alternance au pouvoir est bien difficile à mettre en place. Alors que l'élection du nouveau premier ministre, M. Hosokawa, candidat de la nouvelle coalition des forces opposées à l'ex-majorité libérale-démocrate (PLD), était prévue pour jeudi 4 août en début d'après-midi, la Chambre basse n'a pas su réunir qu'un fin de soirée pour prendre acte du report de sa séance au lendemain. « Nous rencontrons des difficultés car nous nous sommes en route mer après de longues années d'absence d'une réelle opposition », déclarait M. Hosokawa. Vendredi, les négociations préalables à la réunion de la session plénière de la Diète ont repris, pour aboutir finalement à un compromis.

Le départ, vendredi, de l'empereur Akihito pour Bruxelles où il doit assister aux funérailles du roi Baudouin, a donné un surcroît aux difficultés : la nomination du premier ministre désigné par la Diète revenant à l'empereur, symbole de l'unité du peuple, la mise en place

du nouveau gouvernement sera en tout état de cause reportée au plus tôt au 9 août, jour du retour du monarque.

Les dirigeants de la nouvelle et de l'ancienne majorité s'opposaient sur trois questions : la durée de la session extraordinaire, la désignation du nouveau président de la Chambre basse et la composition même de la commission chargée du déroulement des travaux parlementaires. Le PLD faisait valoir que traditionnellement le parrain revenait à la formation la plus nombreuse, c'est-à-dire la sienne. La coalition en revanche voulait placer à ce poste Takako Doi, ex-présidente du Parti socialiste (PSJ).

Le PLD, qui demandait en outre que le durée de la session parlementaire soit fixée à trois semaines pour que le nouveau premier ministre puisse faire au plus tôt son discours de politique générale, a dû se résigner à une durée de dix jours. Les négociations avaient pris un tour cacophonique et il avait fallu cinq heures pour que les sept partis coalisés parviennent à une position commune face à l'offensive des libéraux-démocrates.

Ces derniers n'entendaient pas se laisser chasser du pouvoir sans se défendre. Ils ont eu recours à la tactique d'obstruction qui fut celle de l'ex-opposition socialiste. Jusqu'à présent, les compromis assortis de tractations diverses et de transferts d'argent se traitaient hors du Parlement, dans le huis-clos de quelque maison de *geisha*. Aujourd'hui, c'est en grand jour que les partis ont été contraints de négocier.

PHILIPPE PONS

Optimisme affiché à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les vœux des dirigeants israéliens après leur opération au sud du Liban vont-ils se réaliser ? L'« entente » israélo-syrienne – louée par le médiateur américain, Warren Christopher, avant son arrivée dans la région – pour mettre un terme aux bombardements israéliens contre le Hezbollah, va-t-elle ouvrir une nouvelle perspective de paix entre Jérusalem et Damas ?

Le ton du premier ministre, Itzhak Rabin, généralement peu enthousiaste, a été interprété comme le signe que quelque chose avait bougé pendant la navette du secrétaire d'Etat dans les principales capitales du Proche-Orient. « Je crois que vous avez obtenu certaines bonnes nouvelles avec vous », a-t-il lancé à l'émission de la Maison Blanche qui, jeudi 5 août, venait de rentrer de Damas et du Liban.

M. Christopher a jugé bon de faire état d'un « message » dont l'avait mandaté le président Hafez El Assad à l'intention des Israéliens. Ceux-ci avaient eux-mêmes demandé à leur interlocuteur américain de « vérifier certains points » lors de son entretien avec le président syrien.

Selon toute vraisemblance, M. Rabin a répondu positivement aux interrogations syriennes, suffisamment pour tout cas pour justifier le déton par Damas, vendredi matin, de M. Christopher avant son départ pour l'Europe. Suffisamment aussi pour que le médiateur se déclare « très impressionné par le sérieux de toutes les parties » et « sûr que le processus de paix

est sauvé et remis sur ses rails ». Suffisamment enfin pour qu'il mette son poids et celui de l'administration Clinton dans la balance en acceptant de faire cette navette.

Deux hypothèses sont émises par les commentateurs politiques israéliens. La première est que le secrétaire d'Etat américain a obtenu du président syrien la promesse d'empêcher le Hezbollah de tirer des roquettes sur la Galilée – ce qui avait provoqué l'opération « Justice rendue » menée par les Israéliens dans le sud du Liban. La seconde, moins réaliste à ce stade, se fonde sur la possibilité d'une rencontre au sommet entre MM. Assad et Rabin.

L'avenir du Golan

Du coup, les dirigeants israéliens se laissent aller à l'optimisme et se risquent à évoquer la signature probable d'un accord « d'ici à la fin de l'année ». Le vice-ministre des affaires étrangères, Yossi Beilin, a ainsi estimé que « le fait même que le secrétaire d'Etat fasse ces aller et retour est révélateur d'un accord en perspective ». Et d'ajouter : « Il existe à présent un grand dénominateur commun entre le Syrie et Israël, et il ne manque que l'intervention d'un tiers pour rapprocher les points de vue ».

S'il existe un dénominateur – le plateau du Golan conquis par Israël en 1967 et annexé en 1981 – il est encore loin d'être commun. Les Syriens continuent de réclamer, avec le même ardeur, que la restitution du plateau serve de préalable à tout accord

de paix. Les Israéliens, pour leur part, se refusent à toute concession territoriale sans obtenir les garanties nécessaires à leur sécurité en cas de retrait. « Que les Syriens nous fassent savoir jusqu'où va leur volonté de paix et nous leur dirons immédiatement de combien de kilomètres nous sommes prêts à reculer », explique un proche de M. Rabin.

Les Palestiniens, quant à eux, ont observé avec une certaine inquiétude la navette de l'émis-saire américain entre Jérusalem et Damas. Selon un délégué palestinien qui a requis l'anonymat, « un développement positif entre Israéliens et Syriens pourrait inciter les délégations libanaise et jordanienne, à faire pression sur les délégués des territoires occupés pour qu'ils fassent des concessions ». En attendant, ils ont remis à M. Christopher, avec qui ils se sont entretenus, jeudi, à deux reprises, un document écrit « sur les principes pouvant assurer la poursuite du processus de paix », a indiqué le porte-parole de la délégation palestinienne, Hanouf Aschraoui.

Les négociations israélo-palestiniennes continuent de buter sur la question de Jérusalem que le gouvernement Rabin refuse de négocier avant l'ouverture des discussions sur le statut final des territoires occupés de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. « On ne pourra aboutir à une solution si Jérusalem-Est n'est pas incluse dans l'assise territoriale d'une autonomie palestinienne », a affirmé M. Aschraoui. (Interim)

Rencontre secrète entre un ministre israélien et un collaborateur de M. Arafat ?

L'OLP a-t-elle refusé, jeudi 5 août, à Tunis, à commémorer l'annexion faite par la radio israélienne d'une rencontre secrète, il y a quelques jours, au Caire, entre Yassir Arafat, le ministre israélien de l'environnement et Nabil Chaheh, un proche collaborateur de Yassir Arafat. Dans le capitale égyptienne où il réside, M. Chaheh – comme M. Serid – a refusé de confirmer ou démentir cette information, affirmant que « si les Israéliens sont prêts à négocier directement avec les responsables de l'OLP, ils devront l'annoncer publiquement ».

Le 13 juillet dernier, M. Arafat avait fait « rétracter » une déclaration faite à des journalistes dans laquelle il avait confirmé, dans un premier temps, l'existence de « contacts secrets » entre l'OLP et des responsables libanais, avant de parler simplement d'un « échange de lettres » à Washington, qui « n'avaient pas abouti ». La rétraction de M. Arafat a provoqué un tollé de protestations au sein de l'opposition à la droite en Israël. (AFP)

Un soldat israélien enlevé et assassiné en Cisjordanie

Un soldat israélien a été enlevé, jeudi 5 août, au nord de Jérusalem, en Cisjordanie, par le conducteur et les passagers d'une voiture qui l'avaient pris en auto-stop. Son corps a été retrouvé au cours de la nuit de jeudi à vendredi dans la voiture coincée. Le 13 décembre 1992, un garde-frontière israélien avait été enlevé en Israël et retrouvé assassiné sur la route Jérusalem-Jéricho (Cisjordanie). A la suite de ce meurtre, revendiqué par le mouvement de résistance islamique Hamas, le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, avait ordonné l'expulsion au Liban de 415 Palestiniens. Cette mesure avait bloqué le processus de paix israélo-arabe pendant près de quatre mois. (AFP)

Appel contre la libération de John Demjanjuk. – Le Centre Simon Wiesenthal, chargé de la recherche d'anciens nazis, a annoncé, jeudi 5 août, qu'il avait fait appel devant la Cour suprême d'Israël pour empêcher l'expulsion de John Demjanjuk, acquitté au « bénéfice du doute ». Dans leur recours, le Centre et huit survivants du camp d'extermination de Sobibor demandent que de nouvelles poursuites soient engagées contre John Demjanjuk, pour avoir « participé à la machine de mort » nazie. (AFP)

Nouveaux accrochages dans le sud du Liban

BEYROUTH

de notre correspondant

Au cinquième jour du cessez-le-feu dans le sud du Liban, des incidents y ont de nouveau eu lieu jeudi 5 août. Le Hezbollah a lancé deux attaques à l'arme automatique et à la roquette antichar contre une position de l'Armée du Liban sud (ALS), force auxiliaire de l'armée israélienne dans la « zone de sécurité » créée par l'Etat hébreu. L'ALS a répondu au canon, ce qui a provoqué une contre-attaque du Hezbollah : deux salves de roquettes katiouchas ont atterri le secteur de Marjayoun, sans faire de victimes. La règle du jeu paraît être devenue la suivante, ainsi que

le souligne le journal *l'Orient-Le Jour* : « La guérilla limite ses opérations à la « ceinture de sécurité », des hommes de l'ALS se trouvent, plus que jamais, assignés à leur triste rôle de « sacs de sable » au bénéfice de l'Etat hébreu ».

Malgré ces incidents, dans les zones dévastées, la semaine dernière, les réparations ont commencé avec le déblocage et la remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et du téléphone. Plus de la moitié des 300 000 à 400 000 habitants qui avaient fui leurs foyers, les ont déjà regagnés.

LUCIEN GEORGE

Signature de trois accords économiques entre l'Irak et la Russie. – L'Irak et la Russie ont signé, jeudi 5 août, à Bagdad, trois accords de coopération, a rapporté l'agence officielle irakienne INA. Ces accords portent sur « le développement de la coopération dans les domaines économique, commercial et technique, ainsi que sur la création d'un comité conjoint chargé de réaliser des projets économiques en Irak ». (AFP)

Égypte : assassinat d'un pharmacien chrétien. – Des inconnus, présumés islamistes, ont assassiné un pharmacien chrétien, jeudi 5 août, à Daïrout el-Cherif, à 200 kilomètres au sud du Caire, apparemment parce qu'il avait témoigné en justice contre un intégriste musulman. Philip El Koumoum Basilius, trente-huit ans, est la troisième personne tuée depuis un mois au sud de la capitale. (Reuters)

Condamné pour terrorisme en Allemagne

Abbas Hamadé a été libéré

L'un des deux chéites libanais condamnés en Allemagne pour terrorisme, Abbas Hamadé, a été libéré, vendredi 6 août, de la prison de Saxebruck et devait être immédiatement expulsé vers le Liban. Il avait été condamné en 1988 à treize ans de prison pour détention d'explosifs et participation à l'enlèvement de ressortissants allemands au Liban. Il a purgé la moitié de sa peine, ce qui lui donne droit à une remise de peine. Son frère Mohammad, détenu près de Francfort, a été condamné en mai 1989 à la réclusion à perpétuité pour sa participation au détournement en 1985 d'un avion de ligne américain et le meurtre de l'un des passagers. (AFP)

IRAK : l'attentat de Bagdad revendiqué. – Une organisation inconnue, le Comité pour la défense de la démocratie en Irak, a revendiqué, dans un communiqué, l'attentat à la voiture piégée, commis, mercredi 4 août, à Bagdad, et qui a fait cinq blessés (le Monde du 6 août). Ce comité affirme avoir voulu viser « deux cibles militaires », le ministère de l'Éducation et les studios de la radio-télévision. Les autorités irakiennes avaient accusé des « agents iraniens » d'être à l'origine de l'attentat. (Reuters)

Les regrets de Tokyo n'ont pas mis fin aux protestations des « femmes de réconfort »

La déclamation du gouvernement japonais de reconnaître, mercredi 4 août, la responsabilité de son pays dans le recrutement forcé, pendant la dernière guerre, de jeunes femmes pour les bordels militaires n'a pas calmé la colère des victimes, qui exigent une enquête plus poussée, l'ouverture des archives de l'armée impériale et une indemnisation (le Monde du 6 août).

C'est le cas des principales associations de victimes sud-coréennes. Aux Philippines, où le président Ramos a salué le geste de Tokyo, tout en le jugeant « tardif », une cinquantaine de personnes ont manifesté devant l'ambassade japonaise. A Taiwan, un groupe de femmes a exprimé son « inquiétude » devant l'absence de programme de compensations financières.

Aux Pays-Bas, les trente-cinq victimes néerlandaises sont unanimes pour dénoncer le manque de soutien du gouvernement de la Haye à leur cause, en raison d'intérêts économiques et financiers. Ellen Van der Ploeg a exprimé sa déception au quotidien *Telegraaf* : « Je me moque des excuses et des compensations financières, mais j'ai une conviction : le Japon n'a pas fait toute la lumière sur ses crimes de guerre sexuels ». Elle se trouvait dans un camp d'internement à Java en 1943 quand un soldat japonais l'ont envoyée dans un bordel avec quinze autres jeunes filles. (AFP)

Hanoï s'en prend à un dirigeant bouddhiste

Les milieux bouddhistes officiels de Hanoï ont dénoncé les « actes erronés » du bonze Thich Huyen Quang, dirigeant de l'Eglise bouddhiste unifiée – non reconnue par le régime – qui a été mis en demeure par les autorités de « cesser ses activités antigouvernementales », a rapporté, vendredi 6 août, le quotidien du Parti communiste, *Nhan Dan*.

L'Eglise bouddhiste officielle proteste contre les agissements du Vénérable Huyen Quang, qui, selon elle, « sabote les règles du bouddhisme et va à l'encontre du développement de la religion au Vietnam ». Elle demande également à la commission religieuse du gouvernement de lui dénier le rôle de « chef de l'Institut pour la propagation de la foi bouddhiste ».

Thich Huyen Quang, qui proteste contre la mainmise de l'Etat sur la religion, est maintenant en résidence surveillée dans la province de Quang-Ngai. (AFP)

CAMBODGE : l'ONU accuse les Khmers rouges d'inciter au massacre de Vietnamiens. – Le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), Yasushi Akashi, a accusé, jeudi 5 août, les dirigeants khmers rouges d'inciter au massacre de résidents vietnamiens au Cambodge. Il a aussi demandé à la radio khmère rouge de cesser de diffuser des émissions racistes. (AFP)

جند من الجيش

EUROPE

BOSNIE : avant la réunion de l'OTAN

Les Serbes se disent prêts à se retirer des hauteurs surplombant Sarajevo

Interrompus, jeudi soir 5 août, en raison du refus de la délégation musulmane de rejoindre la table des négociations, les pourparlers de Genève sur la Bosnie-Herzégovine ont été reportés au début de la semaine prochaine. Après huit heures d'après discussions avec le président bosniaque, Alija Izetbegovic, les médiateurs internatio-

naux, David Owen (CEE) et Thorvald Stoltenberg (ONU), ont décidé de convoquer à nouveau les dirigeants serbes et croates. Les huit membres de la présidence bosniaque - profondément divisés sur les modalités du plan de paix, selon le porte-parole de la conférence - pourraient mettre à profit le week-end pour aplanir leurs divergences

de vue. Selon les observateurs, cet ajournement de dernière minute augure mal de la suite des négociations, d'autant que cette nouvelle série d'entretiens aura lieu après la réunion de l'OTAN, prévue lundi à Bruxelles. Les représentants de l'Alliance atlantique y évoqueront l'éventualité de frappes aériennes contre les positions serbes en Bosnie, perspective que dépeignent les médiateurs mais que les Musulmans utilisent comme moyen de pression contre les Serbes.

Les Serbes, les Croates, ainsi que l'envoyé spécial de Moscou en ex-Yougoslavie, Vitali Tchoukine, estiment que les Musulmans boycottent les pourparlers depuis la semaine dernière dans l'attente d'une opération militaire de l'OTAN. Accusation réfutée par Alija Izetbegovic, qui pose comme condition à son retour aux négociations le retrait des forces serbes du mont Igman et du mont Bjelajica, qui surplombent Sarajevo.

Quelques heures plus tôt, pourtant, le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, avait donné une note d'espoir en acceptant de rendre le contrôle des hauteurs de

Sarajevo à la FORPRONU dès vendredi et de rouvrir deux accès routiers à la capitale bosniaque, conformément aux vœux des médiateurs internationaux. Le commandant de l'armée serbe de Bosnie, le général Ratko Mladic, qui ne semblait pas disposé, mercredi, à lâcher du lest, s'était aussi engagé à retirer ses troupes.

D'autre part, selon le *Washington Post* de vendredi, les États-Unis et leurs alliés ont fait comprendre, ces derniers jours, au gouvernement de Bosnie-Herzégovine que les Musulmans devaient revenir à la table des négociations avant que l'OTAN ne procède éventuellement à des frappes aériennes visant les positions serbes de Bosnie. « Avec de la chance, si les pourparlers se passent bien, nous n'aurons pas à bombarder du tout. C'est le but principal recherché », a déclaré au quotidien un responsable américain.

Toutefois, selon des diplomates en poste à Genève, les Musulmans sont en ce moment fortement tentés de s'abstenir de revenir négocier, dans l'espoir que de prochaines attaques aériennes de l'OTAN contre les Serbes réduisent rapidement le potentiel militaire de leur principal ennemi. - (Reuters)

SLOVAQUIE

Reprise de la guerre des panneaux en hongrois

PRAGUE

de notre correspondant

Le gouvernement de Bratislava a relancé ces derniers jours la guerre des panneaux portant les noms hongrois de communes de la Slovaquie du Sud où est concentrée la minorité magyare, en les faisant démonter dans une douzaine de villages.

A l'automne dernier, après une première tentative du gouvernement slovaque de supprimer ces panneaux, un compromis avait été trouvé : le panneau (bleu) portant le nom hongrois fut placé à quelques mètres derrière le panneau officiel slovaque (blanc).

« Violation des droits des minorités »

Les maires hongrois de Nové Zámky, Dunajská Streda et Komarno, trois chefs-lieux de départements majoritairement hongrois, ont refusé d'appliquer la circulaire du ministère des transports qui demande aux responsables locaux d'enlever les panneaux « au besoin par la force en faisant appel à la police

si la population s'y oppose ». Les habitants de Komarno (à 90 % magyars) ont repeint l'appellation hongroise, Komárom, directement sur la pancarte officielle slovaque.

Les dirigeants des partis de la minorité à Bratislava ont décidé de protester devant le Conseil de l'Europe contre « les violations répétées des droits des minorités malgré les promesses du premier ministre Vladimír Mečiar » qui avaient permis à la Slovaquie de devenir membre du Conseil, le 30 juin dernier.

Cet incident est intervenu quelques jours après la décision de M. Mečiar de renvoyer en seconde lecture une loi libérale sur les noms et prénoms, recommandée par le Conseil de l'Europe.

Cette loi, adoptée par le Parlement le 7 juillet, permettait aux membres des minorités de choisir des prénoms étrangers, aux femmes de porter un nom de famille étranger sans le suffixe slovaque « ova », et d'établir des extraits de naissance dans la langue des minorités.

M. P.

PORTUGAL : nouvel épisode d'une cohabitation difficile

MM. Soares et Cavaco Silva s'opposent sur la réforme du droit d'asile

LISBONNE

de notre correspondant

La réglementation du droit d'asile au Portugal est au centre d'une vive polémique entre le président de la République, Mario Soares et le gouvernement qui dirige Aníbal Cavaco Silva. A l'origine de la querelle, le veto mis par le chef de l'État à un projet de loi restreignant les conditions d'accès au droit d'asile politique. Piqué au vif, M. Cavaco Silva, qui s'était quelques jours auparavant déclaré certain que le chef de l'État ne s'opposerait pas à ce projet, a réagi très vite, en dramatisant la situation, et en convoquant, jeudi 5 août, un conseil des ministres extraordinaire. Le conseil a décidé de demander la convocation de l'Assemblée de la République (Parlement) en session extraordinaire pour faire adopter le projet.

Le gouvernement, pour sa part, met en avant la progression « alarmante » du nombre de demandes d'asile déposées, qui sont passées de 61 en 1991 à 1 171 au cours des six premiers mois de 1993, en soulignant que 99 % d'entre elles sont motivées par des raisons plus économiques que politiques. Il invoque encore l'exemple d'autres pays européens comme la France

et l'Allemagne, qui ont pris des mesures restrictives.

Le président, de son côté, a attiré l'attention sur la suppression de la référence au droit d'asile pour des raisons humanitaires dans la nouvelle législation et a jugé dangereuse la disparition de certaines garanties contre les expulsions arbitraires : celles-ci pourraient être décidées par la voie administrative et non plus judiciaire comme auparavant.

Si cette polémique est un épisode de plus dans la cohabitation souvent conflictuelle entre un président socialiste et un gouvernement acquis plutôt aux idées de la droite libérale, sa violence est quelque peu surprenante. Mais sur un sujet particulièrement délicat, qui lui tient à cœur - car il n'a pas oublié son passé d'exilé politique en France du temps du régime salazariste - M. Soares n'a pu s'empêcher d'intervenir, au risque de déclencher une crise. Du côté du gouvernement, la réaction a été tout aussi vive, car M. Cavaco Silva s'est senti injustement attaqué sur un terrain où il aura facilement l'appui de l'opinion publique portugaise, sans parler de celui de ses partenaires européens.

ALICE IUCÉE

Interrogations sur l'unité de la Belgique

Suite de la première page

Il parcourt la grande antichambre, se signant dans le salon du Penseur, où repose la dépouille mortelle, puis sortent par la salle des Glaces, l'escalier Fontainebleau et la grille du Brabant avec un dernier regard pour la longue façade de style Louis XVI reconstituée selon les desirs de Léopold II en 1904, à partir d'un bâtiment du dix-huitième siècle.

C'est de ce palais que sortirent le cortège funèbre - ce même palais qu'a gagné un autre cortège mercredi, quand le corps a été transporté du château de Laeken, propriété de l'État affectée à l'usage du roi dans le nord de Bruxelles, jusqu'au centre-ville. Lors d'une première halte, devant la colonne du Congrès (qui promulguait la première Constitution belge en 1830) et le tombeau du Soldat inconnu, en présence de la famille royale à pied et debout, la participation de la foule à cette translation était déjà manifeste. « Courage, Madame la Reine ! », cria à l'adresse de Fabiola une voix anonyme partie des rangs serrés.

Beaucoup de fenêtres, surtout dans les beaux quartiers, arborent le drapeau national. Comme il y a

eu rapidement pénurie d'étoffe, le *Libre Belgique* a publié les trois couleurs sur une pleine page, qu'il a suffi de coller sur les vitres. Des billets à prix spécial ont été mis en vente pour permettre aux provinciaux - si ce n'est pas un sens en Belgique - de se rendre dans la capitale. Jeudi matin, l'encombrement était tel devant le palais royal, les malades devenaient si nombreux dans la « file » (avec déclassement, dans les hôpitaux, de la première phase du « plan catastrophe »), la bousculade menaçait à tel point de se généraliser dans les gares qu'il fallut conseiller aux voyageurs de retarder leur départ de quelques heures, ce qu'ils firent. Du coup, des trains de nuit étaient prévus pour ramener les dizaines de milliers de personnes qui, même prévenues qu'elles n'avaient aucune chance de pouvoir entrer, continuaient à s'agglutiner aux abords du palais à 22 heures.

A quelque distance, le quartier zairois de Bruxelles, célèbre pour son animation, était lui aussi en deuil. Il s'y tenait, à l'égard du « roi honnête », des propos qui en disaient long sur l'échec d'une certaine décolonisation au profit des

potentats locaux. Au journal télévisé du soir, la population a été informée que, faute d'avoir réussi à voir Baudouin pour la dernière fois, elle pourrait se rendre la semaine prochaine dans la crypte de l'église Notre-Dame de Laeken, où, malgré le triste état général du bâtiment, reposent les souverains belges.

Sur la chaîne nationale francophone, des universitaires ont essayé d'expliquer les raisons d'une telle émotion et de son extériorisation. « Un Belge que les Belges ont très peu d'occasions de se sentir collectivement », a dit l'un d'eux, « que ce rassemblement répond à un besoin inconscient. Il est aussi que le phénomène s'explique par les sentiments très vifs à l'égard des hommes politiques, en raison des difficultés économiques, et que « le roi, qui ne gouverne pas, en est l'objet de cette critique ». Un autre souligne qu'il y a un phénomène de compassion à l'égard d'un roi qui a souffert, voire une sorte d'identification avec l'homme qui fut malade, qui n'eut pas d'enfants, et qui était tout le contraire d'un « roi de conte de fées ».

« Une sorte de désarroi »

Interviewé par *le Soir*, le politologue Xavier Mabille déclare au sujet des sentiments portés au roi : « On ne connaît que les réactions de ceux qui expriment leurs réactions... Et dans ce qui est exprimé, il y a de l'émotion, certes, mais une sorte de désarroi, certes, mais une volonté de réformer profondément les institutions. Parmi ceux qui s'expriment, il y a notamment la fraction de l'opinion qui est la plus attachée à la dynastie, au Roi. C'est là que se recrutent surtout ceux qui ont pu être désorientés par la mise en place de la Belgique fédérale ».

Le comble de l'affluence à Bruxelles sera évidemment atteint le jour des funérailles. Plusieurs écrans géants seront installés à proximité de la cathédrale pour permettre à la rue de participer à une cérémonie qui se déroulera devant un parterre de chefs d'État. Jeudi, Royer, le féroce dessinateur du *Soir*, a montré Mobutu et Saddam Hussein, personne non gracie, assis devant leur petit écran. « De toute façon, on voit mieux à la télé », dit l'un. « Même en noir et blanc », dit l'autre.

Cela risque d'être l'avis de beaucoup de gens, pour des raisons différentes. Les chaînes francophones et néerlandophones (qui sont quatre, publiques et commerciales) ont décidé de mettre leurs moyens en commun pour la retransmission en direct, et - cela en dit long - cette coopération fait figure d'événement dans un pays où la télévision dépend d'autorités distinctes en fonction de la langue des programmes.

L'ancienne église collégiale Sainte-Gudule, rebaptisée cathédrale Saint-Michel en 1962, est en réflexion depuis plusieurs années. Le chœur, les déambulatoires et deux chapelles ne sont pas excessives, ce qui va réduire d'environ

l'espace imparti à l'assistance pour écouter un office religieux dont le programme musical a été confié à Bernard Foccroulle, directeur du Théâtre de la Monnaie, fervent de la musique d'orgue de Bach. Même ceux des Belges qui ne se sentent pas très concernés par ce deuil regarderont devant leur poste le déploiement des grands de ce monde venus pour l'adieu au roi de leur petit pays - solidarité monarchique et diplomatique internationale obligent.

Sans doute y aura-t-il aussi de la tristesse pour le compagnon et l'apparence des différents membres de la nombreuse famille régnante : Joséphine-Charlotte, sœur du défunt et épouse du grand-duc Jean de Luxembourg, la « classe » absolue : Philippe, le fils du prince Albert et de la princesse Paola, jugé trop jeune pour régner malgré ses trente-trois ans ; Laurent, son frère, né en 1963, également célibataire ; Astrid, leur sœur, née en 1962, épouse de Lorenz, archiduc d'Autriche-Este, et mère des jeunes Amadeo, Marie-Laure et Joachim. Tout comme Marie-José, fille d'Albert I^{er} et veuve d'Umberto, roi d'Italie, Mary-Lillian Baels, princesse de Réthy et seconde épouse de Léopold III (après le décès de la princesse Astrid, mère de Baudouin, d'Albert et Joséphine-Charlotte), vit toujours. Elle a eu avec Léopold III ses propres enfants, qui ont par le même genre que le reste de l'arbre généalogique : Alexandre, né en 1942 ; Marie-Christine, née en 1951, divorcée, installée en Californie ; Marie-Esmeralda, née en 1956, qui, aux dernières nouvelles, faisait du journalisme à Paris. La presse n'a pas dit si le « clan Argenteuil », nom du château occupé par Mary-Lillian, serait représenté.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La police belge bloque 1 500 exemplaires de *Charlie Hebdo*. - La police belge a intercepté, jeudi 5 août, à Bruxelles, 1 500 exemplaires de *Charlie Hebdo*, destinés à la vente en Belgique. *Charlie Hebdo* titrait : « Le roi des cons est mort ».

Erratum. - Dans la lettre de Mielbe Gélis sur la Belgique (*le Monde* du 31 juillet), il fallait lire : « quelque 4 400 000 francophones... » et non 400 000.

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement ordonne le déploiement de l'armée dans des cités noires

Le gouvernement a ordonné le déploiement de militaires dans les cités noires à l'est de Johannesburg, où la violence a fait 145 morts au six jours, a annoncé, jeudi 5 août, le commandement de l'armée. Le jour même, des policiers avaient été la cible de tirs nourris à Kaitleng, au cours d'une opération de nettoyage effectuée avant une visite du président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela. Le président Frederick De Klerk et M. Mandela ont discuté pendant quatre heures, jeudi, sans réussir à se mettre d'accord sur l'origine des violences dans les cités noires. « Les points de vue ne se sont pas rejoins. Nous avons l'impression que M. De Klerk n'a pas pris M. Mandela au sérieux et cela pourrait entraîner un recul pour l'Afrique du Sud », disait-on dans l'entourage de l'ANC à l'issue de cette rencontre. - (AFP, Reuters)

CHILI

Le dossier Chanfreau

définitivement enterré

Un juge militaire de Santiago a décidé, mercredi 4 août, que la loi d'amnistie de 1978 - qui empêche

toute condamnation de militaires pour les violations de droits de l'homme survenues pendant la dictature du général Pinochet - s'appliquait dans le cas de la disparition du dirigeant du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), Alfonso Chanfreau. Ce dernier, qui possédait le double nationalité française et chilienne, avait disparu en juillet 1974, sans doute enlevé puis exécuté par la DINA, la police secrète de la dictature. Le jugement fait suite à la décision de la Cour suprême du 30 octobre 1992 de dessaisir les tribunaux civils au profit de la justice militaire (*le Monde* du 1^{er} novembre 1992), dans ce dossier notamment. - (Corresp.)

LIBÉRIA

Protestation contre

l'interruption

de l'acheminement

de l'aide d'urgence

Action internationale contre le fœm (AICF) s'est insurgée, dans un communiqué publié mercredi 4 août à Paris, contre la décision de la Côte d'Ivoire de fermer sa frontière avec le Libéria (*le Monde* du 5 août), qui « met en péril la vie de milliers d'enfants » en empêchant l'acheminement de l'aide d'urgence.

Prise à la demande du représen-

tant de l'ONU au Libéria, cette décision vise à empêcher les factions libériennes de se réapprovisionner en armes via la Côte d'Ivoire, à la suite du cessez-le-feu entré en vigueur le 1^{er} août. Elle doit être effective jusqu'au déploiement d'observateurs de l'ONU aux frontières, conformément à l'accord de paix signé à Cotonou. Or, comme celles de Médécine sans frontières (MSF), Belgique et de MSF-Hollande, l'équipe d'AICF, opérant dans les zones contrôlées par Charles Taylor, est proche de la rupture de contacts.

D'autre part, les trois signataires de l'accord de paix ont chacun désigné leur représentant au sein du Conseil d'État, organe exécutif des institutions de transition censées régir le pays jusqu'aux élections générales prévues pour février 1994. Le Front national patriotique (FNPL), dirigé par Charles Taylor, a délégué Dorothy Musuleng-Cooper, « ministre » de l'éducation du mouvement.

TURQUIE

La libération des otages

du PKK toujours en suspens

La Kurdistan Information Centre (KIC), une agence d'information kurde affirmant être en contact avec un groupe proche des ravisseurs, a affirmé, jeudi 5 août, que

les six touristes français, britannique et australien enlevés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) seront relâchés vendredi ou durant la week-end. Le KIC a fait état d'« informations sûres en provenance de Turquie », mais s'est refusé à toute autre précision.

Le Foreign Office a accueilli la nouvelle avec prudence. A Paris, un texte signé de la « représentation en Europe du PKK » a indiqué que ces derniers « va se charger de (...) renvoyer les otages dans leur pays, dans des meilleures conditions » et demande que la Turquie cesse « ses attaques aériennes et terrestres qui mettent en danger la vie de ces personnes ».

Jeudi, une délégation humanitaire (le *Monde* du 6 août), avait indiqué que « le lieu et la date de la libération en toute sécurité » des touristes lui avaient été communiqués - la nuit de mercredi à jeudi avait été évoquée - mais que des conditions de sécurité « défavorables » l'avaient conduite à reporter son initiative. - (AFP, Reuters)

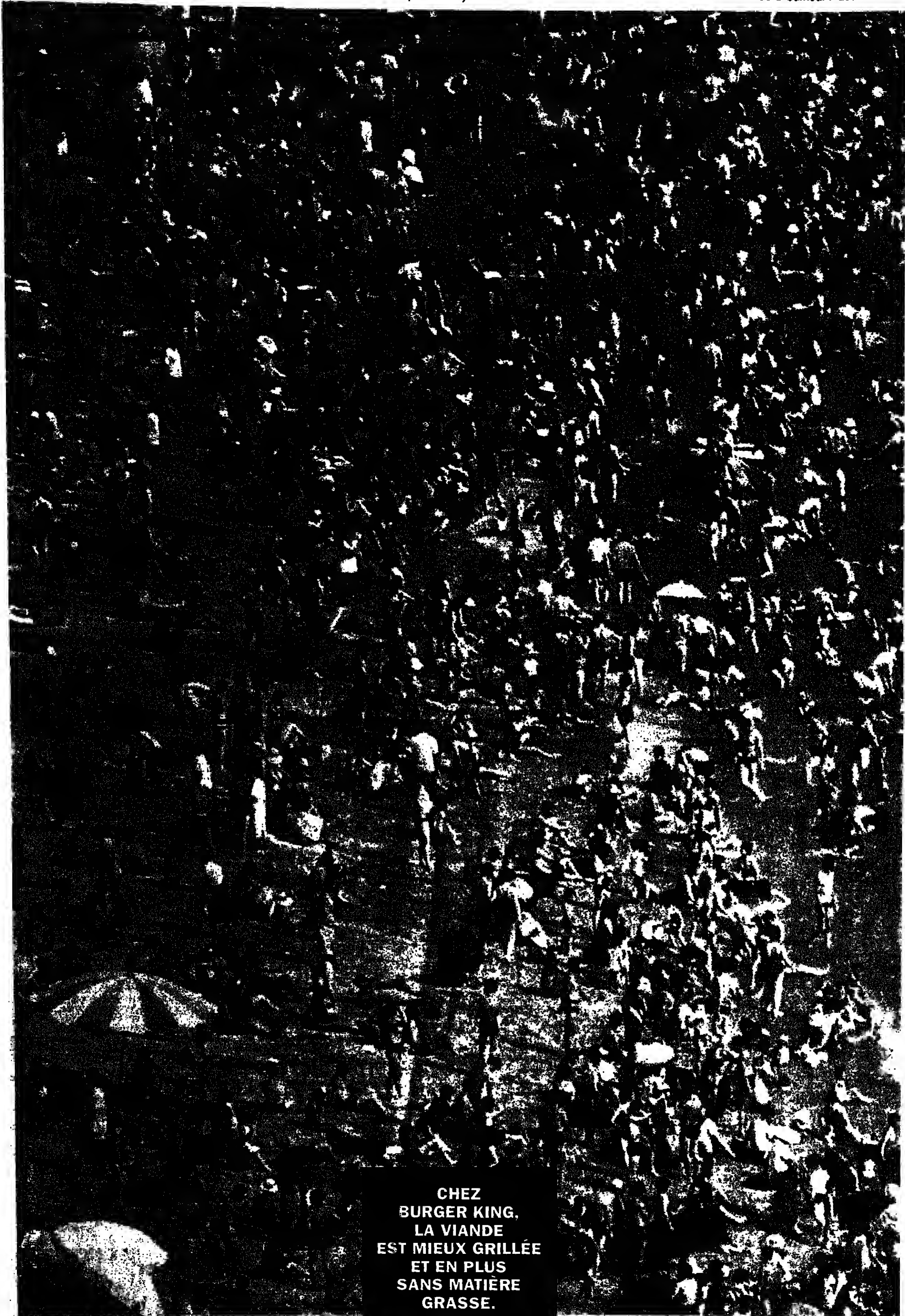
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

Le Monde EDITIONS

NIPPON
LE JAPON DEPUIS
1945
William Horsley,
Roger Buckley
EN VENTE EN LIBRAIRIE



CHEZ
BURGER KING,
LA VIANDE
EST MIEUX GRILLÉE
ET EN PLUS
SANS MATIÈRE
GRASSE.



کتابخانه ملی

de la guerre en hétéro

de la guerre en hétéro

de la guerre en hétéro

de la guerre en hétéro

de la guerre en hétéro

AFRIQUE

Menaces
sur la presse algérienne

Suite de la première page

Mes plus beaux moments de liberté, en tant que journaliste, je les ai vécus à la révolution algérienne. Aucun courant du FLN n'arrivait à s'imposer au sein de la rédaction. On bénéficiait ainsi d'une sorte de modus vivendi», assure Azouz Mokhtar (2).

Tous ceux et celles qui, par dizaines, ont quitté le navire vermoulu de la presse étatique ne partagent pas ce point de vue. «Si je compare avant et après», c'est le jour et la nuit», estime, pour sa part, le directeur du quotidien *El Khabar*, Cherif Rezki. «Sinon, Ech Chabab - un des plus anciens quotidiens arabophones, créé par le FLN - n'aurait pas coulé et *El Khabar* réussit!», ajoute-t-il, triomphant.

«Coulé», le mot est fort. *Ech Chabab*, dont le tirage atteignait péniblement les 24 000 exemplaires, si l'on en croit les statistiques du mois de mai, disponibles auprès du ministère de la culture et de la communication, ne mérite peut-être pas ce jugement assésin. Comparé aux tirages des «privés», comme *El Khabar* (près de 52 000 exemplaires) ou *El Djazair* (*El Youm*, récemment suspendu (plus de 54 000 exemplaires), le record d'*Ech Chabab* est néanmoins très net.

Il en est de même pour l'ensemble des titres, bérés des années de plomb. Cette lente agonie de la presse étatique - d'où sont issus les bataillons de journalistes ralliés au privé - a très largement profité aux nouveaux dinosaures de la presse «indépendante».

«En l'espace de trois ou quatre ans, notre tirage a baissé des deux tiers», reconnaît sans ambages le responsable de publication d'*El Moudjahid*, Mohamed Abderrahmani. Comparé à ceux qui étaient, il y a encore quelques semaines, ses principaux rivaux du secteur privé, à savoir *Liberté* (154 000 exemplaires) et *le Matin* (115 000 exemplaires), *El Moudjahid*, avec ses 85 000 exemplaires, fait bien pâle figure.

Quant à sa rédaction, elle a subi une véritable hémorragie, perdant, en quelques mois, «près des trois quarts» de ses membres.

El Moudjahid, dont le premier numéro, imprimé en Tunisie, parut en 1956, dans les premières années de la guerre de libération, demeure pourtant, en dépit des récentes orages, un des journaux de référence. Non par la richesse de ses articles, mais parce qu'il reflète, de manière complète et rigoureuse, la

parole officielle. Après avoir été, pendant près de trente ans, l'organe du FLN, *El Moudjahid*, comme tous ses «cousins» du secteur public, dépend désormais du ministère de la culture et de la communication.

Les aléas
de la distribution

Mais l'ancêtre de la presse algérienne, qui a longtemps servi d'école aux journalistes des «pays frères» du continent africain, n'a pas seulement hérité d'une réputation. Les moyens matériels dont il dispose le préservent de bien des dangers. En effet, contrairement à ses «confrères ennemis» du privé, *El Moudjahid* n'est pas uniquement un journal, mais aussi une entreprise de presse - qui édite et imprime. Une trentaine de titres du secteur privé ou public, quotidiens ou périodiques, passent par ses rotatives. De quoi regarder l'avenir avec sérénité.

Ce n'est pas le cas de la plupart des journaux algériens. Ceux de province sont particulièrement défavorisés par le nombre limité des imprimeries.

Il en existe quatre pour tout le pays : une à Oran, une à Constantine et deux à Alger. Mais le problème n'est pas là. C'est loin, celui de la distribution. Il est au cœur de l'actualité politique soulevée par la disparition des kiosques, depuis le fin du mois de juillet, du *Matin*, de *Liberté* et de l'hebdomadaire *Ruptures*.

Ces trois titres privés, d'expression française, généralement peu tendres à l'égard du gouvernement de Belaid Abdesslem, se sont vu réclamer, par la Société d'imprimerie algérienne (SIA), société d'Etat, le montant des créances que leur distributeur, l'Entreprise nationale de messagerie de presse (ENAMP), elle aussi société d'Etat, aurait dû honorer. L'ENAMP, en déficit chronique, jouissait, jusqu'en 1990, du monopole de la distribution.

Bien que très affaiblie (le total de ses dettes vis-à-vis des éditeurs est estimé à 110 millions de dinars, soit environ 30 millions de francs), l'ENAMP dispose encore d'un réseau de diffusion parmi les plus solides et les plus étendus. Etait-ce une raison suffisante pour la choisir comme partenaire?

De nombreux journaux privés, aux tirages plus modestes, comme le quotidien francophone *El Watan* (81 000 exemplaires), ont préféré s'adresser à des distributeurs pri-

vés, techniquement moins performants mais financièrement plus fiables.

Les déboires que connaissent *Liberté*, le *Matin* et *Ruptures* seront-ils passagers? Les intéressés, qui s'estiment victimes d'un «régime de comptes politiques», accusent le gouvernement d'avoir sciemment provoqué un pseudo-conflit commercial, pour mieux les réduire au silence. Mettant en avant leur «excellente santé financière», le *Matin* et *Liberté* tirent à boulets rouges sur la presse étatique, dont les maigres tirages ne justifient pas, selon eux, les largesses que le gouvernement lui accorde.

L'argument ne manque pas de pertinence. Et il faut espérer que la sagesse des tribunaux permette de trouver un arrangement rapide, afin de dissiper les doutes quant à la volonté du pouvoir de maintenir le pluralisme de la presse.

Les bienfaits
de l'Etat-providence

En attendant, le lectorat perdu par les trois journaux suspendus ne sera sûrement pas pour tout le monde. Et il est vraisemblable que, tirant les leçons de cette affaire, des titres se décident à créer leurs propres sociétés de distribution.

Les dirigeants d'*El Watan* et d'*El Khabar* y songent déjà, tout comme ceux du puissant hebdomadaire *Ech Chourouk*, dont les quelque 350 000 exemplaires en font un des géants de la presse algérienne. Une perspective que, en haut-lieu, certains voient d'un bon oeil. «A présent, c'est l'heure de vérité: tant que les éditeurs ne s'impliquent pas, il n'y aura pas d'organisation de diffusion performante», explique-t-on, de source autorisée, pointant ainsi, de manière sibylline, l'échec de l'ENAMP et la culpabilité désinvolte dont ont fait montre certains patrons de presse.

Profiter, sans trop s'en vanter, des largesses de l'Etat-providence, tout en se réclamant, à longueur de colonnes, de la loi du marché, est devenu, pour la presse privée, une acrobatie périlleuse. Car, paradoxalement, la presse «indépendante» n'a pas réussi à prendre un tel essor, sans l'aide très conséquente - gracieusement fournie par les pouvoirs publics.

Ces derniers, non sans arrière-pensées, lui ont donné les moyens juridiques, mais aussi financiers et logistiques, de démarrer. C'est ainsi qu'en 1990 ceux qui, parmi les journalistes, souhaitaient quitter le secteur public, se sont vu offrir deux ans et demi de salaire. Ces sommes, mises en commun, ont permis l'éclosion échevelée d'une multitude de titres, dont une vingtaine ont disparu.

Autres «faveurs» exceptionnelles, accordées à la presse privée: la mise à disposition de

locaux, le soutien aux frais d'impression, l'octroi de tarifs préférentiels sur le prix du papier, etc.

Fer de lance ou cobaye d'un secteur privé halbutant, la presse «indépendante» - et avec elle le droit à la liberté d'expression - paie aujourd'hui le prix de ces ambiguïtés. L'absence de statut du journaliste, ou de statut d'entrepreneur de presse, l'absence d'une loi sur la publicité ou d'un équivalent de l'OTD (pour connaître la diffusion) pèsent lourdement sur son avenir. L'heure de vérité sera aussi, sans doute, celle des plus forts. Des fusions sont possibles. Voir souhaitées: «On se retrouve avec une vingtaine de quotidiens, alors que le marché se suffit de six!», déplorent des sources autorisées.

Vulnérable, mais florissant, le nouveau paysage de la presse écrite représente aujourd'hui, par sa liberté de ton et la variété de ses titres (en nombre d'environ quatre-vingts, toutes couleurs confondues), un exemple unique dans le monde arabe. Soumis aux aléas des joutes politiques, ce fragile miroir de la société algérienne en reflète les clivages.

Jusqu'à ce jour, la lutte féroce qui oppose les tenants de la presse publique et les aventuriers de la presse privée n'aura fait mourir que des titres.

Mais d'autres guerres s'annoncent, réellement menaçantes. L'assassinat de l'écrivain Tahar Djaout, co-fondateur et éditeur de *Ruptures*, et celui de la fin du mois de mai, et celui de Rabah Zenati, reporter de la télévision publique, mardi 3 août, se répondent aujourd'hui en un terrible écho.

CATHERINE SIMON

(2) C'est dans le Mouvement des journalistes algériens (MJA), aujourd'hui disparu, que la contestation avait commencé à se manifester, dès la fin 1987. Cette vague protestataire, qui prit son véritable essor après les événements d'octobre 1988, sera à l'origine des premières grèves de journalistes, début 1989. Certains dirigeants du MJA participèrent à l'élaboration du projet de code de l'information et seront accusés d'avoir «fait le jeu du pouvoir».

Retour
de l'ancien président
Ben Bella

L'ancien président Ahmed Ben Bella, reparti volontairement en exil à Genève depuis plus d'un an, est arrivé, mercredi 4 août, à Alger, a annoncé son parti, le Mouvement pour le démocratisme en Algérie (MDA), sans préciser les raisons de ce retour. Hocine Alt Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), est aussi en exil volontaire à Genève depuis juillet 1992.

D'autre part, un percepteur a été assassiné mercredi, dans la banlieue de la capitale, par des hommes armés qui ont réussi à prendre la fuite. Dans un communiqué publié après l'assassinat, mort du journaliste Rabah Zenati, le Haut Comité d'Etat (HCE) a réaffirmé qu'il «n'y a pas de neutralité dans la lutte contre le plan terroriste et dans le combat décisif pour le changement». Par ailleurs, sept intégristes ont été condamnés à mort par contumace, jeudi, par la cour spéciale d'Oran. (AFP)

DIPLOMATIE

Un avertissement de M. Boutros-Ghali

Les finances de l'ONU
ne cessent de se détériorer

Le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a de nouveau attiré l'attention sur la situation financière préoccupante de l'ONU, qui compromet grandement la mise en œuvre de nouvelles missions à travers le monde, et même la poursuite de certaines opérations en cours. «Je crains que, si la situation perdure, l'Organisation ne soit plus en mesure d'exercer ses responsabilités dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales», avertit le secrétaire général, dans une lettre adressée aux gouvernements des 184 pays membres de l'ONU. Avec des réserves de trésorerie s'élevaient à 380 millions de dollars et des dépenses qui atteignent, en total, 310 millions par mois, les Nations unies traversent la plus grave crise financière de leur histoire. Seuls

trois des quinze pays siégeant au Conseil de sécurité - la France, la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande - sont à jour dans leurs contributions, a indiqué Joe Sills, porte-parole de M. Boutros-Ghali.

Les Etats-Unis demeurent le principal débiteur, avec 836 millions de dollars d'arriérés au 15 juillet, suivis par la Russie avec 508 millions de dollars. Le secrétaire général précise que les quotes-parts octroyées au titre du budget ordinaire et des opérations de maintien de la paix se chiffrent respectivement à 848 millions et 1,2 milliard de dollars. «La situation dans laquelle se trouve actuellement l'Organisation est la plus critique qu'elle ait jamais connue», conclut M. Boutros-Ghali. (AFP, Reuters)

TCHAD : dans le nord-est du pays

Une soixantaine de personnes
ont été tuées
par des assaillants non identifiés

La radio nationale a annoncé, jeudi 5 août, que 61 personnes avaient été tuées et 80 blessées par un groupe d'hommes armés, la veille, à Chokoyam, dans le Ouaddai, au nord-est du Tchad. Les assaillants n'ont été identifiés ni par la radio ni par la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH), qui s'est déclarée «inquiète de la tournure que prennent les événements au Ouaddai ces derniers temps».

La radio a elle aussi qualifié d'extrêmement grave la situation dans la région, située à une centaine de kilomètres de la ville d'Abéché.

Quelques heures plus tôt, le président Idriss Déby avait affirmé, en cours d'un entretien avec des journalistes, qu'il «ne tolérerait pas d'affrontements ethniques, confessionnels et tout autre agissement allant dans ce sens». Il avait également qualifié de «très grave pour l'unité et la stabilité» du Tchad l'assassinat d'un haut fonctionnaire, Miambe Mballo, le 21 mai dernier.

Le massacre de mercredi, dont le bilan est provisoire selon la LTDH, est en effet la dernière manifestation d'une longue série de violences qui affectent le pays depuis le début de l'année.

Le 21 janvier, «45 civils ont été sommairement exécutés», près de Gort, dans le sud, en cours d'un massacre «imputable à l'ANT [Armée nationale tchadienne]», selon Amnesty International.

Pendant plus de deux mois, la Garde républicaine se serait ensuite livrée à un grand nombre d'exécutions extrajudiciaires dans le sud du pays, en représailles à un mouvement de rébellion. Le 5 avril, toujours selon Amnesty International, «au moins cent civils

non armés» ont ainsi été tués «par des membres de la garde républicaine», dans le Logone oriental.

Sudistes
contre nordistes

Depuis, des affrontements opposent régulièrement des sudistes à des nordistes (un mort le 21 juin à Moundou, deux morts et vingt et un blessés lundi dernier à Sarh). Le 30 juin, le gouvernement avait interdit les manifestations religieuses susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et le port d'armes sans autorisation.

Mais les autorités ne parvenant apparemment pas à contrôler les «combattants», surnom donné aux partisans nordistes du président Idriss Déby, arrivés avec lui à N'Djamena en décembre 1990, date de la chute d'Hissène Habré. Il est à craindre que la tension actuelle dans le Ouaddai, région limitrophe du Soudan, soit le fait d'un mouvement militaire. Dans son édition du 22 juillet, *N'Djamena Hebdo* indiquait que «selon un message du vice-consul du Tchad à El-Djemeina (Soudan), 700 éléments d'Abbas Koy se regroupaient à Djabal-Aoun d'où ils comptent lancer une offensive contre le Tchad».

Abbas Koy, un ancien ministre de la défense d'Idriss Déby en fuite à l'étranger, originaire du nord comme le président, n'avait pas participé à la Conférence nationale de réconciliation qui a eu lieu de janvier à avril à N'Djamena. La LTDH note effectivement que le massacre de mercredi est «la conséquence logique du refus de la classe politique, à la Conférence nationale souveraine, d'aborder clairement et sincèrement le problème de la paix et de la réconciliation nationale».

MARIE-PIERRE SUBTIL

EN BREF

■ NIGER : sept morts dans des affrontements entre agriculteurs et éleveurs. - Le ministère de l'Intérieur a annoncé, jeudi 5 août, que sept personnes ont été tuées et six blessées au cours d'une «bataille rangée» entre des agriculteurs et des éleveurs, dimanche, dans un village proche de Bani-Bangou, à 180 kilomètres au nord de Niamey. D'autre part, le Niger a accordé au Niger une aide budgétaire de 112 millions de francs dont elle a conditionné le versement à l'assainissement des finances publiques. Le déficit budgétaire du pays est actuellement évalué à 2 milliards de francs, soit le double des ressources propres espérées pour 1993. (AFP)

■ SOMALIE : deux Somaliens tués et deux Américains blessés dans des accrochages. - Un milicien somalien et une femme ont été tués par des «casques bleus» italiens, lors d'un échange de tirs, jeudi 5 août, au nord de Mogadiscio. Le même jour, deux soldats américains ont été blessés dans une

embuscade sur la route de Baidoa, au nord-ouest de la capitale, ce qui porte à cinq le nombre de militaires américains blessés depuis mercredi. D'autre part, des «casques bleus» malaisiens ont saisi un canon au siège de l'organisation non gouvernementale irlandaise Concern. (AFP)

■ TOGO : la Cour suprême a rejeté la candidature de M. Olympio. - Selon un communiqué publié jeudi 5 août, la Cour suprême a rejeté la candidature de Gilchrist Olympio à l'élection présidentielle prévue pour le 25 août. La Cour a jugé non conformes les certificats médicaux joints au dossier de candidature de l'opposant, parce qu'ils avaient été établis en France et non au Togo. Cette décision «n'est qu'une vague manœuvre politique qui ne trompe personne», a estimé le Collectif de l'opposition démocratique, dont le candidat est Edem Kodjo. La Cour a validé la candidature des cinq autres postulants, le général Gnassingbé Eyadéma, Edem Kodjo, Apollinaire Agboyibor, Jacques Amouzou et Iff Adani. (AFP)

■ TUNISIE : précision. - Dans un article paru dans *le Monde* du 4 août qui évoquait l'éclatement du bureau politique du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), il était indiqué que, pour la première fois, une femme faisait son entrée dans cette instance du parti au pouvoir. Il convient de préciser qu'une autre femme, M^{me} Fatma Mzali, avait été désignée par l'ex-président Habib Bourguiba pour siéger au sein du bureau politique de l'ancien Parti socialiste destourien (PSD) dont le RCD est l'héritier.

Des journalistes aux petits moyens

ALGER

de notre correspondante

Journaliste au service «enquêtes et reportages» d'un quotidien francophone algérien, Ahmed, comme nombre de ses collègues, habite chez ses parents. Petites salaires et gros loyers obligent. «Quand on débute, on touche entre 7 000 et 8 000 dinars par mois. Et les seuls appartement qu'on trouve, c'est à 4 000 dinars au moins. On n'a pas le choix, lâche-t-il, la sourira philosophe. Evidemment, je n'ai pas de voiture. Ceux qui habitent loin sont transportés par la maison. Moi, je viens en taxi ou bien c'est mon père qui me dépose.» Pour les reportages, «on se débrouille».

Ahmed, vingt-huit ans, a découvert la presse en sortant de l'armée, au lendemain des émeutes d'octobre 1988. «Sans commentaire», dit-il, en détournant les yeux. Le métier de journaliste, il l'aura appris «sur le tas», comme l'immense majorité des «jeunes plumes» algériennes. Comme Rachide, vingt-deux ans, devenue reporter stagiaire à Oran, dans un hebdomadaire arabophone, après avoir fait des études d'interprétation et de traduction. Son père, enlaphabète, est «fier» d'elle. La famille habite au-dessus de la boutique paternelle et Rachide partage sa chambre avec une de ses sœurs. Elle parle couramment le fran-

çais, l'allemand, «un petit peu l'anglais», mais place l'arabe au-dessus de tout, parce que «c'est la langue de l'islam et de la patrie».

L'antenne
parabolique...

Ahmed a longtemps aimé sortir en boîte ou au restaurant. «Avec le temps du couvre-feu instauré en décembre 1992, j'y allais au moins quatre ou cinq fois par mois. Maintenant, c'est terminé! Et on sait que ce n'est pas une crise passagère», soupire-t-il. Le soir, il lit un peu ou regarde la télé: «Heureusement qu'on a l'antenne parabolique!» Le récent essouffissement des horaires, qui permet aux imprévisibles fêtards de traîner jusqu'à 23 h 30, n'a pas échangé ses habitudes. «Il y a encore deux ou trois ans, jamais je n'aurais pensé qu'un journaliste pouvait être tué», dit-il simplement.

«J'espère que la paix reviendra et que nous serons unis, comme avant», commente Rachide. Pourquoi le pays va-t-il mal? «Le terrorisme a des relations avec l'étranger. Tous les pays arabes sont menacés. Les juifs et les Américains veulent détruire les musulmans», répond-elle, d'une voix douce. Rachide aime le rat, Mozart et les glaces qu'on déguste le soir, aux terrasses des «crémeries» du front de mer. Elle aussi regarde la télévision, mais seulement la chaîne algérienne. «On n'a pas

l'antenne parabolique: TF 1 et France 2, c'est trop pour notre religion, toutes ces femmes nues dans les publicités, c'est péché.» Pourtant, reconnaît-elle, «je ne suis pas pratiquante». A l'issue de son stage, Rachide espère être embauchée. Mais si, un jour, elle se marie et que son époux lui demande de quitter son emploi, elle le fera. «Je me sacrifierai», assure-t-elle.

«Sacrifié», Ali Dilem l'a été, comme toute l'équipe de son journal, et sans qu'on lui demande son avis. Ce grand jeune homme dégingendé de vingt-six ans, dessinateur parmi les plus talentueux de la presse algérienne, était, jusqu'à il y a peu, le caricaturiste fétiche du quotidien francophone *le Matin*, interdit de kiosque depuis la fin du mois de juillet. Il est aujourd'hui au chômage. «Ici, on ne touche rien, aucune indemnité», précise-t-il, comme à contre-cœur.

«La presse indépendante est à l'état fœtal», soupire-t-il. Sur le porte de son bureau, où il vient traîner tous les jours, comme par habitude, est épinglée une photo de lui, sur laquelle il a ajouté, de coups de feutre noir, une barbe. Dilem pratique la dérision, comme d'autres mangent et respirent. Pourrait-il dessiner dans un Etat islamique? Silence prudent. Puis, en pesant ses mots: «Je préfère ne pas avoir à vérifier».

C. S.

Au no
on ira4 millions de
de régler
débatLes gouv
Paris, les s
moquent d
positions a
alors que lNous avo
emplois.
de disque
aux aNous
S
Ave
consomLe Monde
Dijon

1964-1993

Du mur de Berlin à
l'unification allemande:
reconstituez les fils
de l'histoire.

Consultez

L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

Au non du dimanche on ira jusqu'au bout.

4 millions de francs d'astreinte. Est-ce le moyen de régler une question publique, un grand débat de société qui touche à l'emploi, à la culture et aux jeunes ?

Les gouvernements successifs, la mairie de Paris, les syndicats, les groupes de pression se moquent de nos arguments et campent sur des positions archaïques, des lois d'un autre temps, alors que le disque et la vidéo n'existaient pas.

Nous avons démontré que nous créons des emplois, que nous développons la diffusion de disques et de livres et que nous répondons aux aspirations des consommateurs.

Nous n'accepterons pas que le dossier soit enterré une nouvelle fois. Avec le soutien des salariés et des consommateurs, nous irons jusqu'au bout.



MEGASTORE

52-60 AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES. PARIS

کتابخانه ملی

POLITIQUE

Tout en fixant les conditions assurant le respect de la liberté individuelle

Le Conseil constitutionnel valide la loi sur les contrôles d'identité

Dans sa séance du jeudi 5 août, le Conseil constitutionnel a validé le texte de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité, à l'exception d'une disposition permettant d'accroître au-delà de vingt kilomètres les zones frontalières, où les contrôles auront, après la mise en vigueur des accords de Schengen, un caractère plus contraignant. Le Conseil a également mis en garde contre une pratique de contrôles « généralisés et discrétionnaires », qui, dit-il, « serait incompatible avec le respect de la liberté individuelle ».

Saisi par des députés de l'opposition de gauche, le Conseil constitutionnel a validé le texte de la loi relative aux contrôles et vérifications d'identité, définitivement voté au Sénat le 10 juillet dernier. Il a toutefois jugé non conforme à la Constitution la possibilité d'étendre au-delà de vingt kilomètres la limite de la zone frontalière, où les contrôles auraient pour objet de vérifier le respect des obligations de détention, de port et de présentation des titres et documents (lesquels correspondraient à ceux qui sont habituellement exigés actuellement lors du passage d'une frontière française).

Dans la perspective de la mise

en œuvre des accords de Schengen, dont la convention d'application, signée le 19 juin 1990, impliquera pour les États signataires de supprimer les contrôles effectués auprès des personnes franchissant « une frontière commune », c'est-à-dire, pour l'essentiel, les frontières terrestres entre les États contractants ainsi que les ports, aéroports et gares ferroviaires ou routières ouverts au trafic international. Le gouvernement a souhaité créer une zone particulière de vingt kilomètres en deçà des actuelles frontières terrestres françaises. Dans cette zone, des contrôles de caractère aléatoire pourront être effectués dans le but de lutter contre la délinquance transfrontalière et l'immigration irrégulière.

Le Conseil constitutionnel, contrairement aux auteurs de la saisine, estime que « la suppression de certains contrôles aux frontières qui découlerait de la mise en vigueur des accords de Schengen pourrait conduire le législateur à prendre des dispositions (particulières) sans rompre l'équilibre que le respect de la Constitution impose d'assurer entre les nécessités de l'ordre public et la sauvegarde de la liberté individuelle ». Selon lui, « des contraintes supplémentaires (dans ces zones) ne portent pas atteinte au principe d'égalité des lois que les autres personnes sont placées dans des situations différentes au regard des objectifs que le législateur s'est assignés ». De même, il considère que la création de ces zones ne

porte pas « atteinte à l'indivisibilité de la République ».

En revanche, le Conseil observe que « en ménageant la possibilité de porter la limite de la zone frontalière au-delà de vingt kilomètres, le législateur a apporté, en l'absence de justifications appropriées tirées d'impératifs constants et particuliers de la sécurité publique, et compte tenu des moyens de contrôle dont par ailleurs l'autorité publique dispose de façon générale, des atteintes excessives à la liberté individuelle ». Il ajoute : « De surcroît, le législateur a méconnu sa compétence en déléguant au pouvoir réglementaire le soin de fixer cette extension ». Le Conseil a censuré du texte cette extension que le législateur avait fixée à quarante kilomètres au-delà des actuelles frontières terrestres, et dont il laissait la mise en application à un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice.

« Réprimer les illégalités qui seraient commises »

Le Conseil constitutionnel a écarté le grief formulé par les auteurs de la saisine contre les contrôles autorisés « dans les lieux et pour une période de temps déterminés », puisque, pour le Conseil, « il incombe à l'autorité judiciaire (...) d'exercer un contrôle effectif sur le respect des conditions de forme et de fond pour lesquelles le législateur a entendu assurer la conciliation » entre l'exercice des libertés que la Constitution garantit et les besoins de la recherche des auteurs d'infractions.

Les auteurs de la saisine estimaient que l'autorisation de contrôles sans qu'en soient justifiés les motifs, et après qu'eût été introduite la précision que l'iden-

tité de toute personne peut être contrôlée « quel que soit son comportement », aurait porté une atteinte excessive à la liberté individuelle. Le Conseil constitutionnel considère que « la prévention d'atteintes à l'ordre public (...) est nécessaire à la sauvegarde de principes et de droits ayant valeur constitutionnelle ». Il précise : « Toutefois, la pratique de contrôles d'identité généralisés et discrétionnaires serait incompatible avec le respect de la liberté individuelle. S'il est possible au législateur de prévoir que le contrôle d'identité d'une personne peut ne pas être lié à son comportement, il demeure que l'autorité concernée doit justifier, dans tous les cas, des circonstances particulières établissant le risque d'atteinte à l'ordre public qui a motivé le contrôle. Ce n'est que sous cette réserve d'interprétation que le législateur peut être regardé, comme n'ayant pas privé de garanties légales l'existence de libertés constitutionnellement garanties ».

Pour le juge constitutionnel, « il appartient aux autorités administratives et judiciaires de veiller au respect intégral des conditions de forme et de fond posées par le législateur », et « aux tribunaux compétents de censurer et de réprimer les illégalités qui seraient commises et de pourvoir éventuellement à la réparation de leurs conséquences dommageables ». De même, « il revient à l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, de contrôler en particulier les conditions relatives à la légalité, à la réalité et à la pertinence des raisons ayant motivé les opérations de contrôle et de vérification d'identité (...). A cette fin, il lui appartient d'apprécier, s'il y a lieu, le comportement des personnes concernées ».

« Le rituel SS de la Nouvelle Droite »

Les amis de Saint-Loup

Bruno Racouchot, directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen, dans une lettre publiée dans le Monde du 5 août, a mis en cause certains passages de l'article « Le rituel SS de la Nouvelle Droite », paru le 3 juillet.

M. Racouchot, en prenant part à plusieurs hommages à Saint-Loup (ancien responsable du journal de la division SS Charlemagne), n'aurait participé à rien d'autre qu'une manifestation littéraire ? Or les « Amis de Saint-Loup », éditeurs de l'ouvrage *Rencontres avec Saint-Loup*, auquel a collaboré Bruno Racouchot, précisent dès l'introduction s'être retrouvés « pour rendre hommage » à Saint-Loup qui fut « pour beaucoup d'entre nous (...) un guide et un modèle » (page 11). « Nous avions un camarade, il nous a laissé le seul message qui vaille, celui de la fidélité à ce que nous sommes dans la continuité du temps », écrit Philippe Conrad page 22. Plusieurs autres contributions évoquent plus le SS que l'écritain, dont le portrait, en uniforme allemand, figure page 45.

Pas plus que ce livre, la réunion du 20 avril 1991 n'aurait eu le caractère d'un hommage à l'un des idéologues des SS français ? « Hommage à Saint-Loup » est pourtant le titre du tract d'invitation distribué lors du colloque du GRECE de mars 1991. Et comment qualifier autrement le rédacteur en chef de *Devenir*, le journal de la division SS Charlemagne qui regroupait les SS français ?

Au cours de ce colloque, Bruno Racouchot devait intervenir avec Pierre Vial, dirigeant du FN et Henri Fenech, un SS français qui se battit jusqu'en fin avril 1945 pour défendre le bunker de Hitler à Berlin. Les œuvres littéraires de Saint-Loup comprennent plus d'une douzaine de titres à la gloire du national-socialisme comme « Jeunesse d'Europe, unissez-vous » (conférence prononcée devant le groupe « Collaboration » en 1941), ou de récits de sa guerre sur le front de

l'Est, des livres consacrés aux SS français et étrangers. Même ses œuvres « régionalistes » s'inspirent d'une conception de l'Europe des ethnies que Saint-Loup dit avoir été élaborée par les SS à la fin de la guerre. Pour Saint-Loup, la littérature était un engagement.

Aucune coloration « nostalgique » ? Les nostalgiques ouvrages de Saint-Loup, qui décrit les anciens SS « restés fidèles dans la nostalgie d'un monde disparu », met en scène Henri Fenech lui-même, un des trois intervenants de la réunion et un des contributeurs au recueil.

Enfin, Bruno Racouchot conteste les citations de ses écrits dans notre article du 3 juillet. Or les citations sont exactes, les mots de Saint-Loup que Bruno Racouchot reprend à son compte sont explicitement signalés comme tels.

Bruno Racouchot précise qu'il n'est pas un « héritier inconditionnel » de Saint-Loup. Nous avons écrit qu'il s'identifiait, dans son texte, à un « digne bérurier » des SS français. Il écrit aussi : « *Lequel d'entre nous n'a pas couru, depuis l'éveil de l'adolescence, derrière la plus noble et la plus fascinante figure que Saint-Loup ait introduite dans son œuvre* », celle de Le Fauconnier, un cadre SS qui aurait tenté de faire survivre une base SS après la défaite du nazisme dans une île proche du cap Horn, île que Saint-Loup a voulu retrouver, et dont la vaine quête constitue l'essentiel du texte de Bruno Racouchot.

Une des contributions du recueil évoque sous le titre « Le monastère des hommes en noir » le château SS de Hildesheim, d'où Saint-Loup dirigeait l'édition de *Devenir*, le journal SS français. Ce texte se termine en commentant l'inauguration de Saint-Loup : « N'oubliez jamais, je n'ai rien oublié depuis Hildesheim ». Rassurez-vous, Saint-Loup. Nous non plus.

RENÉ MONZAT

Mise en garde

par Anne Chousseboug

Depuis une douzaine d'années, les contrôles d'identité ont fait l'objet de trois textes de loi. Le premier, dit « sécurité et libertés », d'Alain Peyrefitte, donnait un cadre juridique aux contrôles qui, jusqu'alors, étaient régis par des textes anciens complétés par la jurisprudence de la Cour de cassation. Ensuite, la loi de 1983 avait donné lieu à un vrai conflit entre Gaston Defferre et Robert Badinter, à l'époque respectivement ministre de l'intérieur et ministre de la justice, conflit tranché par le premier ministre d'alors, Pierre Mauroy, et par François Mitterrand. Dès son retour au pouvoir, le droit revenait au texte d'Alain Peyrefitte pour « assouplir » les obligations imposées aux policiers. Cette loi de 1986, que la gauche, revenue au pouvoir en 1988, n'a pas modifiée, a donné lieu à une interprétation de la Cour de cassation, considérée comme restrictive par le gouvernement, et particulièrement par le ministère de l'intérieur.

Se référant, pour en prendre le contre-pied, à l'arrêt du 10 novembre 1992 de la Cour de cassation, qui estime que l'atteinte à l'ordre public ne doit pas faire référence à une appréciation générale mais être « directement rattachable au comportement de la personne dont l'identité » est contrôlée, le garde des sceaux a voulu que les contrôles de la police administrative puissent désormais avoir lieu « quel que soit le comportement » de la personne contrôlée.

Était-ce ouvrir la porte à des contrôles préventifs systématiques et abusifs, puisque le « comportement » n'est plus un critère dans l'appréciation du bien-fondé de contrôles destinés à « prévenir une atteinte à l'ordre public », notamment à la sécurité des biens et des personnes ? Le Conseil constitutionnel a voulu prévenir ce risque de l'atteinte qui pourrait alors être portée à une autre garantie constitutionnelle, celle de la liberté d'aller et venir. C'est donc d'une mise en garde très ferme que les neuf sages du Palais-Royal ont essoré la validation de la loi : le respect de la liberté individuelle exige qu'il n'y ait pas de contrôles d'identité

« généralisés et discrétionnaires ». Autrement dit, les contrôles ne peuvent être légaux que s'il y a réellement risque d'atteinte à l'ordre public.

Quand le projet de loi avait été soumis au conseil des ministres le 19 mai dernier, le président de la République était intervenu sans que soit révélée la teneur de son propos, dans lequel Pierre Méhaignerie n'avait pas vu de « réserves » mais plutôt une concordance de points de vue sur la « nécessité » des contrôles et de la « vigilance » qui doit en accompagner l'exécution.

Le Conseil constitutionnel n'a, en revanche, rien trouvé à redire à la légalisation des « opérations coup de poing », c'est-à-dire à l'organisation de contrôles d'empêchement dans des lieux et dans une période limitée, définis par des réquisitions écrites du procureur de la République, sene que la police judiciaire eût à invoquer une menace pour l'ordre public.

La censure partielle qu'il a décidée concerne non pas l'établissement de dispositions spécifiques pour les zones frontalières dans le limite de 20 kilomètres en deçà des actuelles limites du territoire français mais la possibilité donnée au pouvoir réglementaire d'accroître jusqu'à 40 kilomètres cette zone. Une façon de dire au législateur que « trop, c'est trop » : avec une telle distance, c'est Nice mais aussi Biarritz ou Colmar qui pourraient être englobées dans cette bande.

Reste qu'anticiper l'entrée en vigueur des accords de Schengen, avec une telle distance, c'est Nice mais aussi Biarritz ou Colmar qui pourraient être englobées dans cette bande. Reste qu'anticiper l'entrée en vigueur des accords de Schengen, avec une telle distance, c'est Nice mais aussi Biarritz ou Colmar qui pourraient être englobées dans cette bande.

L'enquête sur la tentative de subornation de témoin après le match VA-OM

Le juge Befly a entendu Bernard Tapie dans ses bureaux parisiens

Le juge d'instruction valenciennois Bernard Befly, accompagné de policiers du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Lille, s'est rendu, jeudi 5 août, dans les locaux du groupe Bernard Tapie Finance (BTF), avenue de Friedland (Paris-17). Il a entendu le président de l'OM pendant plusieurs heures. Cette visite, prévue depuis plusieurs jours mais reportée dans la plus grande discrétion, avait pour but d'évoquer notamment l'affaire de tentative de subornation de témoin dont l'ancien entraîneur de Valenciennes, Boro Primorac, affirme avoir fait l'objet de la part du président marseillais par l'intermédiaire du restaurateur corse André-Noël Filippeddu (le Monde du 4 août).

Le magistrat instructeur, déjà en charge du volet « corruption » de l'affaire, a sans doute cherché à obtenir des précisions sur l'emploi du temps de M. Tapie au cours de la journée du 17 juin. Le président de l'OM a toujours nié avoir rencontré Boro Primorac ce jour-là en début d'après-midi pour qu'il accepte de « porter le chapeau » dans l'affaire de corrup-

tion. M. Tapie affirme qu'il était alors en compagnie de l'ancien ministre socialiste Jacques Mellick, maire de Béthune. M. Mellick confirme cet « alibi », mais son témoignage tardif, révélé samedi 31 juillet, comporterait d'importantes imprécisions. Le 6 juillet, lors d'une première visite du juge avenue de Friedland, le président de l'OM avait promis qu'il dévoilerait rapidement son emploi du temps. Il a peut-être pu le faire jeudi 5 août, près d'un mois plus tard.

Ph. Br.

Dans les turbulences

Suite de la première page

Ceci, alors même que le gauche n'était pas sortie de la phase de décomposition censée précéder celle de la rénovation.

Or voilà que depuis quelques semaines ce bel édifice menace ruine. L'affaire Valenciennes-OM a jeté la suspicion sur les méthodes par lesquelles le club marseillais est devenu le meilleur d'Europe. La prochaine mise en examen du PDG de Bernard Tapie Finance, Elie Fellous, atteint le cœur même du dispositif financier mis en place par l'homme d'affaires. Et, comble de disgrâce, l'élection de Bernard Tapie comme député des Bouches-du-Rhône pourrait être annulée par le Conseil constitutionnel s'il choisissait de tirer toutes les conséquences du rejet par la commission nationale, pour dépassement du plafond autorisé, des comptes de campagne du candidat Tapie.

Les trois piliers du système

Les trois piliers du « système Tapie » - le sport, les affaires, la politique - se trouvent ainsi simultanément ébranlés, malgré les phrases éblouantes prodiguées par François Mitterrand à l'égard de son ancien ministre de la ville dans son entretien télévisé du 14 juillet. En même temps, le style qui avait fait le succès du président de l'OM, ce bagout chaleureux fait de spontanéité et parfois de brutalité, dans le parole

comme dans le geste, commence à déployer les ventres blancs qui faisaient sourire passent pour des mensonges, l'habileté devient tromperie et les coups de colère n'apparaissent plus que comme des actes de violence.

Suprême paradoxe : l'homme qui avait séduit les médias au point de bâtir l'essentiel de son image sur son art de se servir de la télévision s'estime victime d'un complot médiatique, qu'il s'emploie à déjouer en engageant avec la presse un combat sans merci.

Un « tour de France » avec le MRG

Le voici donc qui ferraille quotidiennement avec les journaux, qu'ils soient spécialistes de football, de finances ou de politique, tenus par lui pour les complices de cet établissement tant honni qui a juré sa perte, mais qui, foi de Bernard Tapie, pas plus aujourd'hui qu'il ne parviendra à ses fins.

Bernard Tapie, comme François Mitterrand, auquel l'unissent d'étranges liens de fascination réciproque, a déjà montré son aptitude à rebondir face aux épreuves. On ne peut donc pas exclure qu'il se sorte une fois de plus des pièges dans lesquels il s'est laissé enfermer. Mieux même : il est sans doute capable de retourner à son avantage les difficultés dans lesquelles il se débat en prenant l'opinion à témoin des épreuves que lui font subir les puissants et de la vaillance avec laquelle il y répond.

Soutenu sans défaillance par les radicaux de gauche - qui entendent se démerquer ainsi des socialistes, dont la nouvelle direction, en annulant *in extremis* il y a un mois un rendez-vous entre Michel Rocard et Bernard Tapie, a pris nettement ses distances avec celui-ci - le député des Bouches-du-Rhône va reprendre l'initiative. Il compte en particulier mettre à profit le « tour de France » qu'il doit accomplir en septembre avec Jean-François Hory, président du MRG, et qui, jusqu'à preuve du contraire, est maintenu, pour confirmer la faveur dont il continue de jouir, pense-t-il, auprès des Français.

La question est de savoir si son discours peut encore convaincre ceux qui, ces dernières années, lui ont fait confiance. Bernard Tapie s'était imposé en bénéficiant du rejet subi par les hommes politiques classiques : son « parler vrai », sa façon de mener l'assaut contre le Front national et son dynamisme avaient plu. Ancien ministre, il est désormais « banalisé », et son combat contre Jean-Marie Le Pen appartient au passé. De plus, son image de « gagnant » n'est plus de celles qui font recette en toutes circonstances : les temps ont changé et, dès lors que l'argent s'accompagne de relents de malversation, il n'inspire plus le même respect.

Enfin, et peut-être surtout, ce « gagnant » n'est-il pas en passe de devenir un « loser » ? Le président de l'OM a gagné la Coupe d'Europe, bien sûr, mais a-t-il su pour autant construire une grande équipe, aussi solide que les clubs italiens ou espagnols qui lui servent de modèle ? Quant au savoir-faire du sauveur d'entreprises

en faillite, avec la revente d'Adidas, il a montré ses limites. Reste la politique : éloigné du pouvoir par la défaite de la gauche, saurait-il s'adapter aux nouvelles règles du jeu qui, au-delà des coups médiatiques, exigent aussi la constance et le sang-froid ?

THOMAS FERENZICI

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 5 août 1993 :

UN DÉCRET

- N° 93-977 du 31 juillet 1993 relatif aux saisies et cessions notifiées aux comptables publics et aux centres de chèques postaux ou de la Caisse nationale d'épargne.

UN ARRÊTÉ

- Du 15 juillet 1993 établissant la liste des sociétés nationales représentées au comité de coordination pour le développement industriel de la Corse.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 6 août 1993 :

UNE LOI

- N° 93-980 du 4 août 1993 relative au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

UN DÉCRET

- Du 4 août 1993 déclarant l'utilité publique et l'urgence des travaux de construction nécessaires à la réalisation par la Régie autonome des transports parisiens de la ligne Métro de la station Saint-Lazare à la station ZAC-de-Tolbiac comprenant huit stations et l'atelier d'entretien Tolbiac-Nationale.

UN ARRÊTÉ

- Du 4 août 1993 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'un ouvrage (*l'Espresso*).

LE MONDE diplomatique

AOÛT 1993

LA RÉVOLUTION DES IMAGES VIRTUELLES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

ENQUÊTE

Les aventuriers de la générosité

IV. - L'esprit d'entreprise humanitaire

Sous le choc de la crise, les situations d'urgence se multiplient et des professionnels se mobilisent, inventant de nouvelles parades. Rapi sur l'Hexagone? Certes, mais pas (le Monde des 4, 5 et 6 août). Étrangement, dans ces temps difficiles, les entreprises humanitaires connaissent une forte croissance.

A Gerland, au cœur des friches industrielles de Lyon, « Equilibre », l'entreprise humanitaire, règne sur ses entrepôts bourrés de farine et de médicaments et sa flotte de camions. Sa station « ondes courtes », unique en son genre, la relie à ses collaborateurs « expatriés » en Yougoslavie ou en Irak. L'Association a dû ajouter des préfabriqués pour abriter l'intense activité de ses 250 bénévoles lyonnais. Elle cherche à s'étendre, déjà à l'étranger, « car nous avons grossi très vite, ces trois dernières années », confirme Alain Michel, président-fondateur et catholique pratiquant.

Créée en 1984, à partir de sa paroisse, son entreprise verse aujourd'hui un salaire à 65 permanents du siège, et indemnise 220 « expatriés » et 300 autochtones sur le terrain à l'étranger. A Gerland, ils n'étaient que 20 il y a deux ans. Cette création nette d'emplois s'est faite pendant que la crise économique sévissait ailleurs.

Equilibre n'est qu'un exemple. D'autres entreprises humanitaires plus importantes ont également un taux de croissance record.

Leur secteur est un des rares à bénéficier d'un boom certain, avec l'ANPE... Les salaires sont modestes. Ainsi les permanents d'Equilibre gagnent-ils entre 8 000 et 11 000 francs par mois. Les bataillons en nombre croissant des bénévoles sont, par définition, gratuits. Dans les sociétés commerciales, on s'en tient à la loi, contre les abus un projet de « contrat de volontariat » est actuellement à l'étude, sur le plan national. Les responsables économiques sont à l'affût de « gisements » d'emploi, que la rareté rend précieux. L'humanitaire est-il leur terre promise?

Gestion savante et placements

Alain Michel, flairent les potentialités de la demande, a su innover en matière d'offre. Sa flotte de poids lourds, convoyant les vivres sur les routes de Croatie et du Kosovo, revient en France chargée de fournitures d'importation pour des industriels dont les transporteurs habituels se dérobent. Alain Michel a su maîtriser ses coûts. Fondée en 1992, Equilibre International est une société commerciale à associé unique - Equilibre, l'entreprise humanitaire. Elle assure le transport de l'aide pour son propre compte, mais aussi pour l'UNICEF et la CEE. Le budget de l'association lyonnaise repose pour 80 % sur des financements institutionnels, principalement

communautaires, et pour 20 % sur des ressources propres. « Il nous faut redescendre à 50/50 », souhaite Alain Michel, qui veille jalousement sur l'indépendance de son affaire.

En septembre 1992, il a recruté un directeur financier. Jean-Louis Baron, la cinquantaine argentée et distinguée, est d'origine lyonnaise. C'était un chef d'entreprise prospère. Fin août, il a « lâché le choix industriel pour le choix humanitaire ». Sa femme et ses deux filles venaient de mourir dans un accident de voiture.

Dès sa prise de fonctions, il veut « concilier la spontanéité de l'humanitaire et la rigueur de l'entreprise ». Ces deux univers « ont besoin l'un de l'autre. Il n'y a pas d'un côté un monde propre, et de l'autre un monde sale. Le premier a besoin de financements, le second de valeurs ».

Jean-Louis Baron joue sur « le vecteur de consommation » : il développe une gamme de produits (maroquinerie, tissus, bibelots, etc.) estampillés « Equilibre ». Produits par des artisans russes ou des Tonage, ils sont importés sans intermédiaire. Equilibre commercialise aussi des bouteilles de beaujolais. Plus encore, ce gestionnaire stimule le partenariat avec de grandes sociétés. Ainsi les 130 000 repas servis chaque jour par Equilibre à Moscou dans des cuisines de quartier ouvertes aux vieux soviets en partie financés par la Fondation Kronenbourg. Enfin Jean-Louis Baron met en place de nouveaux mécanismes financiers. Un fonds commun de trésorerie, pour des associations, et des sociétés de placement : « C'est une autre démarche que nous proposons aux gens, un placement qui rapporte, plutôt que le don habituel ».

Des innovations bico dans l'air du temps. La plupart des organisations les multiplient depuis deux ans. Elles ont nettement renforcé leurs directions financières. Car la concurrence commerciale a fait rage sur le marché français de la collecte de fonds. Comment arracher sa part, parmi les quatre à cinq millions de donateurs?

Sans doute Daniel Baudart, directeur du développement au Comité français de l'UNICEF, est-il un des pionniers du genre. Quand il prit ses fonctions, il y a vingt ans, « un petit spot de télé suffisait pour sensibiliser les gens ». A cette époque, ce type de métier humanitaire passait souvent pour réservé à des personnes qui n'avaient pas pu trouver mieux. Aujourd'hui, la professionnalisation a fait du secteur attire une foule de diplômés joignant l'utile au gratifiant, à leur sortie de l'ESSEC ou d'HEC.

A ses débuts, Daniel Baudart « n'avait pas à investir beaucoup pour récolter de l'argent ». Les passages à la télévision étaient gratuits, pour la « bonne cause ». La publicité commerciale d'aujourd'hui a envahi les écrans. Au cours des dix dernières années, « très progressivement », il a fallu amorcer la pompe de la générosité, par un investissement initial. Le Comité UNICEF fut un des premiers à faire du « marketing direct » en matière de dons. La vente par correspon-

dance (VPC) modernisait ses méthodes et l'on s'en inspira.

« Il nous fallait têter le terrain », Daniel Baudart accepta l'offre gratuite et garantie par contrat d'un éditeur suisse ami, Kumberly und Frey.

En cas d'échec, l'UNICEF n'aurait rien à payer. « Mailing, sans prendre de risque ». Ainsi se développa le fichier du Comité. Il comptait alors 18 000 noms

modeste, ont « bu le bouillon ». Elles avaient emprunté à une booke pour investir dans un premier mailing, sans aucun retour. « C'est un milieu très discret », souligne M. Baudart. Le marketing direct coûte cher. Mais le retour atteint des sommets, du moins pour l'UNICEF.

Le pourcentage de donateurs qui répond positivement est de 4 à 5 pour cent, contre 0,2 pour

pourraient lasser au bout du compte. Font-ils d'abord le bonheur de la grande distribution? Le pèril est bien réel. Aussi étudie-t-on des projets visant à introduire une réglementation spécifique, pour l'humanitaire, dans le domaine du marketing. Prudence de rigueur. Mais est-il possible, en pratique, de distinguer les genres alors que toute la VPC commerciale et les organisations humanitaires travaillent avec les mêmes partenaires et parfois sur les mêmes fichiers? Sans attendre, les professionnels de la générosité se sont dotés d'une charte déontologique et d'un comité de surveillance.

Les ratés du charity business persistent. Dans l'ex-Yougoslavie, comme hier au Liban, les milices prélèvent leur dîme pour laisser passer les convois de l'aide alimentaire. Les énormes détournements au Zaïre sont de notoriété publique. Certes, l'aide se fait de plus en plus décentralisée, s'appuyant sur des ONG locales fiables. Ainsi est-elle plus souvent acheminée à bon port.

Mais plus augmente la puissance financière de l'humanitaire, moins est permis l'angélisme. Que de tentations, ou encore simplement d'incompétence! Le scandale qui vient de frapper l'Armée du salut britannique force au réalisme. Dans le charity business, de nouveaux risques apparaissent.

La CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) impose au solliciteur par voie de fichier des messages clairs : « cause » et « utilisation » du don. C'est à la CNIL que le solliciteur s'adresse, s'il refuse l'utilisation de son nom inscrit dans un fichier. Peut-être pour éviter d'avoir sa boîte aux lettres qui déborde de prospectus à chaque passage du facteur...

Plusieurs centaines d'entreprises humanitaires se lancent à l'assaut du marché de la générosité. Des milliers d'associations partent à l'aventure, « à but non lucratif ». Pour les chercheurs de fonds, l'Hexagone en récession paraît soudain épuisé. Médécins sans frontières vient d'ouvrir une antenne à Londres. La-bas, la charité victorienne a son fructueux évolution...

DANIELLE ROUARD

Prochain article :

Le « modèle » Oxfam



pour 1,5 million aujourd'hui! Entre-temps l'habile directeur a eu recours à des bases de données informatiques. « Nous avons besoin de notre liberté ».

Des risques de « dérapages »

Des fichiers de comportement apparaissent sur le marché. Comme celui des abonnés à l'hebdomadaire catholique *la Vie*. Des tests sont menés, sur des échantillons, et les résultats examinés à la loupe. « Nous avons acquis des donateurs, augmenté le nombre de supporters », résume Daniel Baudart. Nous les fidélisons, en les informant régulièrement. « Sollicités plusieurs fois par an, ces gens généreux donotent en moyenne quatre fois, mais des sommes légèrement plus faibles que par le passé. Serrant leur ceinture d'un cran en raison de l'aggravation de la crise, les gens généreux demandent davantage des comptes, et sont moins enclins que jamais à se désintéresser de l'utilisation de leur argent ».

La méthode marketing, qui porte aujourd'hui ses fruits, est à ses débuts, selon M. Baudart, « une odeur de fagot » dans le milieu associatif. Quelques organisations persistent à la refuser, « car on ne mélange pas torchons et serviettes, business et humanitaire ». Certains, de taille plus

mille dans le secteur de la VPC commerciale.

Ainsi comprend-on le succès de la récente campagne menée pour financer la vaccination des enfants du tiers-monde. L'objet pouvait paraître abstrait, trop distant. L'image d'un french doctor sous les balles à Sarajevo mobilise immédiatement. Mais un vaccin? Le Comité a joint à sa lettre d'appel un morceau de sparadrap. « Symbole du geste médical, qui accompagne le don ». Le mailing, dit Daniel Baudart, a marché. « du feu de Dieu ».

D'autres savent diversifier leurs sources, telle la Ligue pour la recherche contre le cancer qui hérite de nombreux legs.

Risque de saturation dans la population? Les « produits partage » sont, pour le moment, la dernière mode. Et achetant la lessive d'une certaine marque, le consommateur verse dans l'escalier humanitaire. Ces produits

La surveillance du « charity business »

Er s'il y avait moins de misère qu'on le dit? Sylvie Brunel, spécialiste de l'aide alimentaire au tiers-monde, aujourd'hui directrice de l'AIIC (Action internationale contre la faim) démythifie les statistiques des experts inébranlables dans son ouvrage *Une tragédie humaine - La faim dans le monde*, publié en 1991 (1). Des marchands de catastrophisme n'hésitent pas à noircir le tableau pour remasser plus d'argent.

Manipulation du message d'appel, détournement de l'aide à l'arrivée : le généreux donateur n'y retrouve parfois plus ses petits. Conscients des dangers, d'un bout à l'autre de la chaîne, des organisations du secteur humanitaire ont adopté en 1989 une Charte de déontologie puis se sont dotées d'un comité de surveillance ad hoc (le Monde du 28 janvier 1990).

Les contrôleurs du comité épluchent soigneusement les comptabilités des signataires (2). La source et l'emploi des dons sont passés au crible. La règle de transparence fonde cette autosurveillance de la profession. De plus, la Cour des comptes exerce un contrôle financier sur les associations, comme l'y autorise un arrêt du Conseil constitutionnel de juillet 1991.

Cette surveillance est d'autant plus bienvenue que les moyens financiers s'amplifient et que les techniques deviennent sophistiquées. L'Armée du salut britannique a vécu une triste expérience, au début d'année (le Monde du 14 avril). Elle a fait involontairement le bonheur d'escrocs en col blanc qui lui avaient proposé des placements minifonds. Du vau-là le scandale a éclaté à la suite des contrôles effectués par les charity commissioners désignés par l'Erat et indépendants du secteur humanitaire.

D. R.

(1) Editions Pluriel, 1991, 321 pages, 69 francs. Diffusion Hachette.
(2) Sont membres du Comité de la Charte de déontologie 131, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél. 49-28-54-25 : Action internationale contre la faim; Aide et Action; Association pour le développement de l'Institut Pasteur; Association française contre les myopathies; Association des paralysés de France; Association Valentin Haüy pour le bien des aveugles; Comité français de l'UNICEF; Delta 7; Fondation de France; Fondation pour la recherche médicale; Jeunesse au plein air; Ligue nationale française contre le cancer; Médecins du monde; Œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte; Petits frères des pauvres; Restaurants du cœur; Secours catholique; Secours populaire français; Union nationale interfédérale des organismes privés-santaires et sociaux (UNIPSS); Villages d'enfants SOS de France; Villages d'enfants SOS dans le monde.

Aidez les orphelins en mangeant des biscottes...

Après celles de « la forme » et de « l'équilibre », est venue l'heure de « la charité » pour faire vendre. Des experts du marketing appellent cela « Charity Promotion ». Une part du prix affiché est versée aux organisations caritatives ou humanitaires.

Ainsi, Benetton « roule » pour Caritas, Wrangler pour les Restos du cœur, Novotel et Kréma pour l'association internationale de protection de la nature WWF, Agfa pour l'UNICEF, Kellogg pour MSF, Nautogana pour Pharmaciens sans frontières etc. Aidez les orphelins, en mangeant des biscottes Heudebert. Au moment de Noël, le chocolat Poulain fait un tabac : ses boîtes « offrent » alors une carte de vœux UNICEF au consommateur qui le paie en emportant le tout. Cas « produits-partage », ainsi dénommés, connaissent assurément une vogue. La pub-spectacle fait mauvaise affaire. Moralisation ou culpabilisation?

Dans le même temps, la philanthropie d'hier ayant pris un coup de vieux avec son air

paternaliste fait place au mécénat. Ce « sponsoring humanitaire », selon le jargon en vogue, concurrence le secteur artistique de ce marché. Plusieurs organisations ont commencé à établir un partenariat à long terme avec de grandes sociétés industrielles, commerciales et financières.

Il y a soixante-dix ans, Henry Ford écrivait, dans *Ma vie, mon œuvre* : « Nous nous élevons au-dessus de ce culte que l'on a longtemps professé pour une possession matérielle de la richesse. Ce n'est plus une distinction d'être riche, en fait, on ne souhaite plus communément le devenir... » Ce que l'on ambitionne aujourd'hui, outre une vie décente, c'est un emploi utile dans la société, l'occasion de rendre de grands services, seules distinctions réellement honorables pour un individu. L'humaniste Henry Ford courait loin devant le progrès. Mais sur une autre route que la voie royale des « produits-partage »...

D. R.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms
en index du Monde au (1) 40-65-25-33
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Impression
du « Monde »
12, r. M.-Ginsbourg
94852 IVRY CEDEX

Le Monde

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guille,
Isabelle Tardit,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avix
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDEUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-72-15, Société Générale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUIS.-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS vise seuile CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 990 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
renvoyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonné.

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Feuilles avoir l'obligation d'envoyer tous les
mois papiers en capital et d'impression.

301 MON 01 PP-Paris RP

مكتبة لبنان

SOCIÉTÉ

La corruption sur la Côte d'Azur

L'affaire de la caisse noire de la SEREL pourrait permettre de pénétrer les méandres du système mis en place par Jacques Médécine

NICE
de notre correspondant régional

Depuis qu'elle a été élue, le 1^{er} juillet dernier, l'affaire de la caisse noire de la SEREL ne cesse de prendre de l'ampleur. Le juge d'instruction chargé du dossier, Jean-Paul Renard, devait entendre, mercredi 4 et jeudi 5 août, deux anciens cadres de cette société nicoise spécialisée dans la signalisation et la régulation routière qui ont été précédemment informés, par lettre, de leur mise en examen pour complicité de corruption active. Au total, sept dirigeants ou ex-collaborateurs de la SEREL ont déjà été poursuivis, dont trois ont été écroués. Une confrontation doit, par ailleurs, avoir lieu, vendredi 6 août, entre le PDG de la SEREL, Francis Guillot, l'ancien directeur général, Gérard Canarie et un autre ancien cadre, Philippe Reich, ex-directeur des achats et des travaux.

Relations privilégiées

L'affaire de cette caisse noire pourrait permettre aux enquêteurs de pénétrer dans les méandres d'un système de corruption que Jacques Médécine, ancien maire (CNI) de Nice et ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes, avait fait prospérer sous la contrainte, la contagion ou l'émulation. Le cas de la SEREL paraît, en l'occurrence, exemplaire des pratiques en vigueur sous son ère que plusieurs procédures pénales ou financières ont déjà, en partie, dévoilées depuis plus de deux ans (le Monde daté 16-17 août 1992).

C'est en 1967 que Francis Guillot, un Niois de souche dont le père exploitait une petite entreprise d'électricité, crée, avec quatre collaborateurs, la Société d'études et de réalisations électrotechniques et électroniques (SEREL). Cet autodidacte épris de modernité a su anticiper le passage de l'électromécanique à l'électronique. Vingt-cinq ans après, le groupe SEREL est devenu l'un des leaders européens de signalisation et de régulation routière. Jusqu'à la fin de 1991 son développement a été continu. Comptant cinq filiales en France et trois autres à l'étranger, sans compter des participations dans plusieurs sociétés d'économie mixte, il compte, alors, 384 salariés, pour un chiffre d'affaires de 281,5 millions de francs.

Dès l'origine, Francis Guillot a noué des relations privilégiées avec Jacques Médécine. C'est grâce aux

marchés passés avec la ville de Nice que la SEREL a pris son essor. Nice a servi de laboratoire, puis de vitrine à ses produits (une cinquantaine de brevets maison). L'association fonctionnait si bien que M. Médécine avait même envisagé, un temps, de s'associer avec M. Guillot pour partir à la conquête du marché américain...

Le prosélytisme de l'ancien maire de Nice n'était pas désintéressé. Que la SEREL ait participé, financièrement, à ses campagnes électorales (et à celles d'autres élus médéciniens du département), cela relevait d'une pratique banale. En revanche, à partir de 1982 au moins - avec les lois de décentralisation - la situation a semblé-t-il dégenerer en une corruption. Selon M. Guillot, la SEREL aurait versé, au total, 14 millions de francs de commissions occultes pour l'obtention de marchés publics. Sur cette somme, 4 millions de francs seraient allés dans la poche de l'ancien maire de Nice. Sur quelle période? Le PDG de la SEREL ne l'a précisé, pas plus qu'il n'a indiqué comment il était parvenu à ce chiffre qui reste sujet à caution.

«Le système Médécine», affirme M. Michel Cardix, l'avocat de Francis Guillot, consistait en une soumission totale des entreprises qui voulaient obtenir des marchés publics aux exigences de l'ancien maire de Nice. En d'autres termes, la SEREL, comme bien d'autres, a été victime d'un véritable racket. Cette explication mérite, pour le moins, d'être nuancée. Si l'ancien maire de Nice a, sans doute, fait preuve d'un solide appétit, Francis Guillot paraît, de son côté, avoir spontanément intégré dans la politique commerciale de son entreprise la «sédution» poussée d'élus et de fonctionnaires qui ne demandaient qu'à être conquis par ses «arguments».

Un réseau de sociétés étrangères

La SEREL gagnait de l'argent. Elle se redistribuait, aussi, généreusement pour renforcer ses positions (et éliminer ses concurrents). La caisse noire du groupe a d'abord été alimentée par un «système de compensation» pittoresque. La SEREL achetait, pour son compte, des appareils ménagers ou du matériel audiovisuel qu'elle revendait à ses employés et dont elle récupérait le produit par retenue sur les salaires. Cette «petite caisse noire» aurait rapporté, chaque année, environ 800 000 francs.

Le système a ensuite été amélioré par une «grande caisse noire» à partir de fausses facturations effectuées par le biais de sociétés écrans supposées servir d'intermédiaires à la SEREL pour la prospection de marchés étrangers. Parmi celles-ci, une société suisse, Dennis International, qui disposait d'un compte dans une banque monégasque où les fonds détournés étaient retirés en espèces. On cite, aussi, une société canadienne, Mac Gilton Johnson, et une société russe, Montbosa Montosa.

Francis Guillot accuse Gérard Canarie, directeur financier puis directeur général de la SEREL de 1982 à 1991, d'avoir monté ce réseau de sociétés étrangères (le Monde du 5 août). Or l'instruction de l'affaire Nice-Opéra, confiée à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble, a révélé que, dès 1983, la SEREL avait déjà versé des pots-de-vin à M. Médécine par l'intermédiaire de deux sociétés belges, De Jy et Cobec.

Les faveurs du Front national

Reste à savoir qui la SEREL a «arrosée» et dans quelles conditions. Dans un premier temps, M. Guillot n'a reconnu que le versement de pots-de-vin au seul M. Médécine. Au cours d'un second interrogatoire par le juge d'instruction, le 7 juillet, le PDG de la SEREL a lâché quelques autres noms de personnalités de second plan qu'il n'a pas plus de rôle sur la scène politique. Notamment celui de Pierre Châtelain.

Adjoint (PR) au maire (app. RPR) de Nice, Honoré Baillet, M. Châtelain est président, depuis 1990, d'une société d'économie mixte de circulation et de stationnement de la ville, la SEMIACS, dans laquelle la SEREL est actionnaire à 35 %. Selon M. Guillot, la SEREL lui aurait versé 150 000 francs pour effectuer des réparations dans la ville de la banlieue de Nice. Entendu par la police, M. Châtelain a formellement rejeté ces «allégations» (le Monde du 27 juillet).

Autre nom cité : celui de l'ancien ministre giscardien de l'équipement, Fernand Icard, qui aurait reçu de la SEREL 500 000 francs pour sa campagne électorale lors des élections municipales, à Nice, en 1983. Une générosité qui ne constitue un délit que pour la SEREL et que M. Icard, un homme politique dont l'intégrité n'a jamais été suspectée dans le département, reconnaît volontiers. «Je n'avais

aucune raison de refuser ce concours financier, nous a-t-il expliqué, comme ceux que j'ai reçu d'autres entreprises locales alors que j'affirmais le «mur d'argent» médéciniens. M. Guillot a également évoqué la remise à un adjoint au maire de Paris, Paul Violet, en 1990 et 1991, d'une somme de 500 000 francs destinée à soutenir le mouvement des gaullistes de gauche.

Dans le même registre, la SEREL aurait également été soucieuse de se concilier les faveurs du Front national. M. Guillot a reçu M. Le Pen dans sa villa d'Antibes, en juillet 1991, à l'occasion d'une cérémonie familiale au cours de laquelle le président du Front national et le leader niois de son parti, l'avocat Jacques Peyrat, avaient réjoui les invités en chantant, en duo, un air du répertoire paratouristique. Dans un ouvrage récent, le FN, l'Argent et l'Établissement, Blandine Henneon a, par ailleurs, révélé que la SEREL avait largement participé au financement de la campagne électorale de M. Le Pen aux dernières élections régionales.

M. Guillot ne semble pas s'être étendu sur ce sujet, mais il a encore fourni d'autres informations sur les largesses - selon lui sollicitées - de sa société : par exemple, le versement d'une commission occulte de 150 000 francs à un ancien responsable de la société de transports urbains de Nice ou l'installation gratuite d'un système d'alarme au domicile d'un élu anti-bois.

Le PDG de la SEREL n'a guère fait mystère, enfin, des «bontés» dont il aurait fait preuve à l'égard de Marcelle Mandica, l'épouse du maire de Nice, entendue pendant sept heures par la police, le 1^{er} juillet dernier. M^{me} Mandica, qui exerce, de notoriété publique, une très grande influence sur son époux, a été l'employée, à 35 000 francs par mois, du groupe SEREL entre 1984 et 1991. «Un salaire, a-t-il souligné, qui n'est pas totalement justifié. Selon un cadre de la société, «M^{me} Mandica était incontournable pour avoir accès à M. Baillet. C'est elle qui prenait les rendez-vous auxquels elle assistait en personne». A titre amical, la SEREL aurait, aussi, offert deux voyages lointains à M. et M^{me} Baillet et installé un système de commande à distance du chauffage de leur chalet au Boréon, dans l'arrière-pays niois.

La justice devra s'efforcer d'établir si les affirmations de M. Guillot ont, ou non, un fondement, comme elle devra vérifier d'autres renseignements qu'il a distillés. Le

patron de la SEREL a, ainsi, fait état de l'aide financière apportée par une entreprise nicoise de BTP à M^{me} Mandica pour l'acquisition d'un appartement sur la promenade des Anglais.

L'épouse de M. Baillet, affirment ses proches, «n'a rien à se reprocher». Elle aurait, d'ailleurs, été à même, de justifier les importants mouvements de fonds constatés sur ses nombreux comptes en banque et qui ont beaucoup intrigué la justice. L'exploitation de la masse de documents saisis par les policiers, tant au siège des sociétés de la SEREL qu'à la SEMIACS - dont M. Baillet fut le premier président - devrait leur permettre de faire progresser leurs investigations.

Interrogations des salariés

La justice vient aussi d'être saisie d'une dénonciation des services de la répression des fraudes concernant la violation des règles des marchés publics par la ville de Nice. Un certain nombre de marchés auraient été attribués de gré à gré alors que leur montant aurait justifié le recours à la procédure d'appel d'offres.

M. Guillot, tant s'en faut, n'a pas tout dit. «Il est évident», observe M. Cardix, que le versement de commissions occultes, en espèces, ne laisse pas de traces comptables. Les déclarations de mon client devraient toutefois pouvoir être vérifiées par le magistrat instructeur. On verra, alors, que M. Guillot a dit la vérité... L'avocat de Gérard Canarie, M. Valentin Césari, se félicite, à l'inverse, que l'ancien directeur général de la SEREL ait eu «le courage de dénoncer le système Guillot en dépit des menaces dont il a fait l'objet».

Les salariés de la SEREL, de leur côté, s'interrogent sur la pérennité de leur entreprise qui a été admise, le 20 juillet, au bénéfice de la procédure de conciliation par le tribunal de commerce de Nice après s'être imposé un douloureux plan de restructuration consistant à la diminution de ses activités, en 1992 (exercice clôturé par une perte de 48 millions de francs). Forte de son savoir-faire, la SEREL, qui dispose d'un volume important de contrats de maintenance, est viable. Mais la tournure de l'affaire risque de l'empêcher. Quant à la classe politique nicoise, elle retient son souffle...

GUY PORTE

Des habitants de Mazamet créent une «organisation de nettoyage»

ALBI

de notre correspondant
«L'organisation de nettoyage». C'est le terme sans équivoque choisi par une trentaine de propriétaires de maisons plutôt cosues de Mazamet (Tarn) pour en finir avec ce qu'ils appellent «les agissements bien connus d'une équipe spécialisée dans les larcins, pillages de maisons et de voitures, et qui, impunément, naviguent sur la commune». Les signataires de la lettre, dont le porte-parole est un industriel de la laine, ne cachent pas les objectifs de cette organisation : «Peser de son poids auprès des pouvoirs publics de manière à obtenir que, rapidement, des mesures soient prises pour que notre agglomération puisse retrouver une moralité qu'elle a perdue».

Ce retour à la moralité passe, selon eux, par la création d'une sorte de milice, «une équipe de contrôle qui, malheureusement, devra agir peut-être de manière répréhensible au vu de la loi, mais qui nous semble la plus efficace puisque les moyens dont dispose la police officielle ne suffisent pas». Si l'avertissement est perçu comme assez clair, le porte-parole du comité assure : «Il va y avoir du sang. Moi, j'ai déjà acheté des carottes».

En parallèle, et dans des termes plus mesurés, mais sur un ton tout aussi ferme, l'auteur de ces propos a adressé un courrier aux élus locaux des communes concernées et du conseil général, les invitant «à prendre les mesures nécessaires pour protéger l'agglomération, et non d'induire qui sera inoccupé pendant le mois d'août».

Victime d'un vol à la roulotte et d'une tentative de cambriolage, l'auteur de ces courriers a une vision de la délinquance locale que ne reflètent pourtant pas les statistiques officielles. Celles-ci font état d'une baisse de 15 % sur le premier semestre 1993, comparativement à la même période de 1992, alors qu'avec vingt-sept mille habitants sur sept communes l'agglomération mazamétaine est classée parmi les plus calmes de France à importance comparable. Un programme de développement social des quartiers est en cours à Auzillon, où la population immigrée atteint 20 %.

Certes, le démantèlement d'une bande de quatre adolescents a permis, le mois dernier, d'éclaircir une série de vingt-cinq vols à la roulotte, mais pour le directeur départemental des polices urbaines du Tarn, Henri-Claude Bardin, «la réaction est disproportionnée par rapport à la réalité». Une réalité qui traduit à sa façon le malaise d'une agglomération où le Front national atteint souvent la barre des 20 % aux élections.

JEAN-PIERRE BARJOU

MÉDECINE

Alors que le gouvernement continue d'étudier les modalités d'une indemnisation

Des provisions sont accordées à cinq victimes d'hépatite C post-transfusionnelle

Cinq hommes âgés de quarante à soixante-dix ans, victimes d'hépatite virale de type C contractée après transfusion sanguine viennent de se voir accorder des provisions d'indemnisation d'un montant total de 575 000 francs par le tribunal de grande instance de Bordeaux. Selon la gravité de l'effection, ces sommes varient de 5 000 francs à 200 000 francs. Le gouvernement continue, pour sa part, l'étude des modalités d'une indemnisation globale des victimes. On estime leur nombre entre 100 000 et 400 000, l'affection pouvant prendre des formes cliniques plus ou moins graves.

Il y a un an et demi, le tribunal de grande instance de Bayonne accordait une provision de 20 000 francs à une jeune femme atteinte d'une hépatite C contractée, selon toute vraisemblance, lors d'une transfusion sanguine (le Monde du 19 mars 1992). C'est aujourd'hui le tribunal de grande instance de Bordeaux qui prend une décision similaire en augmentant le montant des provisions accordées, celles-ci atteignant 200 000 francs chez les personnes souffrant d'un

stade très avancé (cirrhose évoluée ou cancer du foie) de la maladie. Selon le degré d'évolution de l'affection, le tribunal a fixé à 5 000, 20 000, 150 000 francs et à deux reprises 200 000 francs le montant de ses provisions à valoir sur des futures indemnisations.

Les cinq victimes membres de l'association «Pourquoi» (1) ont contracté leur hépatite C avant la date de mise en place en mars 1990 du test systématique de détection de cette affection transmissible par le sang. L'hépatite virale de type C est une infection asymptomatique dans 70 % des cas, mais peut, dans 30 % des cas environ, conduire, au bout de dix à vingt ans, à l'installation d'une hépatite chronique avec possibilité d'évolution vers une cirrhose grave ou un cancer du foie. Après l'utilisation d'une série de marqueurs sérologiques indirects pour tenter d'écarter les porteurs du virus de l'hépatite C du don du sang, les autorités sanitaires avaient rendu le dépistage obligatoire en mars 1990 dès que ce fut techniquement possible.

Estimant que les hépatites virales C sont «un problème majeur de santé publique en l'an 2000», un rapport demandé en 1992 par Bernard Kouchner, alors ministre de la santé et de l'action humanitaire, à un groupe de spécialistes présidé par le professeur Max Micolod (CHU de Grenoble), situe entre 500 000 et 2 millions le nombre des personnes pouvant, aujourd'hui co-

France, être contaminées par ce virus. L'origine post-transfusionnelle peut être comprise dans une fourchette de 100 000 à 400 000 cas (le Monde du 22 octobre 1991 et du 9 janvier 1993).

Processus législatif

Après avoir pris la pleine mesure de cette affaire, les pouvoirs publics étudient les possibilités d'une indemnisation des victimes. M. Kouchner n'ayant pas réussi à faire voter une loi sur l'indemnisation du risque thérapeutique, la question reste entière. Depuis qu'il a été nommé ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy a repris le dossier (le Monde du 23 avril).

Différentes associations se sont, depuis plusieurs mois ou plusieurs années, mobilisées sur ce thème. Elles déclarent au total grouper plusieurs milliers d'adhérents et souhaitent le plus souvent obtenir des indemnisations lorsque les victimes sont à un stade avancé de la maladie, et de lors que le lien avec une transfusion post-transfusionnelle peut être établi. Le nombre des victimes et le montant potentiel des indemnisations soulève de nombreuses questions d'ordre financier, et on précise, dans l'entourage du ministre délégué à la santé, que ce dossier «est toujours à l'étude».

Après les premières indemnisations des victimes de sida post-

transfusionnel, les décisions de justice concernant l'indemnisation des personnes ayant contracté par voie sanguine le virus de l'hépatite C pourraient rapidement poser de nouvelles et graves difficultés financières aux centres de transfusion sanguine. Une partie des problèmes soulevés tient ici à l'attitude qu'adopteront les compagnies d'assurances. On assure qu'à Bordeaux, où le centre régional de transfusion sanguine fut assuré jusqu'en 1987 par la Mutuelle d'assurances du corps sanitaire français (puis par l'UAP), que les provisions d'indemnisation décidées par le tribunal de grande instance seront bel et bien versées.

Déjà, pourtant, comme dans la récente affaire d'Aix-en-Provence (le Monde du 29 juillet 1993), des contentieux surgissent entre les centres et les assureurs, ces derniers souhaitant faire jouer, avec l'hépatite C comme avec le sida, certaines clauses sur le plafonnement, le type ou le nombre de sinistres. Il reste à savoir si la multiplication de ces affaires sera ou non de nature à accélérer le règlement global du dossier, et si, après le sida, l'hépatite C post-transfusionnelle pourra ou non déboucher sur un processus législatif d'indemnisation.

JEAN-YVES NAU

(1) «Pourquoi», 110, avenue de la Libération, 33700 Mérignac.

SCIENCES

Le projet d'un système mondial de communications par téléphone sans fil

La Russie et la Chine investissent dans le programme américain Iridium

La société China Great Wall Industry Corporation, qui commercialise la fusée chinoise Longue Marche, et l'entreprise Krounitchev, fabricant de la fusée russe Proton, figurent dans la liste des premiers investisseurs du programme Iridium de la société américaine Motorola. Annoncé en juin 1990, ce projet de 3,4 milliards de dollars vise à établir vers 1998 un système mondial de communications par téléphone sans fil, s'appuyant sur un réseau de 66 petits satellites placés en orbite basse (765 km d'altitude) autour du globe.

Selon le quotidien américain Wall Street Journal, Krounitchev et China Great Wall Industry Corp. obtiendront chacun pour 5 % dans un premier «tour de table» de 800 millions de dollars. Conséquence évidente de cette mise de fonds, le directeur des opérations en Chine de Motorola a déclaré mardi

3 août qu'une vingtaine de satellites Iridium seraient lancés par la fusée Longue Marche. La firme américaine avait annoncé il y a quelques mois son intention de cofinancer 21 satellites Iridium au lanceur russe Proton (le Monde du 15 juin).

Aucune offre d'aide, semble-t-il, n'a été faite à l'Agence spatiale qui, précise sa direction, se donne de toute façon pour règle de «ne jamais prendre de participation dans les projets des clients». Un holding de compagnies de télécommunications italiennes est, pour l'instant, la seule firme européenne sur la liste d'investisseurs publiée par le Wall Street Journal. Les autres, généralement privés, sont américains, canadiens, japonais, suédois, thaïlandais, ou vénézuéliens. Motorola, qui détient 34 % des parts d'Iridium, prévoit de lancer un deuxième tour de table pour 800 millions de dollars dans deux ans.

Aout / 1993

Face à la montée du radicalisme religieux

Anita Desai, Jo Maila, Amartya Sen, Salman Rushdie

Le numéro : 75 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 530 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - Tél. : 48 04 08 33

S A N S V I S A



C'EST une idée de cinéaste ou de poète : les docks, ce serait « la grande muraille de Chine de l'Europe ». Image séduisante et fautive : il n'y a plus d'envahisseurs et guère à convoiter. Ces 12 kilomètres de béton, c'est plutôt un cimetière, celui des « éléphants » industriels, avec des carcasses monstrueuses qui blanchissent à l'odeur du large, des fosses surplombées de grues désarticulées, des bassins de radoub où les câbles morts ont poussé comme mauvaises herbes. Dans cette ville où il est né, le Meccano rouillé est triste comme une Guinness sans faux col. Liverpool est une ville de la déginge urbaine, de la mort industrielle, de la fuite à toute vitesse, et surtout des légendes. Mais celles-ci sont bien vivantes et, à tout prendre, les gens aussi. C'est une ville aux photos sépia, sans compromis, rude aux faibles, facile à s'emporter, à rejeter, mais dont l'âme est forte, et les ressorts plus solides qu'on ne le croit. Vu son passé glorieux, on lui doit bien ça : ce pas conclure trop vite !

À la lecture de ces lignes, on voit bien que, sous le béton de la désespérance, coule une âme : Michael Parkinson, le gourou éconômiste-urbaniste, Adrian Henri, l'écrivain-poète, Jim Sharples, le chef de la police, Audrey Young, l'avocate de la Black community, Sue Ruben, le médecin des drogués, Tony Lae, le sociologue, sans oublier Michael Black, le lord-maire, tous ont leur ville chevillée au corps, cette ville « dure mais vibrante, passionnée, pleine de ressources, excitante même ». Ils ne sont pourtant pas tous Liverpudliens, mais ils ont épousé sa cause : probable qu'il faut aimer les perdants. Bref, peut-être, aurait deviné, il savait repérer les coups au cœur : c'est si triste, Liverpool, le dimanche, avec ou sans Beatles ! Mais c'est beau aussi, pour qui aime la beauté froide et dépolie, l'architecture victorienne monumentale, l'honneur des luttes ouvrières, le culte des souvenirs.

Liverpool se complait dans les siens (il faut dire qu'ils furent grands), elle tire de son passé sa substance, peut-être même de quoi assurer son avenir. Mais peut-on reconstruire sur tant de ruines ? Et d'abord se racheter une vertu ? Car rien n'y fait : Liverpool a une sale réputation. Elle la traîne à longueur de « portraits », depuis quarante ans que la presse britannique n'a pas fini de l'enterrement. Alors autant s'en débarrasser tout de suite, comme une médication douloureuse. Pêle-mêle : les drames du Heysel et de Hillsborough, avec leurs morts piétinés, entassés contre des grilles, les hooligans débâchés, les émeutes de 1981 avec les Blacks sortis de Toxteth qui cassaient du « bobby » dans les beaux quartiers, la « capitale de la misère de l'Europe », la « ville rouge » des trotskystes qui, pendant si longtemps, ont fait la honte au gouvernement de la dame de fer, la drogue bien sûr, la violence sans doute...

Et comment effacer cette haine hideuse sur les visages d'une foule qui voulait lyncher, en février, deux gamins de dix ans, meurtriers du petit James Bulger ? Mais voilà du tragique : le 3 avril, lors du Grand National de Liverpool, l'une des plus fameuses courses d'obstacles du monde, ce faux départ, dû à un starter incompétent, les chevaux qui galopent jusqu'au poteau d'arrivée, l'annulation, la foule furieuse, la fortune remboursée par les bookmakers, la boote... La déveine : elle colle à la peau de Liverpool,

C'est d'abord triste comme un interminable quai de banlieue. Mais de sa gloire passée, il reste, à Liverpool, un fameux caractère. Ville d'ontances et de légendes. On dit qu'elle peut renaître, comme le phénix qui fait sert de symbole. Après tout, c'est de là que partirent « quatre garçons qui allèrent conquérir le monde »...

comme une légende maligne. Et pourtant, quelle belle et grandiose épopée. Il était une fois une ville qui avait autot de millionnaires au pâté de maisons que Londres, et qui est devenue no baogor industriel.

Elle était née de rien, de la coquetterie de la côte ouest qui regardait l'Amérique, à l'emplacement, dans l'ancien temps, d'un village de pêcheurs campé sur la rive Mersey. Le roi Jean sans Terre y avait fait édifier un château, au 13^e siècle, plus tard un port, pour aller en Irlande. Elle avait grandi à la force du poignet, en déchargeant des caisses, et surtout ce « bois d'ébène » qui allait devenir sa mine d'or : à la fin du 18^e siècle, le port fournissait la moitié du marché européen et, les années fastes, la « production » atteignait 50 000 individus... Il y eut aussi les guerres, avec ces navires construits sur les bords de la Mersey pour aller donner la chasse, vers le sud, à l'« ogre corse », Napoléon : ce passé maritime claque encore aujourd'hui comme des drapeaux, sur les docks Waterloo, Wellington, Trafalgar et Nelson.

Mais le commerce était la véritable vocation de Liverpool, sa raison d'être. Son essor s'accéléra pendant le 19^e siècle : seconde ville de l'empire, elle connut l'opulence, la puissance et la gloire. Près de la moitié des exportations et un tiers des importations du pays transitaient par ses quais et, en 1914, son port talonnait celui de Londres. La cité était devenue un gigantesque entrepôt, de marchandises et d'hommes. Entre 1860 et 1900, sur les 5,5 millions d'émigrants qui quittèrent la Grande-Bretagne pour le Nouveau Monde, 4,7 millions partirent de Liverpool. Entre-temps, le coton avait pris le relais. Il arrivait de Louisiane, pour être vendu aux fileurs du Lancashire, qui, à leur tour, réexportaient les tissus.

La prospérité semblait ne jamais devoir s'arrêter. Plus terrible devait être la chute. La récession, qui s'installa au lendemain du premier conflit mondial, amora le

déclic de Liverpool. Les industries qui étaient la force de l'empire : charbon, acier, construction navale, affichaient les premiers symptômes d'un mal incurable. En 1930, le chômage atteignait 28 % de la population active. Dix ans plus tard, il représentait deux fois et demie la moyenne nationale. Depuis, les plans de « sauvetage » se sont succédés. La malchance... On s'aperçut, avec l'émergence du Marché commun, que Liverpool était située du mauvais côté des mers. Mais le port avait fait la fortune de Liverpool, et saos lui elle n'était plus rien. On tenta bien, dans les années 60, une opération survie, avec l'aide de l'industrie automobile : 64 millions de livres furent investis, pour créer plus de 25 000 emplois.

Mais dans la Merseyside, il était trop tard, comme si la gangrène avait déjà rongé le corps économique. Entre 1966 et 1977, 350 usines fermentèrent leurs portes, 40 000 emplois furent perdus. Le port, lui, continuait à pérorer : sa part des importations et exportations de la Grande-Bretagne était redescendue à 8 %, et, de 1945 à 1992, le nombre des dockers est passé de 50 000 à 1 500. Commencée au début des années 50, l'hémorragie humaine ne devait plus jamais se tarir. En quarante ans, 400 000 habitants quittèrent Liverpool, au rythme d'environ 10 000 chaque année. Mais cet exode fut largement programmé. Le chômage ayant créé un quart-monde ouvrier qui entourait la ville d'une ceinture de misère, les autorités locales décidèrent de crever cet « abcès ». En quinze ans, près de 300 000 personnes furent déplacées vers les localités alentour et, dans le centre-ville, l'assainissement fut mené à coups de bulldozers.

Le pli était pris : aujourd'hui encore, les « quartiers en destruction » font partie du paysage urbain, comme si Liverpool était condamnée à se détruire sans cesse pour se régénérer. Domloant les berges de la rivière Mersey, l'immeuble colossal de l'ancien Royal Liver Friendly Society Bul-

ding est pourtant un défi au destin fluote de la ville. Symbole de l'orgueil victorien, ses deux tours sont surmontées d'un « Liver Bird » aux ailes déployées. L'oiseau de légende, qui aurait donné son nom à la cité, n'est pas un vulgaire corroman : pour les « croyants », c'est un phénix, qui annonce l'éternelle renaissance de Liverpool. « C'est vrai que les carences sont nombreuses », plaide Michael Parkinson, mais il y a aussi bien des raisons d'espérer. Des tas de gens de talent viennent ici, justement parce que les problèmes de Liverpool semblent insolubles, mais c'est un

par le musée de la « Beatlemania », sur Albert Dock, avant d'aller vider une pinte ou deux au Ye Cracke ou au Philharmonic, sur Hope Street, les deux pubs « bistoriques ». Le « Phil », à lui seul, est une initiation à Liverpool. Il offre un inimitable cocktail de nostalgie : le marbre blanc veiné de gris où tombe la mousse des bières, la barre de cuivre pour poser les pieds, le ventilateur, les boiserie fiement sculptées par les ébénistes qui décoraient les salons luxueux des paquebots de la Cunard, les vitraux et les mosaïques, le tout baigné de rock. Et de



défi. Renaissance ? Le miracle ne s'est-il pas déjà produit une fois, au début des sixties, quand Paul, John, Ringo et George partirent « conquérir le monde », emmenant avec eux leur ville natale ? Liverpool, aujourd'hui, porte ses Beatles comme une brochette de décorations.

C'est une partie de son fonds de commerce : leur légende, c'est la sienne. Aussi inévitable qu'à Jérusalem le chemin de Croix, le tourisme liverpudlien a fleché les hauts lieux de la genèse des Fob Four (Fab, pour fabuleux) : des milliers de touristes fredonnant Lucy in the Sky with Diamonds se recueillent à Strawberry Field et Penny Lane, en faisant un détour

blues... Comment croire, à partir d'une certaine heure, que Liverpool est une ville qui meurt ? Paul et les autres ont légué un inestimable héritage à leur génération, comme à leur ville. « Ils ont redonné confiance en eux aux gens de Liverpool », assure Adrian Henri. « Ils étaient bien plus qu'un phénomène musical, renchérit Tony Lane, ils incarnèrent une certaine attitude naturellement frondeuse des Liverpudliens. »

Brusquement, le scouse, ce parler local, devint un signe de reconnaissance culturelle. Dans les salons londoniens, tout ce qui venait de la ville des Liver Birds devint à la mode. L'engouement ne dura pas au-delà des seventies,

mais c'est peut-être depuis cette époque que les scousers ont développé cette curieuse tendance à se sentir différents, à la fois trop sûrs d'eux et enclins à s'apitoyer sur leur propre sort. Ces sentiments contraires font partie de l'âme celtique des Liverpudliens. Et puis comment ne pas ressasser un passé brillant, quand le présent offre si peu de raisons d'espérer ? Les clichés et les légendes ont donc la vie dure. Celle du foot par exemple : l'histoire du FC Liverpool est aussi celle d'un déclin, après une ascension vertigineuse : « Pendant vingt-cinq ans », souligne Michael Parkinson, ce fut l'institution la plus couronnée de succès de la ville. C'était un très grand club. Puis il y eut une succession d'échecs, personne ne voit pourquoi : les institutions, c'est fragile. »

Faute d'un palmarès exaltant, la légende est pieusement coosservée, au « Musée de la vie », comme dans le cœur des gamins de Kirby. Qui sait, la chance peut tourner, la gloire revenir. Comme pour la musique : les Fob Four ont beau avoir quitté depuis longtemps les bords de la Mersey, l'héritage perdure. Le soir, du côté de Hardman Street, des dizaines de bars explosent sous les décibels. La musique franchit les façades aveugles des immeubles lépreux nichés au fond des ruelles tordues du siècle dernier, elle envahit la rue, sature l'air, se mêle à la bière, aux punks iroquois, aux loubards de cuir, et à l'ecstasy, au cours des rave parties. La jeunesse de Liverpool vit, à sa façon, bruyante, parfois extrême, peut-être pour conjurer la désespérance du chômage.

En ville, 19 % de la population active sont sans emploi, un chiffre qui grimpe à 32 % parmi les jeunes de 18 à 24 ans. Encore s'agit-il de données officielles. Dans les quartiers les plus pauvres, le taux de chômage atteint 45 %, voire 55 % parmi les jeunes. C'est le cas à Toxteth-Grainby, le « ghetto noir » de Liverpool. À l'origine, la population afro-caribbe vivait sur les bords de la rivière, près du port, là où les marchands de « bois d'ébène » avaient besoin d'elle. Elle a peu à peu reculé, pour se concentrer aujourd'hui au sud de Upper Parliament Street, le quartier des maisons patriciennes de l'ère victorienne qui entoure la cathédrale gothique, elle-même flanquée de deux zones à forte « identité » : Chinatown, où vivent près de 10 000 Asiatiques, et Abercromby, haut lieu de la prostitution de Liverpool.

Depuis les émeutes de 1981, les 33 000 habitants de Toxteth se sont regroupés, dans un réflexe d'autodéfense, craignant les descentes de police. Toxteth n'est pas un lieu touristique, et rares sont les chauffeurs de taxi de la « ville blanche » à se hasarder du côté de Grainby Street. Audrey Young, qui dirige Poverty 3, un projet d'intégration économique et sociale en partie financé par la Communauté européenne, reconnaît que la délinquance est généralisée, mais elle craint surtout que la politique d'urbanisme poursuivie par la municipalité ait pour conséquence de « nettoyer Toxteth et de disperser la communauté noire. Ici, explique-t-elle, être noir, c'est une identité politique, peut-être parce que, en ville, le racisme est devenu ordinaire, insitutionnalisé. »

De notre envoyé spécial
Laurent Zecchini
Lire la suite page 13

Imaginé au milieu du dix-neuvième siècle, le parc d'attractions de Tivoli, à Copenhague, fête un siècle et demi d'existence. Succès d'un modèle du genre.

CIGARILLO aux lèvres, chaque feutre sur la tête, deux abonnés (« abonnés ») septuagénaires contemplant, l'air émerveillé, les fleurs d'été à l'ombre d'un saule centenaire. Un saule historique dont la bouture a été cueillie à la sauvette par un marin danois sur le tombeau même de Napoléon I^{er}, à Sainte-Hélène. Depuis leur tendre enfance, Else et Grete n'ont pas raté une saison au Tivoli. Le célèbre parc d'attractions de Copenhague, qui fête le 15 août son cent cinquantième anniversaire, est une véritable institution dans ce royaume millénaire : « C'est en quelque sorte notre famille immortelle, un pèlerinage incontournable pour des millions de Danois et d'étrangers. Les Danois sont fiers de montrer ce mini-portrait idyllique du Danemark. » Le Tivoli « c'est un peu notre Joconde à nous au regard envoûtant qui vous suit partout... ». Else et Grete sont toujours émerveillées quand elles viennent, chaque jour, passer quelques heures, par tous les temps, « dans ce paradis » construit en 1843 et qui, même aujourd'hui, ne porte pas une seule ride. Montrant du doigt un buste d'un homme à l'allure de play-boy, Else s'exclame : « C'est à Georg Carstensen que nous devons cette merveille. »

Le créateur du Tivoli est mort à quarante-quatre ans, un jour d'hiver, dans une chambre glacée de Copenhague, dans le dénuement total, grevé de dettes ; suprême affront, il devait même payer son entrée dans ce parc dont il avait été le directeur pendant cinq ans (1843-1847) avant d'être remercié. Fils d'un diplomate, aîné de deux

enfants, Georg naquit le 31 août 1812 à Alger, où son père était en poste. De son enfance nord-africaine il conserva la lumière, les couleurs, l'exotisme dont le Tivoli, plus tard, portera la trace. On l'appela « le petit prince ». « Cet enfant a trop d'imagination », disaient de lui ses instituteurs. Il dessinait des mosquées avec des minarets, des grands palais. « Le rêveur », comme le qualifiaient ses proches, avait une âme africaine.

Revenu à Copenhague, il passe avec succès son baccalauréat et devient lieutenant. Mais il a envie de découvrir le monde et menace d'entrer dans la Légion étrangère si ses parents ne délient pas les cordons de leur bourse. Il obtient gain de cause, sillonne l'Europe et l'Amérique, s'arrêtant à Paris, notamment au jardin de Tivoli, sur le site de l'actuelle gare Saint-Lazare. Ce passage parisien l'inspire fortement pour la création du parc de Copenhague.

De retour dans la capitale danoise, il dirige une revue d'art, *Figaro*, organise des fêtes extraordinaires avec son, lumière et feux d'artifice pour ses lecteurs... afin d'augmenter le tirage de sa publication. L'idée d'ouvrir un jardin d'attractions à Copenhague lui tient à cœur. Il demande au roi Christian VIII de l'autoriser à réaliser ce rêve sur les remparts de la défense de Copenhague. Dans une Europe en effervescence où les idées révolutionnaires fermentaient dans les esprits, le monarque n'hésite pas à donner son feu vert. « Lorsque le peuple s'ennuie », disait-il, « il ne pense plus à la politique. »

Le Tivoli, du nom d'un village de montagne des alentours de Rome, a été bâti en trois mois. Les matériaux utilisés sont le verre, la toile et le bois... à la demande des autorités militaires qui pouvaient ainsi déblayer le terrain en cas de guerre.

Tivoli, parc modèle



Une affiche de Paul Janus Ipsen.

La première saison (du 15 août au 2 octobre 1843) attire 175 000 visiteurs. Et, en cent cinquante ans, quelque 250 millions de personnes auront parcouru ce parc de 82 700 mètres carrés, qui ressemble, comme l'écrit Preben Elger, auteur d'un livre sur le Tivoli, « à un fleuve, à un flot continuellement en mouvement où tourbillonnent pêle-mêle des âmes humaines de toutes sortes, de tous âges, de toutes les nationalités ; un lieu où les illuminations et les fan-

tas magiques, la musique et le ballet, l'atmosphère de fête et l'enchantement des couleurs se marient pour former un tableau aux images sans cesse renouvelées ».

Chaque visiteur a son propre Tivoli, ses reminiscences et ses souvenirs glanés dans le dédale d'allées ombragées par 852 arbres, décorées et parfumées par 400 000 fleurs et 110 000 lampes multicolores (le néon y est interdit) qui donnent une atmosphère

intimiste surannée, presque surréaliste dans cet austère royaume du Nord.

Symbole du *wonderful Copenhagen* des Danois qui savent aussi s'amuser, le Tivoli n'a pourtant rien de spécifiquement danois. Dans ce haut lieu des réjouissances, le théâtre de pantomime au style millénaire, le *Paon*, est d'inspiration chinoise, et les salimbanques comme Colombine, Cassandre, Pierrot et Arlequin sont sortis tout droit de la commedia dell'arte. La tour chinoise, l'une des attractions du parc, au bord du lac du Tivoli, est d'inspiration japonaise, et le bazar, autre haut lieu exotique du Tivoli, a été construit dans un style mauresque, rappelle Orson Nielse, porte-parole du Tivoli.

L'architecture du parc a emblématiquement tenu ceux qui rêvaient, à l'époque, de pays lointains, inaccessibles. Depuis l'ère de la diligence, les Danois sont accrus au Tivoli, même en pleine occupation pendant la seconde guerre mondiale. Lors du centième anniversaire du parc, le 15 août 1943, plus de 100 000 personnes ont célébré l'événement comme pour oublier un peu la guerre. Quelques jours après, des bombes incendiaires lancées par des collaborateurs détruisaient une bonne partie des bâtiments... reconstruits rapidement comme pour ne pas interrompre le film magique de ce parc de rêve, que certains ont voulu copier sans jamais parvenir à l'imiter.

Le Tivoli, c'est un peu la Foire du Trône, le Luna Park, le Disneyland (Walt Disney y était d'ailleurs passé avant de construire son propre parc), avec une touche danoise en plus. Comme tiré d'un conte de fées de Hans Christian Andersen. Ce dernier, dont la statue est érigée sur la place de l'Hôtel-de-Ville, faisant un clin d'œil au Tivoli, a commencé à

écrire le *Rossignol* après une promenade dans ce parc, le 11 octobre 1843 et après une rencontre avec son créateur, Carstensen, « un véritable génie d'une rare bonté de cœur », disait-il.

Le Tivoli aura surtout été le temple de la musique. Le nom de H. C. Lumbye, le Strauss danois, y est intimement lié, perpétuant la tradition musicale du parc, qui aura attiré des célébrités mondiales comme Marlène Dietrich, Maurice Chevalier, Duke Ellington, Joséphine Baker, Charles Aznavour, Rubinstein, Stravinsky, Menuhin, le New York City Ballet, Jessye Norman ou Cheryl Studer.

A l'occasion du cent cinquantième anniversaire, celui qui est directeur du Tivoli depuis dix-huit ans, Joergen Kaiser, avait pensé inviter Michael Jackson, qui adore le Tivoli ; il y est passé en 1992 dans sa voiture aux vitres fumées et a traversé le parc pour s'arrêter devant les montagnes russes et les carnavals, qui enchantent particulièrement le chanteur. Mais, après avoir mûrement réfléchi, il a décidé de renoncer à son projet. Le parc aurait sans doute connu une affluence record, mais il risquait d'être totalement dévasté par les fans en délire.

Cependant le Tivoli prépare des surprises pour fêter en grande pompe cet anniversaire, en espérant que, ce jour-là, il y aura autant de monde que lors du centième anniversaire. « On éprouve soi-même un grand plaisir en faisant plaisir aux autres », lit-on sur une inscription du théâtre de pantomime de Tivoli. Cette phrase du philosophe chinois Mencius est là pour rappeler que, sans être totalement philanthropes, les propriétaires privés du Tivoli (notamment les brasseries Carlsberg), ont gardé, au fil des ans, le secret de ce parc créé pour émerveiller et donner du baume au cœur.

De notre correspondant
Alexandre Sarin

PARCOURS

Les légendes de Liverpool

Suite de la page 11

Le chef de la police de Liverpool, Jim Sharples, réfute une autre « légende », celle de la violence de Liverpool. Il souligne que le nombre d'infractions criminelles est passé de 170 000 en 1986 à 150 000 en 1992, mais concède qu'entre-temps la population a sérieusement diminué... Il y a bien un « problème de relations » entre les jeunes Noirs et la police, ajoute-t-il, « nous devons les rassurer, les convaincre que nous allons les traiter équitablement ».

Mais l'égalité des chances, ce n'est pas facile : 75 Noirs sur 4 800 policiers, contre 8, il est vrai, il y a dix ans. Jim Sharples a d'autres motifs de satisfaction : la collaboration entre la police et les médecins spécialisés dans la lutte contre la drogue est exemplaire. A lui la chasse aux dealers, à eux la prévention, ou plus exactement l'assistance.

Le docteur Sue Ruben dirige l'une des principales cliniques de Liverpool. Sa « clientèle », qui représente environ 2 000 héroïnomanes, peut se procurer chez elle de la méthadone. Ce produit de substitution ne supprime pas la dépendance, mais évite aux drogués d'avoir à commettre des délits pour se procurer leur dose quotidienne. Mais la grande victoire de Sue, et de Liverpool, c'est ce titre officiel de « champion de Grande-Bretagne » s'agissant de la faible progression du sida parmi les drogués. Depuis 1985, une politique systématique d'échange des seringues (500 000 par an) a été mise en place, avec des résultats impressionnants : le taux de HIV représente 2 pour 1 000 drogués à Liverpool, contre de 5 à 20 % à Londres, et plus de 35 % à Edimbourg. « C'est une population plus saine qu'ailleurs », explique Sue Ruben, il y a peu de

mixité avec l'extérieur. Liverpool, c'est un peu la fin d'une route. Mais c'est l'ennui, le désespoir, le sentiment d'avoir été rejetés qui poussent les jeunes à la drogue. Moi, contre cela, je ne peux pas grand-chose. »

Liverpool continue donc de se vider de sa substance humaine, même si c'est à un rythme ralenti. Chaque année, entre 2 000 et 3 000 Liverpooliens vont « chercher fortune » ailleurs. Avec une évolution démographique en constante régression depuis un demi-siècle, comment tabler sur l'avenir ? La ville compte environ 430 000 habitants aujourd'hui. Combien dans vingt ans ? Les planificateurs et économistes se sont cependant mis à l'œuvre, une nouvelle fois, multipliant les plans et les schémas : « Merseyside 2000 », « City Challenge », « Objectif 1 ».

La Communauté européenne vient d'accorder une somme de 2 milliards de livres aux trois zones les plus pauvres du Royaume-Uni, et Liverpool, bien sûr, en fait partie. Mais faute de base industrielle et sans capita-

lisme local, sur quoi investir ? Le port ? En effet : le volume des marchandises a atteint 27,8 millions de tonnes en 1992, un record qui permet à Liverpool de retrouver son niveau des années 50. Le port est redevenu une entreprise rentable, mais qui emploie en tout et pour tout 400 personnes ! Le tourisme ? Liverpool est la deuxième destination touristique de Grande-Bretagne, après Blackpool. Un tourisme populaire, qui se presse dans les galeries marchandes d'Albert Dock, cette « vitrine » rutilante du « nouveau » Liverpool, sur les traces des « quatre garçons », mais aussi dans les musées et les galeries d'art. Quoi encore ? Les futures générations sans doute, ces 24 000 étudiants qui fréquentent les deux universités de la ville. Mais combien choisiront, une fois leurs études achevées, de s'installer sur les bords de la Mersey. Et pour y faire quoi ?

Liverpool serait-elle décidément une Venise industrielle condamnée à disparaître ? Son destin s'apparente-t-il à celui de ces villes du Moyen Âge frappées par une épi-



Le quartier de Dingle.

démie, et qui furent désertées par leur population ? Ou faut-il croire la légende de la renaissance éternelle, annoncée par les *Liter Birds* ? Le poète, dirait Adrian Henri, a toujours raison :

Sur Blackburne Place et Canning Street
Les rangées de maisons à demi éveillées
étendent leurs balcons ;
Balustrades de fonte, colonnes
florissantes
clignent dans la lumière qui
s'émerveille
d'un cauchemar de bulldozer (...)
Le miroir raconte un visage
nouveau et radieux,
et ne rejette pas le passé négligé.
Hope Place et Huskisson témoignent
que le cauchemar est
presque fini.

De notre envoyé spécial
Laurent Zecchini

USA
739 FF par semaine
(Voiture de catégorie J économique en Floride).

Pour tous renseignements et réservations, veuillez contacter votre agence de voyages ou Hertz au (1) 47 88 51 51 ou 78 49 75 75.

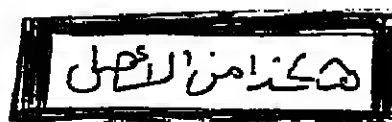
Hertz

*Taux d'assurance sans franchise, incluant la location de l'assurance LSW.
Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques.

EUROPE ECHECS
Pour tous les amateurs en vacances
**8 pages de tests
pour mesurer
votre force
aux échecs**

Et aussi : le dernier classement international, les 100 meilleurs mondiaux et les 355 Français

Chez votre marchand de journaux : 34 F



Bridge

n° 1546

LES DAMES
DE MENTON

Au championnat d'Europe de Menton, il était important de terminer dans quatre premiers des deux catégories Open et Dames pour avoir droit de disputer le titre mondial en septembre à Santiago-du-Chili. Le résultat, sauf pour les Polonais largement en tête dans l'Open, resta incertain jusqu'à la fin aussi bien dans les Françaises (388), les Italiennes (383) et les Allemandes (360). Ensuite on trouve les Finlandaises, révélation du tournoi, les Anglaises, les Hollandaises, les Israéliennes, les Autrichiennes (tenantes du titre), les Bulgares et onze autres pays...

La rencontre entre deux des favorites, les Anglaises et les Françaises, donna lieu à un beau duel qui s'acheva par un nul.

RD 542
D 986
10 52
2

N E
S

76
V 105
RD 73
R 653

983
AR 743
AS
64

Donne 17 O. don. Pars. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Cronier Gouao Gail
Istum. Penfol.
passe 1 passe 1
1 passe 2
passe 3 passe 3 SA...

Bénédicte Cronier, en Ouest, a entamé le 4 de Pique pris par le 10 du mort. La déclarante a aussitôt joué la Dame de Trèfle que Est (Catherine Guillaumin) a laissé passer. Sandra Penfold s'est alors lancée dans l'affranchissement des Cœurs en jouant le 2 de Cœur pour le 5 et... le 3 de Cœur. Ouest dut prendre avec le 8 de Cœur et rejouer Cœur pour ne rien compromettre. Comment Sandra Penfold a-t-elle ensuite gagné TROIS SANS ATOUT ?

Réponse :

La déclarante anglaise rendit la main à Ouest par un *quatrième* tour à Cœur et finalement elle fit dix levées.

En salle fermée voici les enchères :

Ouest Nord Est Sud
Smith Lise Horton Delor
passe 2 passe 2 SA
passe 3 SA passe passe...

L'ouverture de 2 Piques prometait un barrage dans une des quatre couleurs. 2 SA était un relais forcing, et 3 SA promettait une mineure avec deux ou trois gros honneurs.

Même entame, même conduite du coup par la talentueuse Elisabeth Delor, et même résultat !

CHAMPIONNAT
DU MONDE JUNIOR

Tandis que se déroule à Aarhus au Danemark le championnat du monde des joueurs de moins de vingt-six ans, rappelons que ce sont les Américains qui avaient gagné la précédente épreuve en 1991. Deux jeunes joueuses faisaient partie de l'équipe et ce sont elles qui étaient en Nord-Sud dans la donne suivante.

AV
D
V 85
AOV 10832

73
R 8754
432
875

8654
1062
OR 1097
64

N E
O S

RD 1092
AV 93
AD 6
9

Ann. : O. don. E-O vuln.

Ouest Nord Est Sud
X... Zuck. X... Katz
passe 1 passe 1
passe 3 passe 3
passe 3 passe 4 SA
passe 5 passe 5 SA
passe 6 passe passe...

Michael Roberts (Ouest) ayant entamé le 2 de Carreau pour le 8 et le 9, comment Martha Katz, en Sud, a-t-elle gagné le PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Note sur les enchères
Normalement l'enchère de « 5 SA » est un Blackwood pour les Rois, mais son but principal est de montrer que le camp a les quatre As et que le partenaire peut déclarer le grand chelem s'il détient des valeurs supplémentaires qu'il n'avait pu indiquer. Comme ce n'était pas le cas, Nord a conclu à « 6 Piques ».

PROCHAIN
CHAMPIONNAT
DU MONDE

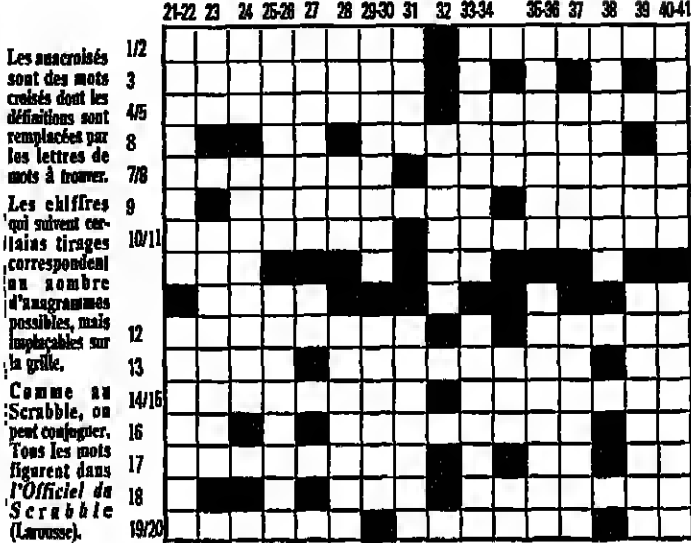
Il aura lieu à Santiago-du-Chili du 29 août au 11 septembre, avec la participation des Françaises dans la catégorie Dames.

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 777



HORIZONTALEMENT

1. AAEINORT. - 2. AIIRRTT.
- 3. ACDEINRT (+ 4).
- 4. EEHNRIT. - 5. AAEIPRT.
- 6. AEEIPRT (+ 7).
- 7. ACELESS (+ 1).
- 8. AEIINRT. - 9. EEHNPST
(+ 1). - 10. EEELORT.
- 11. EIMNORT (+ 2). - 12. AEIL
PRRU. - 13. DEEHRIQU.
- 14. DEEORSS (+ 1). - 15. EENR
RUU. - 16. EEGMNTTU.
- 17. AEIRSSU. - 18. BEORRU
(+ 2). - 19. BEINNU.
- 20. AEINRS (+ 11).

VERTICALEMENT

21. ACEIORT (+ 1). - 22. AAD
NOPU. - 23. EINOORST (+ 3).
- 24. AAEILPST (+ 1).
- 25. ADEIIPS. - 26. EGIRRSSU
(+ 1). - 27. AEINRT (+ 17).
- 28. EEHNRIT (+ 1). - 29. AEIN
NORT (+ 3). - 30. AAEERR.
- 31. EEEILRU. - 32. EIIPT.
- 33. EFINNST. - 34. EIMNRUV.
- 35. EIIINOPR. - 36. AEINORU.
- 37. BEHNSOT. - 38. AEINNRIT
(+ 5). - 39. EEFIORST.
- 40. EIIPRT. - 41. AAEENRSS.

SOLUTION DU N° 776

1. PARRAIN. - 2. CHERISSE
(RICHESS). - 3. OSEILLE (OISELLE).
- 4. OSELETS. - 5. FELIONS. - 6. SUGGES
TIF. - 7. CALFATER (FRACTALE).
- 8. MATCHER. - 9. AXASSES. - 10. CUI
SEURS. - 11. FOETUS (FOUETS
FOUTES). - 12. OGAMIQUES.
- 13. IGNALES (SERINGA...).
- 14. ENQUE. - 15. INDATION (NON
DART). - 16. AMUSEUR (SAUMEUR).
- 17. TRUITES (FRUITES TUITES).
- 18. NIMITE. - 19. TENANTES. - 20. SEN
SASS. - 21. ISSUES (SUISSE). - 22. POUR
CEAU. - 23. FINALES (ENFILAS
ENFLAIS). - 24. ASSAUX. - 25. BOGO
MILE. - 26. ALSACIEN (CANALISE
ELANCAIS ENLACIS). - 27. SULTANS.
- 28. SILURIEN. - 29. ILIUTES, endites
de boue (TILLEUSE). - 30. SEDUTS
(SUDISTE SUDITE). - 31. NEIGUESE.
- 32. SARDES (DARSES DRESSA).
- 33. GRIFFAI. - 34. HISSAMES.
- 35. MENUETS. - 36. INTESTIN.
- 37. CHOUQUET. - 38. RAUQUES.
- 39. STANCE (CASSET SECANT TANCES).
- 40. ESTOURBI (BIROUTES). - 41. SEN
SUEL.

Michel Charlemagne
et Michel Dugnet

Scrabble (R)

n° 427

DUEL AU PREMIER SANG

C'est à un jet de boulet de la citadelle de Saint-Malo que se sont joués, du 11 au 16 juillet, les derniers championnats francophones. La présence de 800 scrabbleurs a forcé les organisateurs à stratifier les concurrents dans les différents étages du Palais du Grand Large. Par une délicate attention, les sans-grade étaient placés de façon à dominer la baie : les états des fées et des goélands les consacraient de leurs déboires.

On attendait la victoire d'un Belge. En effet, Christian Pierre est tenant du titre et Jean-Pierre Hellebaut n'a perdu à Vichy qu'un petit point en cinq parties. Or c'est le Normand Emmanuel Rivain, étudiant en droit âgé de vingt-deux ans, qui l'emporte, perdant 25 points sur cinq parties meurtrières. Ce ne fut pas un Waterloo belge pour autant : nos amis d'outre-Quévrain (Quévrain n'est pas un fleuve, mais la première ville belge de la ligne de chemin de fer Paris-Bruxelles) placent quatre seconds couteaux dans les dix premiers du classement. Le premier Québécois, Mario Bureau, est 13^e à 73 points du top, et la Suissesse Véronique Keim, 47^e à 171 points (elle est aussi la première femme). Entre ces deux scrabbleurs s'intercale le Tunisien Zouhir Aloulou, 27^e à 117 points. Par ailleurs, neuf Roumains participent à ce championnat. La première, Claudia

Mihai, finit 139^e, s'offrant le luxe de devancer une Québécoise.

Le suspense est resté entier jusqu'au bout puisque le tournoi s'est terminé par une séance de « tirs au but ». A l'issue de la cinquième manche en effet, Rivain était ex aequo avec Franck Maniquant, secrétaire de la FFSc. Les deux prétendants ont donc recommencé à jouer *mano a mano*, chaque coup étant joué en 1 mn 30 au lieu de 3 minutes et la première faute étant fatale. Vous trouverez à la fin de la première manche, publiée aujourd'hui, les cinq coups de ce duel au premier sang.

Michel Charlemagne

Résultats du championnat

1. E. RIVAIN
2. F. MANQUANT
3. Ph. RUCHE (Belg.)
4. J.-F. DERON
5. Th. MUES (Belg.)
6. P. FRITSCH
7. A. KERMAREC
8. J.-F. HELLEBAUT (Belg.)
9. M. TREIBER
10. Ph. LONCKE (Belg.)
11. A. CLEMENCEAU
12. G. BOCCON
13. M. BUREAU (Québec)
14. J.-F. LACHAUD
15. V. DERVAL
16. Th. CHINCHOLLE
17. L. LOUBIERE
18. C. DEL
19. E. CLAUWAERT (Belg.)
20. V. DE CEUNING (Belg.)

Championnats francophones, Saint-Malo
11 juillet 1993. Première manche

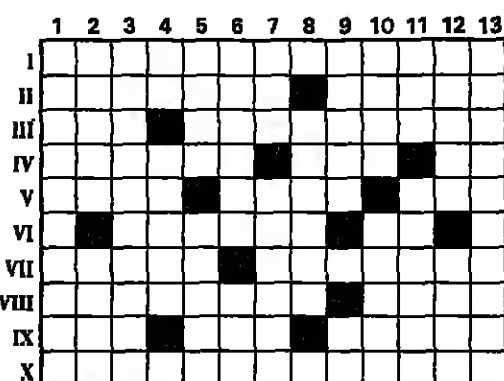
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En barrant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur le grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	CLOUNER	CULERON	H 4	74
2	VI-NYXEE	XYLENE	6 7	46
3	VIOURANU	EVANOUIR	6 7	72
4	AISRIBA	BRASAI	4 14	103
5	AALE PR	ERADILLA	14 1	52
6	REUD+SHO	KHI	15 H	82
7	AEUEUFG	HOURDES	11 B	82
8	AE+ZITSS	FUGUEE	D 8	28
9	NBTGDED	TASSIEZ (s)	3 C	115
10	NEAJOIT	COBERT (s)	8 2	39
11	OT+ECUVA	DEBATE	2 J	26
12	OT+TEAP ?	CAYEAU	O 10	45
13	OEELIMN	PAULETOT	N 5	70
14	BEHIE (c)	BENIE (c)	4 9	24
15	GLOW+LDE	MIMI	O 1	21
16	QLOLDE+M	WU	9 C	21
17	QD+UNTSM	FLEOLE	13 B	20
18		QUINT	12 1	24
				940
1	AAAELOW	AWALE	H 4	30
2	AQ+BHEER	WEBER	5 H	32
3	AQH+MEEK	KHMERE	L 1	58
4	AEILNNU	KINE	1 L	39
5	ALNU+SD?	NULLA(R)DS (d)	7 E	80

(a) Les deux favoris ne trouvent pas le record et perdent le championnat. (b) Reboteur pour de nouveaux joueurs. (c) On NIEGE. (d) On NIEGE. (e) On NIEGE. (f) On NIEGE. (g) On NIEGE. (h) On NIEGE. (i) On NIEGE. (j) On NIEGE. (k) On NIEGE. (l) On NIEGE. (m) On NIEGE. (n) On NIEGE. (o) On NIEGE. (p) On NIEGE. (q) On NIEGE. (r) On NIEGE. (s) On NIEGE. (t) On NIEGE. (u) On NIEGE. (v) On NIEGE. (w) On NIEGE. (x) On NIEGE. (y) On NIEGE. (z) On NIEGE. (aa) On NIEGE. (ab) On NIEGE. (ac) On NIEGE. (ad) On NIEGE. (ae) On NIEGE. (af) On NIEGE. (ag) On NIEGE. (ah) On NIEGE. (ai) On NIEGE. (aj) On NIEGE. (ak) On NIEGE. (al) On NIEGE. (am) On NIEGE. (an) On NIEGE. (ao) On NIEGE. (ap) On NIEGE. (aq) On NIEGE. (ar) On NIEGE. (as) On NIEGE. (at) On NIEGE. (au) On NIEGE. (av) On NIEGE. (aw) On NIEGE. (ax) On NIEGE. (ay) On NIEGE. (az) On NIEGE. (ba) On NIEGE. (bb) On NIEGE. (bc) On NIEGE. (bd) On NIEGE. (be) On NIEGE. (bf) On NIEGE. (bg) On NIEGE. (bh) On NIEGE. (bi) On NIEGE. (bj) On NIEGE. (bk) On NIEGE. (bl) On NIEGE. (bm) On NIEGE. (bn) On NIEGE. (bo) On NIEGE. (bp) On NIEGE. (bq) On NIEGE. (br) On NIEGE. (bs) On NIEGE. (bt) On NIEGE. (bu) On NIEGE. (bv) On NIEGE. (bw) On NIEGE. (bx) On NIEGE. (by) On NIEGE. (bz) On NIEGE. (ca) On NIEGE. (cb) On NIEGE. (cc) On NIEGE. (cd) On NIEGE. (ce) On NIEGE. (cf) On NIEGE. (cg) On NIEGE. (ch) On NIEGE. (ci) On NIEGE. (cj) On NIEGE. (ck) On NIEGE. (cl) On NIEGE. (cm) On NIEGE. (cn) On NIEGE. (co) On NIEGE. (cp) On NIEGE. (cq) On NIEGE. (cr) On NIEGE. (cs) On NIEGE. (ct) On NIEGE. (cu) On NIEGE. (cv) On NIEGE. (cw) On NIEGE. (cx) On NIEGE. (cy) On NIEGE. (cz) On NIEGE. (da) On NIEGE. (db) On NIEGE. (dc) On NIEGE. (dd) On NIEGE. (de) On NIEGE. (df) On NIEGE. (dg) On NIEGE. (dh) On NIEGE. (di) On NIEGE. (dj) On NIEGE. (dk) On NIEGE. (dl) On NIEGE. (dm) On NIEGE. (dn) On NIEGE. (do) On NIEGE. (dp) On NIEGE. (dq) On NIEGE. (dr) On NIEGE. (ds) On NIEGE. (dt) On NIEGE. (du) On NIEGE. (dv) On NIEGE. (dw) On NIEGE. (dx) On NIEGE. (dy) On NIEGE. (dz) On NIEGE. (ea) On NIEGE. (eb) On NIEGE. (ec) On NIEGE. (ed) On NIEGE. (ee) On NIEGE. (ef) On NIEGE. (eg) On NIEGE. (eh) On NIEGE. (ei) On NIEGE. (ej) On NIEGE. (ek) On NIEGE. (el) On NIEGE. (em) On NIEGE. (en) On NIEGE. (eo) On NIEGE. (ep) On NIEGE. (eq) On NIEGE. (er) On NIEGE. (es) On NIEGE. (et) On NIEGE. (eu) On NIEGE. (ev) On NIEGE. (ew) On NIEGE. (ex) On NIEGE. (ey) On NIEGE. (ez) On NIEGE. (fa) On NIEGE. (fb) On NIEGE. (fc) On NIEGE. (fd) On NIEGE. (fe) On NIEGE. (ff) On NIEGE. (fg) On NIEGE. (fh) On NIEGE. (fi) On NIEGE. (fj) On NIEGE. (fk) On NIEGE. (fl) On NIEGE. (fm) On NIEGE. (fn) On NIEGE. (fo) On NIEGE. (fp) On NIEGE. (fq) On NIEGE. (fr) On NIEGE. (fs) On NIEGE. (ft) On NIEGE. (fu) On NIEGE. (fv) On NIEGE. (fw) On NIEGE. (fx) On NIEGE. (fy) On NIEGE. (fz) On NIEGE. (ga) On NIEGE. (gb) On NIEGE. (gc) On NIEGE. (gd) On NIEGE. (ge) On NIEGE. (gf) On NIEGE. (gg) On NIEGE. (gh) On NIEGE. (gi) On NIEGE. (gj) On NIEGE. (gk) On NIEGE. (gl) On NIEGE. (gm) On NIEGE. (gn) On NIEGE. (go) On NIEGE. (gp) On NIEGE. (gq) On NIEGE. (gr) On NIEGE. (gs) On NIEGE. (gt) On NIEGE. (gu) On NIEGE. (gv) On NIEGE. (gw) On NIEGE. (gx) On NIEGE. (gy) On NIEGE. (gz) On NIEGE. (ha) On NIEGE. (hb) On NIEGE. (hc) On NIEGE. (hd) On NIEGE. (he) On NIEGE. (hf) On NIEGE. (hg) On NIEGE. (hh) On NIEGE. (hi) On NIEGE. (hj) On NIEGE. (hk) On NIEGE. (hl) On NIEGE. (hm) On NIEGE. (hn) On NIEGE. (ho) On NIEGE. (hp) On NIEGE. (hq) On NIEGE. (hr) On NIEGE. (hs) On NIEGE. (ht) On NIEGE. (hu) On NIEGE. (hv) On NIEGE. (hw) On NIEGE. (hx) On NIEGE. (hy) On NIEGE. (hz) On NIEGE. (ia) On NIEGE. (ib) On NIEGE. (ic) On NIEGE. (id) On NIEGE. (ie) On NIEGE. (if) On NIEGE. (ig) On NIEGE. (ih) On NIEGE. (ii) On NIEGE. (ij) On NIEGE. (ik) On NIEGE. (il) On NIEGE. (im) On NIEGE. (in) On NIEGE. (io) On NIEGE. (ip) On NIEGE. (iq) On NIEGE. (ir) On NIEGE. (is) On NIEGE. (it) On NIEGE. (iu) On NIEGE. (iv) On NIEGE. (iw) On NIEGE. (ix) On NIEGE. (iy) On NIEGE. (iz) On NIEGE. (ja) On NIEGE. (jb) On NIEGE. (jc) On NIEGE. (jd) On NIEGE. (je) On NIEGE. (jf) On NIEGE. (jg) On NIEGE. (jh) On NIEGE. (ji) On NIEGE. (jj) On NIEGE. (jk) On NIEGE. (jl) On NIEGE. (jm) On NIEGE. (jn) On NIEGE. (jo) On NIEGE. (jp) On NIEGE. (jq) On NIEGE. (jr) On NIEGE. (js) On NIEGE. (jt) On NIEGE. (ju) On NIEGE. (jv) On NIEGE. (jw) On NIEGE. (jx) On NIEGE. (jy) On NIEGE. (jz) On NIEGE. (ka) On NIEGE. (kb) On NIEGE. (kc) On NIEGE. (kd) On NIEGE. (ke) On NIEGE. (kf) On NIEGE. (kg) On NIEGE. (kh) On NIEGE. (ki) On NIEGE. (kj) On NIEGE. (kl) On NIEGE. (km) On NIEGE. (kn) On NIEGE. (ko) On NIEGE. (kp) On NIEGE. (kq) On NIEGE. (kr) On NIEGE. (ks) On NIEGE. (kt) On NIEGE. (ku) On NIEGE. (kv) On NIEGE. (kw) On NIEGE. (kx) On NIEGE. (ky) On NIEGE. (kz) On NIEGE. (la) On NIEGE. (lb) On NIEGE. (lc) On NIEGE. (ld) On NIEGE. (le) On NIEGE. (lf) On NIEGE. (lg) On NIEGE. (lh) On NIEGE. (li) On NIEGE. (lj) On NIEGE. (lk) On NIEGE. (ll) On NIEGE. (lm) On NIEGE. (ln) On NIEGE. (lo) On NIEGE. (lp) On NIEGE. (lq) On NIEGE. (lr) On NIEGE. (ls) On NIEGE. (lt) On NIEGE. (lu) On NIEGE. (lv) On NIEGE. (lw) On NIEGE. (lx) On NIEGE. (ly) On NIEGE. (lz) On NIEGE. (ma) On NIEGE. (mb) On NIEGE. (mc) On NIEGE. (md) On NIEGE. (me) On NIEGE. (mf) On NIEGE. (mg) On NIEGE. (mh) On NIEGE. (mi) On NIEGE. (mj) On NIEGE. (mk) On NIEGE. (ml) On NIEGE. (mm) On NIEGE. (mn) On NIEGE. (mo) On NIEGE. (mp) On NIEGE. (mq) On NIEGE. (mr) On NIEGE. (ms) On NIEGE. (mt) On NIEGE. (mu) On NIEGE. (mv) On NIEGE. (mw) On NIEGE. (mx) On NIEGE. (my) On NIEGE. (mz) On NIEGE. (na) On NIEGE. (nb) On NIEGE. (nc) On NIEGE. (nd) On NIEGE. (ne) On NIEGE. (nf) On NIEGE. (ng) On NIEGE. (nh) On NIEGE. (ni) On NIEGE. (nj) On NIEGE. (nk) On NIEGE. (nl) On NIEGE. (nm) On NIEGE. (nn) On NIEGE. (no) On NIEGE. (np) On NIEGE. (nq) On NIEGE. (nr) On NIEGE. (ns) On NIEGE. (nt) On NIEGE. (nu) On NIEGE. (nv) On NIEGE. (nw) On NIEGE. (nx) On NIEGE. (ny) On NIEGE. (nz) On NIEGE. (oa) On NIEGE. (ob) On NIEGE. (oc) On NIEGE. (od) On NIEGE. (oe) On NIEGE. (of) On NIEGE. (og) On NIEGE. (oh) On NIEGE. (oi) On NIEGE. (oj) On NIEGE. (ok) On NIEGE. (ol) On NIEGE. (om) On NIEGE. (on) On NIEGE. (oo) On NIEGE. (op) On NIEGE. (oq) On NIEGE. (or) On NIEGE. (os) On NIEGE. (ot) On NIEGE. (ou) On NIEGE. (ov) On NIEGE. (ow) On NIEGE. (ox) On NIEGE. (oy) On NIEGE. (oz) On NIEGE. (pa) On NIEGE. (pb) On NIEGE. (pc) On NIEGE. (pd) On NIEGE. (pe) On NIEGE. (pf) On NIEGE. (pg) On NIEGE. (ph) On NIEGE. (pi) On NIEGE. (pj) On NIEGE. (pk) On NIEGE. (pl) On NIEGE. (pm) On NIEGE. (pn) On NIEGE. (po) On NIEGE. (pp) On NIEGE. (pq) On NIEGE. (pr) On NIEGE. (ps) On NIEGE. (pt) On NIEGE. (pu) On NIEGE. (pv) On NIEGE. (pw) On NIEGE. (px) On NIEGE. (py) On NIEGE. (pz) On NIEGE. (qa) On NIEGE. (qb) On NIEGE. (qc) On NIEGE. (qd) On NIEGE. (qe) On NIEGE. (qf) On NIEGE. (qg) On NIEGE. (qh) On NIEGE. (qi) On NIEGE. (qj) On NIEGE. (qk) On NIEGE. (ql) On NIEGE. (qm) On NIEGE. (qn) On NIEGE. (qo) On NIEGE. (qp) On NIEGE. (qq) On NIEGE. (qr) On NIEGE. (qs) On NIEGE. (qt) On NIEGE. (qu) On NIEGE. (qv) On NIEGE. (qw) On NIEGE. (qx) On NIEGE. (qy) On NIEGE. (qz) On NIEGE. (ra) On NIEGE. (rb) On NIEGE. (rc) On NIEGE. (rd) On NIEGE. (re) On NIEGE. (rf) On NIEGE. (rg) On NIEGE. (rh) On NIEGE. (ri) On NIEGE. (rj) On NIEGE. (rk) On NIEGE. (rl) On NIEGE. (rm) On NIEGE. (rn) On NIEGE. (ro) On NIEGE. (rp) On NIEGE. (rq) On NIEGE. (rr) On NIEGE. (rs) On NIEGE. (rt) On NIEGE. (ru) On NIEGE. (rv) On NIEGE. (rw) On NIEGE. (rx) On NIEGE. (ry) On NIEGE. (rz) On NIEGE. (sa) On NIEGE. (sb) On NIEGE. (sc) On NIEGE. (sd) On NIEGE. (se) On NIEGE. (sf) On NIEGE. (sg) On NIEGE. (sh) On NIEGE. (si) On NIEGE. (sj) On NIEGE. (sk) On NIEGE. (sl) On NIEGE. (sm) On NIEGE. (sn) On NIEGE. (so) On NIEGE. (sp) On NIEGE. (sq) On NIEGE. (sr) On NIEGE. (ss) On NIEGE. (st) On NIEGE. (su) On NIEGE. (sv) On NIEGE. (sw) On NIEGE. (sx) On NIEGE. (sy) On NIEGE. (sz) On NIEGE. (ta) On NIEGE. (tb) On NIEGE. (tc) On NIEGE. (td) On NIEGE. (te) On NIEGE. (tf) On NIEGE. (tg) On NIEGE. (th) On NIEGE. (ti) On NIEGE. (tj) On NIEGE. (tk) On NIEGE. (tl) On NIEGE. (tm) On NIEGE. (tn) On NIEGE. (to) On NIEGE. (tp) On NIEGE. (tq) On NIEGE. (tr) On NIEGE. (ts) On NIEGE. (tt) On NIEGE. (tu) On NIEGE. (tv) On NIEGE. (tw) On NIEGE. (tx) On NIEGE. (ty) On NIEGE. (tz) On NIEGE. (ua) On NIEGE. (ub) On NIEGE. (uc) On NIEGE. (ud) On NIEGE. (ue) On NIEGE. (uf) On NIEGE. (ug) On NIEGE. (uh) On NIEGE. (ui) On NIEGE. (uj) On NIEGE. (uk) On NIEGE. (ul) On NIEGE. (um) On NIEGE. (un) On NIEGE. (uo) On NIEGE. (up) On NIEGE. (uq) On NIEGE. (ur) On NIEGE. (us) On NIEGE. (ut) On NIEGE. (uu) On NIEGE. (uv) On NIEGE. (uw) On NIEGE. (ux) On NIEGE. (uy) On NIEGE. (uz) On NIEGE. (va) On NIEGE. (vb) On NIEGE. (vc) On NIEGE. (vd) On NIEGE. (ve) On NIEGE. (vf) On NIEGE. (vg) On NIEGE. (vh) On NIEGE. (vi) On NIEGE. (vj) On NIEGE. (vk) On NIEGE. (vl) On NIEGE. (vm) On NIEGE. (vn) On NIEGE. (vo) On NIEGE. (vp) On NIEGE. (vq) On NIEGE. (vr) On NIEGE. (vs) On NIEGE. (vt) On NIEGE. (vu) On NIEGE. (vv) On NIEGE. (vw) On NIEGE. (vx) On NIEGE. (vy) On NIEGE. (vz) On NIEGE. (wa) On NIEGE. (wb) On NIEGE. (wc) On NIEGE. (wd) On NIEGE. (we) On NIEGE. (wf) On NIEGE. (wg) On NIEGE. (wh) On NIEGE. (wi) On NIEGE. (wj) On NIEGE. (wk) On NIEGE. (wl) On NIEGE. (wm) On NIEGE. (wn) On NIEGE. (wo) On NIEGE. (wp) On NIEGE. (wq) On NIEGE. (wr) On NIEGE. (ws) On NIEGE. (wt) On NIEGE. (wu) On NIEGE. (wv) On NIEGE. (ww) On NIEGE. (wx) On NIEGE. (wy) On NIEGE. (wz) On NIEGE. (xa) On NIEGE. (xb) On NIEGE. (xc) On NIEGE. (xd) On NIEGE. (xe) On NIEGE. (xf) On NIEGE. (xg) On NIEGE. (xh) On NIEGE. (xi) On NIEGE. (xj) On NIEGE. (xk) On NIEGE. (xl) On NIEGE. (xm) On NIEGE. (xn) On NIEGE. (xo) On NIEGE. (xp) On NIEGE. (xq) On NIEGE. (xr) On NIEGE. (xs) On NIEGE. (xt) On NIEGE. (xu) On NIEGE. (xv) On NIEGE. (xw) On NIEGE. (xx) On NIEGE. (xy) On NIEGE. (xz) On NIEGE. (ya) On NIEGE. (yb) On NIEGE. (yc) On NIEGE. (yd) On NIEGE. (ye) On NIEGE. (yf) On NIEGE. (yg) On NIEGE. (yh) On NIEGE. (yi) On NIEGE. (yj) On NIEGE. (yk) On NIEGE. (yl) On NIEGE. (ym) On NIEGE. (yn) On NIEGE. (yo) On NIEGE. (yp) On NIEGE. (yq) On NIEGE. (yr) On NIEGE. (ys) On NIEGE. (yt) On NIEGE. (yu) On NIEGE. (yv) On NIEGE. (yw) On NIEGE. (yx) On NIEGE. (yy) On NIEGE. (yz) On NIEGE. (za) On NIEGE. (zb) On NIEGE. (zc) On NIEGE. (zd) On NIEGE. (ze) On NIEGE. (zf) On NIEGE. (zg) On NIEGE. (zh) On NIEGE. (zi) On NIEGE. (zj) On NIEGE. (zk) On NIEGE. (zl) On NIEGE. (zm) On NIEGE. (zn) On NIEGE. (zo) On NIEGE. (zp) On NIEGE. (zq) On NIEGE. (zr) On NIEGE. (zs) On NIEGE. (zt) On NIEGE. (zu) On NIEGE. (zv) On NIEGE. (zw) On NIEGE. (zx) On NIEGE. (zy) On NIEGE. (zz) On NIEGE.

Mots croisés

n° 776



HORIZONTALEMENT

1. Devraient plaire aux chats mais ce n'est pas le cas. - II. Réclame la dissolution. Encore plus après le bronzeage. - III. A notre santé. Majestueusement beaux. - IV. Dans le prochain univers. Vont vers les lits profonds. Apprécié d'un regard. - V. Reput sur la Loire. Fera de l'alcool. A son heure chez nos voisins. - VI. Donne un style. Note. - VII. C'est presque humide. Difficile à écouler. - VIII. Seront d'un bel effet. Garde. - IX. Roue. Direction. On trafique son bois, hélas ! - X. Ils ne peuvent pas compter sur leurs dix doigts.

VERTICALEMENT

1. Une sinistre appellation pour un métier somme toute honorable. - 2. Engrais écologique. Se voit à l'entree. - 3. A la une s'il est bien sanglant. - 4. Note. A ses zéloteurs. - 5. Feu vert. Froid le labou. - 6. King-Kong par exemple. Dialogue de bas en haut. - 7. Sortit de l'Arche. Fit mieux. -

8. Expriment leurs désirs. - 9. Bouché. Conjonction. - 10. Bison. Les essais y sont des réussites. - 11. Lieu de rencontre. En Aragon. - 12. Année. On s'y met à table. - 13. Perdant parfois de vue la reproduction.

SOLUTION DU N° 775

1. Félicitations. - II. Appareil. Robot. - III. Bistrot. Déné. - IV. Un. Etranges. - V. Lépre. Noé. Eau. - VI. Asie.

RADIO TÉLÉVISION

CULTURE/L'Été festival

CINÉMA

LE 46^e FESTIVAL DE LOCARNO

Tourner, retourner au Vietnam

«Point de départ», de Robert Kramer, premier événement du grand rendez-vous cinéophile suisse

Le Festival de Locarno se tient du 5 au 15 août. Au menu - composé par le directeur du Festival, Marco Müller - de cette quarantième édition, on trouve, outre la compétition, de nombreux points forts : le panorama du cinéma suisse de l'année, la découverte d'un film de Feyder vieux de cinquante ans et celle du nouveau Doillon, *Un homme à la mer*, un hommage à Zurlini et la très attendue intégrale Sacha Guitry, qui sera reprise cet automne à la Cinéma-thèque française. Mais également, dans le cadre de la Semaine de la critique, un ensemble de films qui, autour du Vietnam, racontent une histoire à la fois actuelle et mélancolique, à la fois mondiale et personnelle, et constituent à eux seuls un événement. Le pivot de cet ensemble s'intitule *Point de départ*, de Robert Kramer.

Où situer le point de départ de *Point de départ*? Robert Kramer répond d'abord : «*A la guerre du Golfe*». Le flot d'images indécryptables déversé par les grandes chaînes de télévision lui a donné envie d'essayer, riche de sa longue expérience entre documentaire et fiction, d'aller voir, et de tenter de montrer. Voir où? Dans le «Sud», comme on dit depuis que l'abstraction d'un point cardinal a remplacé le «tiers-monde» des anciennes utopies. Bientôt est venu le choix de tourner au Vietnam. De retourner au Vietnam.

En 1969, jeune cinéaste de trente ans qui venait d'achever le film rebelle des activistes anti-guerre et membre du mouvement de réalisateurs indépendants Newsreel, Robert Kramer avait été convié à Hanoï, avait répondu à l'appel des «camarades vietnamiens» sans bien savoir ce qu'ils attendaient de lui, avait filmé beaucoup où on lui avait dit, un peu ce qu'il avait voulu, en avait tiré un film militant, *La Guerre du peuple*, saisi par la police américaine à son retour et bientôt libéré, ayant été jugé sans danger pour la sécurité des États-Unis. Le Vietnam, celui d'alors et celui d'aujourd'hui, reste, pour Kramer comme pour toute une génération, un lieu de mémoire opiniâtre et d'interrogations irresolues.

Mais le Vietnam «libéré» était devenu inaccessible à un cinéaste qui demandait de se promener librement, de filmer à son gré, et

non d'utiliser la main-d'œuvre et les décors naturels en échange de montages de devises, comme ce fut le cas pour *L'Amant* ou *Indochine*. La solution est venue d'un projet du ministère des affaires étrangères français, où l'on méditait d'envoyer au Vietnam une équipe animée de professionnels du cinéma. Kramer intègre la petite troupe constituée par la société Les Films d'ici et composée de l'opérateur et producteur Richard Copans, de l'ingénieur du son Olivier Schwob et du monteur Ruben Korenfeld. Le quatuor ainsi formé se baptise L'Atelier du singe.

«Vingt-trois ans après»

Ensemble, ils collaboreront à la conception, au tournage, au montage et au mixage de quatre courts-métrages tournés par des cinéastes vietnamiens, leur apportant non seulement un matériel hors d'atteinte dans leur pays, mais une conception du cinéma différente de celle imposée par la double contrainte de la censure et des tournages lourds, en studio, sur des scénarios préétablis. En même temps qu'il participe à leurs films, Kramer tourne le sien : *Point de départ*.

«Aujourd'hui, vingt-trois ans après, je suis à nouveau ici, et à nouveau je fais un film. Le film n'est pas vraiment «sur» le Vietnam. Il concerne plutôt le passage du temps, avec l'oubli, avec les grands changements qui se sont produits, et comment l'espérance est devenue quelque chose d'autre. Mais le film n'est pas déçouillé ni nostalgique. Il est d'une autre nature, comme vide, ou tournant autour d'un vide, d'un manque dans nos vies. Je crois que je fais un film à propos de l'absence...»

Ces phrases, Robert Kramer les a écrites avant de réaliser le film, mais elles le décrivent bien. Il les a écrites en arrivant à Hanoï, dans une lettre destinée à une femme nommée Duong Thu Huong. Elle fut volontaire pendant la guerre, chargée de transporter les cadavres de ses compagnons morts au combat. Elle fut une héroïne, couverte de décorations. Elle est devenue écrivain, dissidente, prisonnière, elle est toujours en résidence surveillée. Selon toute vraisemblance, elle n'a jamais reçu cette lettre du cinéaste, qui voulait qu'elle parti-



Robert Kramer

cipe à son film. Mais on y entend plusieurs extraits de son livre *Roman sans titre*, publié en France (aux éditions Des Femmes), interdit au Vietnam.

On entend aussi, off, la voix chaleureuse de Kramer. Elle dit, au début, «il y avait une guerre, il y a presque un quart de siècle. Vingt-trois ans, c'est long, ce n'est pas long. Je ne sais pas. Je me retourne, c'est passé». Et puis, presque à la fin, «le Vietnam n'est pas plus loin que la prison de Californie où est enfermée Linda». Linda Evans aussi est prisonnière. En 1985, la justice américaine l'a condamnée à quarante ans de prison. Prétendant pour avoir acheté un revolver avec de faux papiers et avoir aidé un ami en fuite ; en fait, pour n'avoir pas compris que les temps avaient changé, pour avoir continué à militer contre le racisme, à aider les Noirs du Sud à s'organiser contre le Ku Klux Klan. Linda Evans était à Hanoï avec Robert Kramer

en 1969. On la voit dans le film, elle rit, elle pleure, elle questionne. Et dit : «Je ne sais pas bien ce que ça veut dire aujourd'hui, l'anti-impérialisme. Il y a si longtemps que je ne suis pas sortie.»

C'est loin ou pas? C'est passé ou pas? Le mouvement du film est porté par ces questions. Kramer dit avoir au tout de suite qu'il ne ferait pas un document sur le «Vietnam socialiste face au défi de la modernité», pas un dossier filmé - des «dossiers filmés» sur le Vietnam, on commence à en voir à profusion à la télévision, ce pays étant devenu un enjeu à la fois idéologique et économique. Il y a quatre ans, Kramer avait inventé le dispositif léger et révélateur d'un voyage à travers l'espace et la conscience de l'Amérique, c'était *Route One USA*. Cette fois, il a choisi de ne pas bouger de Hanoï. Et de ne surtout pas chercher à expliquer : «En voyageant, je me suis aperçu qu'un de plus en plus vite l'impression d'un

comprendre en arrivant quelque part. C'est ça, le rétrécissement du monde.»

Pas de fil conducteur apparent dans *Point de départ*, pas de morale explicative sur les témoins, les lieux, les récits : rien de ce qui transforme des faits en symboles d'idées générales. Mais une attention aux détails, aux postures, aux corps, aux visages. Un film construit comme un morceau de musique plutôt que comme un discours. Vietnamiens (du Nord) confrontés au système de l'économie capitaliste entrant en collision avec un pouvoir politique communiste, à l'héroïsme de la guerre d'indépendance mis à l'épreuve d'un quotidien morne, décevant. Cinéaste confronté à des engagements passés qu'il ne remue pas, à une lucidité sur aujourd'hui qui ne le satisfait pas. Régis Debray écrivait, à propos d'un autre voyage de retour au Vietnam : «L'école du regard se distingue de l'école du remords par son sens de la concision et de la complexité (1)». *Point de départ* est concis, et complexe.

Un pays «en strates»

La mosaïque de plans dessine un pays «en strates» : le Vietnam officiel, le Vietnam mythique tel que ses bobbinants se le représentent, les anciennes images romantiques à l'usage des Occidentaux, ses nouvelles images négatives, celles, dépourvues de lisibilité, du quotidien - toutes ces strates ont leur part de réalité, de vérité. Elles se superposent sans se masquer. Commentaire d'un autre voyageur attentif, de passage à Hanoï avec l'auto-tourisme vietnamite : «Au Vietnam, le visiteur sérieux est malheureux deux fois, de ce qu'il voit et de ce qu'il ne fait que voir, qu'il ne vivra jamais personnellement (2)». Le film danse autour de cette tristesse, et de cette absence.

Un autre fil caché dans *Point de départ* : celui tissé par les films des stagiaires vietnamiens chaperonnés par L'Atelier du singe. «Travailler sur ces courts-métrages a été le plus fécond des repères», explique Kramer. Avec eux, j'ai découvert des endroits où je ne serais jamais allé.

EN BREF

o Mort de la musicienne Christiane Colleney. - L'une des rares femmes compositrices françaises, Christiane Colleney, est décédée le 4 août à Bordeaux des suites d'un cancer. Elle était âgée de quarante-quatre ans. Révélée au public en 1976 par le prix Lili Boulanger, décerné pour la première fois à une femme, Christiane Colleney a mené une triple carrière d'organiste, de compositrice et de musicienne. Elle a notamment composé *Cités intérieures* pour grand orchestre et soprano solo (1992) et a consacré, en 1977, une biographie à la musicienne Jeanne Demessieux. Elle laisse inachevé un gigantesque ouvrage réunissant quelque quatre mille biographies de talents féminins de l'Antiquité à nos jours. Christiane Colleney était l'épouse du député de la Gironde Daniel Picotín (UDF).

o Mort de Max Regaler. - Le comédien, dramaturge, chansonnier

j'ai écouté, malgré l'entremise de l'interprète, des conversations auxquelles, seul, je n'aurais jamais eu accès. Et j'ai confronté mon regard, mon approche, à la leur : les quelques vingt-cinq professionnels avec lesquels nous avons travaillé n'étaient nullement des «bons élèves obéissants», ils avaient des idées très arrêtées sur leurs sujets et comment les réaliser, et ils les défendaient avec force, comme ils ont pris l'habitude de le faire entre eux au sein de l'Union des cinéastes, qui regroupe les réalisateurs les plus reconnus, les plus libres d'esprit.»

La ballerine, l'ouvrière et la funambule

L'écho de ces films, et de ces débats, se retrouve dans *Point de départ* : ce pont métallique sur lequel la caméra passe et repasse au milieu d'une foule d'hommes et de souvenirs, c'est le pont Long-Bien, qui réunit Hanoï et Haiphong, jadis pont Paul-Doumer jusqu'au jour où les prisonniers français de Dien-Bien-Phu le traversèrent. Le pont sur lequel l'aviation américaine a déversé deux fois plus de bombes que sur le Japon entier durant toute la seconde guerre mondiale, et qu'elle n'a jamais pu détruire. Le pont Long-Bien est le sujet de l'un des courts-métrages vietnamiens, mais considéré sous un autre jour : comme microcosme d'une économie parallèle qui s'est désormais mise en place à l'ombre de son tablier.

De même cette ballerine dont un train à coupé les jambes est-elle le sujet du deuxième court-métrage documentaire, cette funambule interviewée par Kramer est actrice dans l'un des films de fiction, et dans l'autre apparaît l'ouvrière du bâtiment qui porte 3 tonnes de briques par jour. Rien de tout cela n'est indiqué dans *Point de départ*, pas plus que n'est exploité l'usage métaphorique qu'on ferait aisément de tels personnages.

Autre séquence : une conversation-surprise entre cinéastes vietnamiens. On n'en discerne que l'après et la complexité. Leur débat porte sur le scénario de Cho En, deuxième long-métrage du réalisateur Luu Trong Ninh (dont on avait découvert le *Jeu au Festival* des trois continents 1992). *Cho En* évoque le trouble d'une jeune Vietnamienne d'aujourd'hui, qui doit jouer le rôle d'une héroïne combattante dans un film de guerre : sujet d'actualité, quand la rupture entre la première génération de la paix et toutes les précédentes, qui ont grandi dans les guerres successives, est une donnée-clé du pays. Mais c'est la question du film de Ninh, pas celle du film de Kramer qu'on découvrira cet automne en France, d'abord sur ARTE (coproduit par le film), ensuite en salles, et que verront peut-être un jour les Vietnamiens.

En présentant, en même temps, les quatre courts-métrages vietnamiens et *La Guerre du peuple* de 1969, Locarno suscite d'autres rimes et d'autres raisonnements, ouvre de nouvelles pistes : on ne fait pas le long-métrage de Ninh : pas pour des motifs politiques, mais économiques - l'argent manque pour tirer une copie et la faire soustraire. Le Vietnam est, encore, un pays du «Sud».

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Dans le *Nouvel Observateur* du 22 avril, à propos de *La Colline des anges*, de Jean-Claude Guillebaud et Raymond Depardon (Seuil).

(2) *La Mémoire du chien*, de Francis Marmande (Fourbis).

MUSIQUES

MARIA JOAO PIRÉS et NELSON FREIRE à la Roque-d'Anthéron

Mains d'acier et trac transcendant

Les récitals de deux pianistes rares, à l'écart des idées reçues

Mille quatre cents mélomanes sont venus de toute la France et de l'étranger écouter Maria Joao Pires. Ce soir, elle interprète les *Préludes* de Chopin et la *Sonate op. 109* de Beethoven. Des œuvres pas précisément taillées à la mesure de ses mains. Celles d'une enfant, toutes petites, mais carrées, musclées, solides, forgées par des années de travail, abîmées par le travail des champs. Pires vit dans une ferme au Portugal et ne rechigne pas devant les travaux agricoles. Elle n'est pas du genre à assurer ses mains. Les habitués de la Roque se souviennent de l'époque où elle vivait dans une caravane, indifférente à l'étonnement des uns et des autres. Elle passe parfois pour une diva. L'artiste se protège.

Pires refuse de se laisser détourner du chemin qu'elle s'est tracé. Elle vient ainsi d'enregistrer des concertos avec un chef d'orchestre connu, qu'elle a rencontré pour la première fois dans le studio d'enregistrement. Leur travail en commun ne lui convenant pas, elle a interdit la publication sur disque. Curieusement, le monde musical accepte difficilement les artistes intranquillants.

A la Roque-d'Anthéron, du moins, ils sont acceptés, et fêtés. Ils reviennent avec plaisir, parfois chaque été, même si les cachets y sont moins élevés qu'ailleurs. Pires s'installe devant son piano. Sa robe est presque une tenue de camouflage : noire comme le piano et le plancher, blanche comme la conque acoustique et le fond de scène. Et c'est ainsi qu'elle joue, avec une modestie, un don de soi qui font perdre au public tout sens critique.

Certains préludes de Chopin la dépassent techniquement. Elle ne le cache pas en arrangeant le texte, en adaptant à son jeu leur expressio-

farouche et conquérante, en camouflant ses manques. Elle joue les *Préludes* comme on rêve de les entendre, kaléidoscope de sentiments humains qui s'entrechoquent. La *Trentième Sonate* pour piano de Beethoven est une autre aventure humaine. Suprêmement construit, ce cheminement douloureux vers une paix inaccessible à l'apparence de l'improvisation. Pires laisse tomber toutes ses défenses. Elle chante sa détresse ; sa sonorité s'évanouit ; la musique n'a plus de corps ; elle n'est qu'émotion pure.

Celle de Bach est plus abstraite. Elle est soumise à d'autres règles que celle de l'égo. Chopin et Beethoven parlent à la première personne, Bach s'adresse à la collectivité en usant de l'impératif. Sans doute n'existe-t-il pas de composition plus autoritaire que lui. Sa musique instrumentale laisse une marge de manœuvre plus réduite à l'expression personnelle. Le jeu de Pires fait mentir ces idées reçues. Il n'est ni classique ni romantique. L'amour, la haine sont des sentiments qui guident les humains depuis le premier jour...

Le 3 août, Maria Joao Pires joue les trois sonates de Grieg avec le violoniste Augustin Dumay. Leur jeu est partimé, un peu fané, d'une sentimentalité déguisée. Parfois vindicatif. Le violoniste en fait parfois trop et écrase les cordes. Le public exulte.

Le lendemain, bronzés, rouge vermillon, reposés par trois jours de farniente passés dans les environs de Marseille et d'Arles-en-Provence, les musiciens de l'Orchestre philharmonique de Novossibirsk pénètrent sur la scène du parc de Florans. Il va leur falloir mobiliser toutes leurs forces pour défendre un programme redoutable. Dans son studio, le pia-

niste brésilien Nelson Freire tourne en rond, comme un fauve dans sa cage. S'il pouvait s'enfuir, sûr qu'il se ferait la belle. Le *Concerto* de Grieg et le *Troisième* de Rachmaninov sont pourtant de vieux compagnons. Il y a près de trente ans qu'il les interprète dans le monde entier. Mais certains soirs, l'angoisse est la plus forte. Elle submerge toute rationalité : «J'ai peur».

Virtuosité conquérante

Livide, le pianiste s'assoit devant son piano. S'indigne, non sans rai-deur, vers le public. Un petit signe de tête au chef. A Dieu vat ! Le *Concerto* de Grieg est une œuvre qui, un temps fut décrite pour son lyrisme facile, sa combativité nihiliste. Les musicologues sont moins sectaires aujourd'hui et les pianistes n'hésitent plus à le jouer. Nelson Freire l'adore et l'interprète avec une virtuosité conquérante qui électrise le public. Il dessine les phrases avec élégance, lance les traits avec un sentiment joyeux, prend le temps de rêver dans un mouvement lent en état d'apesanteur. Le chef et l'orchestre entrent dans son jeu avec aplomb. Quelques décalages dans le finale ne parviennent pas à ternir une interprétation aussi solaire.

Son trac s'est-il évanoui? Sa mine renfrognée lorsqu'il revient après l'entracte indique le contraire. Le *Troisième concerto* de Rachmaninov est un Everest pianistique. Un pianiste en a rompté les notes de la partie soliste, quatorze mille à jouer en quarante minutes. Autant dire que Freire peut légitimement être effrayé même si les pianistes s'échangent des cassettes de ses interprétations radioniques

de ce concerto. Curieusement moins à l'aise dans cette œuvre russe, l'Orchestre de Novossibirsk et Arnold Katz peinent un peu à suivre un soliste aussi fulgurant. Qui a jamais joué ce Rachmaninov avec tant de désinvolture technique? Rachmaninov lui-même et Vladimir Horowitz sans doute. Le public fait un triomphe au soliste en tapant des pieds sur les gradins métalliques (quel raffut!), à l'orchestre et au chef... qui s'éponge le front. Lorsqu'il est surmonté, le trac peu porter à l'incandescence les interprètes.

C'est la ruée vers le disquaire qui installe chaque été son étal sous les arbres du parc.

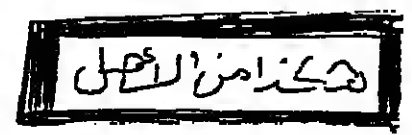
«Comment, vous n'avez pas de disques de ce pianiste fantastique?»

«Et non, monsieur, aucune maison de disques ne l'a sous contrat.»

ALAIN LOMPECH

Prochains concerts : le 8 août, récital Jedin et Ladurner, par Jean-Claude Pannatter (18 heures), concert Schubert et Tchaïkovski, par le Trio de Vienne (21 h 30). Le 10 août, récital Chopin, Debussy et Beethoven, par Iven Miravet (21 h 30). Réservations, tél. : 42-50-51-15 et 42-50-51-18. De 80 F à 120 F.

Pour le dixième anniversaire consacré, Radio France se déplace à la Roque-d'Anthéron (Bouches-du-Rhône), et intensifie sa politique de transmissions. France-Musique consacrera une quarantaine d'heures d'antenne à la Roque entre les 9 et 19 août, avec, outre le magazine de Geïlla La Galie «Rencontres sous les platanes», seize concerts, tandis que cinq autres prendront place sur France-Culture.



ÉCONOMIE

La crise du système monétaire européen et ses conséquences

La reconstitution des réserves de change provoque un nouveau duel entre les marchés et les banques centrales

Le satisfecit des professeurs

Bravo, messieurs les Européens, mais encore un petit effort ! Tel est, en substance, le jugement que portent, dans une nouvelle contribution publiée vendredi 6 août par le *Financial Times*, six professeurs d'économie du MIT (1) après la décision prise le 2 août de laisser flotter les monnaies du SME dans une bande élargie.

A la veille de ce week-end fatal, ces mêmes économistes avaient déjà lancé un appel à l'édulcorant du SME (le Monde du 31 juillet). Le compromis de Bruxelles les satisfait. Il est une solution « sensée et pragmatique ». Il « ouvre la porte à de meilleures performances dans la plupart des économies européennes », a-t-il écrit. Mais, pour cela, ces mêmes experts recommandent aujourd'hui aux Européens d'« utiliser pleinement les marges de manœuvre qu'autorise l'accord ».

Libérés des contraintes de la stabilité monétaire, les pays européens en récession (France, Espagne, Belgique) doivent procéder immédiatement à un assouplissement de leur politique monétaire. Bénéficiant d'une « situation privilégiée » à cause de bons « fondamentaux », la France devrait réduire rapidement ses taux d'intérêt et les porter autour de 4 % ou 5 % en quelques mois. Elle ne devrait pas s'inquiéter d'une dépréciation temporaire de sa monnaie. Le franc devrait, à leurs yeux, perdre « entre 5 % et 7 % » par rapport au deutschemark.

Rejoignant l'analyse de certains dirigeants politiques en France et le souhait de nombreux spéculateurs sur les marchés des changes, cette recommandation confirme, s'il en était besoin, que la guerre autour du SME n'est pas finie. Lundi à Bruxelles, les Douze ont voulu « préserver » le système. Le mot – repris par les Allemands comme par les Français – avait alors fait sourire. A tort sans doute. Il traduit une réelle volonté. Les principes de fonctionnement du SME ont été maintenus (cours limite, interventions, convergence...). Au-delà, de nombreux signes indiquent une détermination à revenir rapidement à des marges plus restreintes – peut-être dans le cadre d'accords secrets.

A ce dessein de reconstituer rapidement le SME les experts du MIT s'opposent fermement. L'Europe doit, selon eux, d'abord tirer parti de la flexibilité monétaire retrouvée et exclure un retour à « des engagements formels autour d'objectifs de parité insoutenables ». Il ne faut pas rêver à une quelconque renaissance du SME « avant dix-huit mois ou deux ans ». Les Douze envisagent de le remettre en marche « avant la fin de l'année ». Le combat continue...

ERIK IZRAELWICZ

(1) Professeurs au MIT (Massachusetts Institute of Technology), les auteurs sont trois Prix Nobel américains, Franco Modigliani, Paul Samuelson et Robert Solow, ainsi que Rudi Dornbusch, Stan Fischer et le Français Olivier Blanchard.

□ Bernard Bosson donne quinze jours aux partenaires sociaux pour appliquer la réforme portuaire au Havre. — Bernard Bosson, ministre de l'Équipement, des transports et du tourisme a invité jeudi 5 août les partenaires sociaux à mettre en œuvre la réforme de la manutention portuaire dans le port du Havre avant le 21 août, date au-delà de laquelle « la contribution de l'Etat au dispositif prévu cessera de s'appliquer ». La mise en œuvre des accords signés le 10 juillet 1992 entre les employeurs et le syndicat des ouvriers dockers, prévoyant notamment le mutualisation des dockers, a été retardée au Havre, souligne un communiqué du ministère qui estime que « les nouvelles demandes des dockers remettent en cause les accords intervenus et la compétitivité future du port, un élément-clé de notre système portuaire ».

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France, publié jeudi 5 août, fait ressortir que les réserves de change de la France étaient déjà négatives le 29 juillet, à la veille de l'assaut final entre banques centrales. La crise passée, une lutte est maintenant entamée entre les marchés et la Banque de France, qui doit reconstituer ses réserves de change. Elle a annoncé vendredi le rétablissement de ses pensions à 5-10 jours, supprimé le 22 juillet au profit d'opérations à 24 heures, mais maintenu le taux exceptionnel de 10 %.

POINT DE VUE

L'Europe a besoin de la gauche

par Marie-Noëlle Lienemann

Le gouvernement de M. Balladur porte une lourde responsabilité dans la crise monétaire actuelle. La spéculation contre le franc n'est pas nouvelle. Elle date de septembre 1992, largement encouragée par le monde financier anglosaxon hostile à l'Union européenne. Mais cette fois-ci, contrairement à ce qui s'est passé avec le gouvernement de Pierre Bérégovoy, les digues ont craqué.

La première erreur du premier ministre fut sa précipitation. Il a pu bénéficier dès son arrivée d'une baisse sensible des taux d'intérêt, fruit des efforts déployés par son prédécesseur. Il voulait, essentiellement pour des raisons de politique intérieure – la réussite de l'emprunt Balladur –, forcer le rythme et le main à la Bundesbank.

Les spéculateurs ont aussi profité des flottements de la politique européenne de la nouvelle majorité. L'accord du premier ministre à la candidature de M. Séguin à l'Assemblée nationale a été perçu comme une porte laissée ouverte à l'autre politique, le doute a accentué avec les propos de M. Alphandéry et les silences de M. Chirac.

Enfin, l'axe franco-allemand fut fragilisé par des maladresses ou changements de cap déguisés. A Bonn, les pressions françaises pour baisser les taux d'intérêt sont connues et en général traitées non seulement au regard de la situation économique allemande, mais aussi en tenant compte de l'accord politique entre nos deux pays.

Le ton comminatoire du ministre des finances ressemblait trop à un oukase prétentieux pour convaincre et, surtout, l'insistance mise par le premier ministre à valoriser les « nouvelles » convergences avec la Grande-Bretagne n'était pas neutre. La majorité actuelle s'avouait proche des conservateurs britanniques, dont chacun sait qu'ils sont peu tournés vers l'union monétaire et vers l'Europe sociale et politique. La contrepartie politique à un nouvel effort allemand n'apparaissait plus suffisante à nos voisins d'outre-Rhin.

La quasi-démantèlement du SME met, de fait, en place ce que d'aucuns appellent « l'autre politique » qui recèle bien des dangers – émiettement des solidarités en Europe et le chacun pour soi – sans résoudre les problèmes. Toutes les dévaluations réalisées dans notre pays – car c'est bien de cela qu'il s'agit – ont induit des retards considérables et éphémères. Six mois après, de nouvelles mesures de rigueur s'avèrent nécessaires, touchant principalement les salaires.

L'urgence est désormais une tâche politique de l'Europe. Comment accepter qu'une poignée de spéculateurs compte plus que des États et des peuples ? La crise devrait au contraire nous convaincre de l'importance d'une monnaie unique, mais qui n'a de sens que dans un projet plus vaste. Si la construction européenne ne place pas comme objectif prioritaire la lutte contre le chômage, elle ne trouvera pas l'adhésion des peuples et elle échouera. Les choix qui s'imposent sont de la chose de société, qui procèdent davantage de la politique que du strict jeu économique et monétaire (franc fort ou flottement des monnaies).

Avec les nouvelles technologies, désormais la croissance ne crée plus

Stmp ou encrre. Tel est le dilemme des spéculateurs de l'après-crise monétaire de septembre. Doivent-ils prendre au plus vite leurs bénéfices, acquis grâce au compromis de Bruxelles ? Ou doivent-ils attendre que les parités de change leur soient plus favorables encore ?

Une lutte discrète, mais tenace, s'est engagée entre les marchés et les banques centrales. Le problème est simple : d'immenses masses de liquidités ont été lancées la semaine dernière par les instituts d'émission pour tenter d'éteindre l'incendie dans le SME. Les réserves de change de plusieurs banques centrales en sont lourdement grevées ou, comme en France, très négatives. Aux banques centrales, donc, de récupérer

les devises sorties pour la défense de leur monnaie, en tentant de limiter au maximum leurs pertes de change. Mais face à elles, les spéculateurs comptent bien empêcher le maximum de gains.

Le mécanisme est le suivant. Lors de l'attaque d'une monnaie sur les marchés des changes, le franc par exemple, les opérateurs vendent cette monnaie pour en acheter une autre (le mark par exemple). Souvent, ils ne disposent pas des fonds nécessaires à l'opération, et empruntent sur le marché monétaire à Paris les francs qu'ils entendent vendre. Pour contre le mouvement, la Banque centrale intervient principalement de deux manières : d'une part, elle relève les taux d'intérêt à court terme afin de rendre ces emprunts plus chers et, d'autre part, elle achète des

francs sur le marché des changes afin de tenter d'en soutenir le cours. Pour ces dernières opérations, elle utilise ses réserves en devises.

Vendredi 30 juillet, donc, la Banque de France a laissé glisser le franc jusqu'à son cours minimum (planche) alors autorisé dans le SME face au mark, soit 3,4305 francs. A ce cours, les opérateurs vendaient des francs que la Banque de France rachetait contre ses propres devises. Or, depuis la veille, les réserves de la Banque de France étaient déjà négatives, ce que l'institut d'émission a confirmé jeudi 5 août. L'analyse de son bilan hebdomadaire fait ressortir des réserves déjà négatives de quelques milliards de francs, le 29 juillet au soir, contre un solde positif de 100 milliards une semaine plus tôt.

Or, bien que les autorités monétaires françaises entretiennent un grand secret à ce sujet, les spécialistes estiment qu'au total la Banque a dépensé plus de 300 milliards (entre 50 et 60 milliards de dollars) au cours de la récente tempête monétaire. Une situation qui n'est d'absolument dramatique puisque mécaniquement, les positions prises doivent être dénouées. Le tout est de savoir comment s'organiser la reconstitution des réserves et combien, au total, coûtera l'opération. L'annonce de la perte de la Banque de France pourrait en effet avoir un impact politique important.

Un univers incertain

Depuis le début de la semaine, le cours du mark à Paris fluctue entre 3,46 francs et 3,4750 francs, après une pointe jusqu'à 3,53 francs lundi 2 août, liée à l'annonce du « compromis de Bruxelles » consacrant l'élargissement des marges de fluctuations du SME. Selon un observateur parisien, la régularité des évolutions entre ces deux cours s'explique justement par le phénomène de reconstitution des réserves. Aux environs de 3,47 francs, un grand nombre d'opérateurs choisissent de réaliser leurs gains, en estimant que le cours est favorable. Ils contribuent ainsi à faire remonter la devise française face au mark. Mais à 3,46 francs en revanche, l'écart avec le cours auquel ils avaient vendu le franc en fin de semaine

dernière est jugé insuffisant pour qu'ils poursuivent leurs achats. Ils préfèrent donc garder leurs positions, quitte à payer un coût de portage (le prix de l'argent) conséquent, et contribuent donc à faire baisser le franc, puisque les achats demeurent moindres. Avant tout, les opérateurs attendent une baisse des taux de la Banque de France, qui pourrait déclencher une nouvelle dépréciation de la monnaie française (de 3,43 francs à 3,50 francs pour 1 mark, par exemple), et donc augmenter leurs gains potentiels. Mais jusqu'à présent, les autorités monétaires françaises n'ont pas donné de signe d'assouplissement du crédit : ni M. Balladur dans ses déclarations des derniers jours, ni la Banque de France lors de ses opérations du 5 août n'ont suggéré que les taux pourraient baisser dans l'immédiat, celle-ci ayant seulement rétabli ses pensions à 5-10 jours.

Les autorités monétaires jouent en effet à fond la prudence. Lors de la crise de septembre, elles avaient été gagnantes, puisque le franc n'avait pas été dévalué. Les spéculateurs avaient donc tout intérêt à réaliser leurs pertes rapidement, sans risquer de voir le franc s'apprécier encore. Et pour tant, la garde des taux d'intérêt n'avait été abaissée que fin octobre, soit un mois après la crise. Mais cette fois-ci, après la tourmente récente, les spéculateurs savent qu'ils sont gagnants.

Reste à savoir de combien, et George Soros n'est certainement pas désintéressé lorsqu'il réclame une baisse de taux rapide. C'est donc à la Banque de France de jouer le plus finement possible pour limiter ses propres pertes. « On est dans un univers beaucoup plus incertain », commente un spécialiste. Si Paris tente de faire rentrer trop vite les devises, le risque est grand de « braquer » les marchés. S'il agit trop lentement, il est possible que les pertes de changes soient plus grandes encore. Il faut de plus tenir compte de l'effet psychologique très néfaste du maintien de taux d'intérêt élevés (le taux au jour le jour est toujours supérieur à 10 %) en période de conjoncture déprimée. Le duel peut durer plusieurs mois et ce n'est qu'au bout du compte que l'on saura véritablement combien la crise du SME a coûté à la France.

FRANÇOISE LAZARE

Le Crédit agricole a un nouveau directeur général

Lucien Douroux ou la revanche d'un brillant autodidacte

Lucien Douroux à la direction générale de la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA), c'est le couronnement d'une carrière tout à fait exceptionnelle pour un autodidacte de soixante ans, issu de la France profonde, formé par le syndicalisme paysan, et devenu l'une des meilleures têtes de la banque française. C'est, aussi, le fleuve qui rentre dans son lit après un détour de cinq ans.

En septembre 1988, candidat désigné pour le poste, en remplacement de Bernard Aubergier, inspecteur des finances nommé en 1985 par Edouard Balladur et tombé en disgrâce, il en fut écarté par le veto du premier ministre, Michel Rocard, qui réglait de vieux comptes avec un Crédit agricole fraîchement mutualisé, mais encore soumis à la tutelle de l'Etat. Yves Barsalou, président de la Caisse nationale et président de la Fédération nationale, dit, en hâte, se retourner vers un autre inspecteur des finances, Philippe Joffroy, qui était disponible. Mais, à la Caisse, on conserva de l'incident une vive mémoire. Aujourd'hui, la bouche est bouchée, et, de haut en bas, la « banque verte », numéro un de la profession pour l'épargne, l'habitat et, naturellement, le financement de l'agriculture, est dirigée par les siens.

Autodidacte, Lucien Douroux l'est assurément. Fils d'un agriculteur de Saint-Rémy-sur-Durolle, dans le Puy-de-Dôme, il suit les cours du lycée de Thiers et, plus tard, ceux du Conservatoire national des arts et métiers, l'école des « bûcheurs du soir ». D'abord exploitant, avec son père, dès l'âge de quinze ans il milite à la Jeunesse agricole catholique, la JAC, qui formera tant de syndicalistes du monde paysan. Il en vient à diriger

le journal *Jeunes forces rurales*, puis, en 1960, il est chef des services économiques du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), autre vivier des dirigeants de la « France verte », dont il sera secrétaire général, directeur adjoint et directeur. Aux côtés de son beau-frère, Michel Debatsse (1), Lucien Douroux y acquiert une bonne connaissance des problèmes financiers du monde agricole, et y fait la connaissance de François Guillaume, futur ministre de l'Agriculture (de 1986 à 1988).

Inspirateur et artisan de la mutualisation

En 1970, il entre tout naturellement à la Fédération nationale du Crédit agricole (FNCA), organe politique qui regroupe les 94 caisses régionales (2), dont il est d'abord directeur des affaires extérieures, puis directeur jusqu'en 1975, pour en devenir, sept ans après, le

secrétaire général, c'est-à-dire la cheville ouvrière, aux côtés de son président, Yves Barsalou, viticulteur des Corbières ensoleillées et tête pensante de la Fédération.

Entre-temps, Lucien Douroux devient banquier. En 1974, le voilà directeur général de la Caisse régionale d'Ile-de-France, déjà numéro un de la Fédération et son principal fleuron. Il va pouvoir y donner sa mesure et, à l'étonnement de ceux qui ne connaissent pas ses capacités d'adaptation, en faire une forteresse financière. Grâce à une gestion rigoureuse et un développement aussi rapide que maîtrisé, l'établissement va se hisser au quatrième rang de la banque française par les dépôts et au vingtième pour le bilan, avec ses 3000 personnes, ses 250 agences et ses 750 000 clients. Surtout, il fera l'envie des autres dirigeants de banques moyennes, BRED, CIC Paris et autres, pour sa rentabilité : doublement du bénéfice net en quatre ans, de 1988 à 1992, en dépit de lourdes provisions l'en dernier.

Quant à l'homme lui-même, « c'est un politique », s'exclament ceux qui le connaissent bien. Avant la première cohabitation, de son bastion de la Fédération, rue la Boétie à Paris, de concert avec Yves Barsalou, il mène la querelle contre la Caisse nationale, contrôlée par le gouvernement, et ensuite, toujours avec son président, fut l'âme, l'inspirateur et l'artisan de la « mutualisation » du Crédit agricole, désormais affranchi de la tutelle de l'Etat, processus que les socialistes ont longtemps combattu. D'un caractère affirmé – ses ennemis le trouvent « cassant » – il a pourtant reçu une véritable ovation en novembre 1990 à l'assemblée générale de Strasbourg, où il

présentait son rapport moral, testament politique de fin de mandat comme secrétaire général de la Fédération.

Il en avait profité pour répondre vertement à Michel Chassagne, alors ministre du budget, qui, quelques jours auparavant, avait parlé « des requins du Crédit agricole qui font leur blé sur le dos des agriculteurs ».

Politiquement, on a noté son entente avec François Guillaume, ancien ministre chrétien, mais aussi avec Michel Delebarre, qui est le « gourou » agricole de Raymond Barre, et son indépendance d'esprit l'ont conduit, dans le passé, vers le Club Jean-Moulin et, plus récemment, vers Echanges et Progrès de Jacques Delors.

Aujourd'hui, après l'« incident » de l'année 1988, le calme et la sérénité sont revenus à la Caisse nationale, dont le Conseil, sous la présidence d'Yves Barsalou, après mûr examen, a fait preuve de maturité en privilégiant une solution interne. Huit jours ont suffi, après le départ inattendu de Philippe Joffroy pour Elf-Aquitaine, pour désigner son successeur. Lucien Douroux, qui avait un peu tourné la page après son échec de 1988, n'était pas candidat, mais il s'est laissé faire une douce violence : on ne refuse pas la direction générale de la Caisse nationale, et surtout pas un poste qui, auparavant, revenait de droit à un inspecteur des finances !

FRANÇOIS RENARD

(1) Michel Debatsse deviendra président de la Fédération nationale des syndicates d'exploitants agricoles (FNSEA), avant d'être secrétaire d'Etat aux industries agroalimentaires de 1979 à 1981.

(2) En 1992, le Crédit agricole compte 78 Caisse régionales.

ÉCONOMIE

Le débat sur l'ouverture dominicale du magasin de Virgin sur les Champs-Élysées

Le bémol des représentants du Megastore

Jeudi 5 août, Virgin a mis un bémol aux déclarations de son président britannique, Richard Branson, menaçant de se « retirer de France » si on lui interdisait d'ouvrir le dimanche ce magasin (le Monde du 6 août). « Si nous sommes obligés de fermer à cause de l'importance des amendes, c'est le public qui souffrira, ainsi que les employés », avait-il déclaré sur France Info. Cela signifie que Virgin n'embauchera pas tous les gens qu'elle avait l'intention de recruter sur les deux prochaines années, et nous nous retirons de France au moment où l'économie se porte mal, où le taux de chômage est énorme, c'est vraiment du gâchis.

Sans démentir les déclarations précédentes, la direction de Virgin France précisait peu après, dans un communiqué, que « le conseil d'administration du groupe n'a jamais envisagé de remettre en cause les

Virgin Megastore existant à ce jour en France ». Seul est compromis le lancement du « plan d'expansion qui devait générer un millier d'emplois dans les cinq années à venir par l'ouverture de vingt-cinq magasins », et « en tout premier lieu le magasin qui devait ouvrir en novembre prochain dans la galerie du Louvre ». Richard Branson, dans un entretien publié par Libération, précise que c'est bien son plan d'expansion - prévoyant l'ouverture de « trente autres magasins en France », assurément - qui serait remis en cause. Mais il écarte la possibilité d'un retrait : « Nous ne ferons pas Virgin Megastore », assure-t-il.

Virgin s'est installée en France le 31 octobre 1988, date d'ouverture de son Megastore au 52, avenue des Champs-Élysées. « Le Megastore des Champs-Élysées ne sera que notre vaisseau amiral. Nous

visons toute la France », déclarait alors le patron de Virgin France, Patrick Zelnick. Le succès rencontré par la firme - en particulier auprès de la clientèle jeune - a provoqué une vigoureuse riposte de la FNAC, qui s'est lancée dans une course aux ouvertures de magasins : à Marseille, à Bordeaux, mais aussi à Paris avec un superbe magasin ouvert en grande pompe à deux pas de l'Étoile. Cette lutte à couteaux tirés, cojugée à la crise du Golfe puis au ralentissement de la consommation en France, a quelque peu freiné les ambitions de Virgin en France, même si elle prépare l'ouverture d'une nouvelle boutique sous la pyramide du Louvre : depuis 1988, trois magasins ont été ouverts en province (Bordeaux, Marseille, Toulon).

Le 23 juillet, dans un premier temps, le juge du référé avait prononcé une astreinte de 250 000 francs par dimanche d'ouverture, à verser à chaque syndicat. Celle-ci a été portée le 3 août à deux fois 2 millions de francs, à la suite d'une nouvelle saisine des

syndicats. Ceux-ci avaient fait constater l'ouverture du magasin les dimanches 25 juillet et 1^{er} août. Le ministère public a réclamé mercredi 5 la confirmation du montant de ces astreintes au cours du débat provoqué par Virgin devant la cour d'appel. Au parquet général de Paris, on indiquait ce jour-là que le montant élevé de ces astreintes est justifié par « la permanence de la conduite des dirigeants de Virgin à ne pas vouloir appliquer la loi, ainsi que par l'importance des bénéfices qui peuvent être retirés par de telles opérations ».

En cas de confirmation, per le cour d'appel, de ce point de vue, l'astreinte pourrait être rendue exécutoire après recours à un huissier, éventuellement avec l'assistance de la police. Une éventualité que l'on se refusait à envisager du côté des pouvoirs publics.

Le nouvel arrêté préfectoral, pris après consultation des organisations professionnelles et syndicales, contraint Virgin Megastore à respecter la loi de 1906 sur le repos dominical obligatoire, comme c'est le cas pour les autres commerces de la capitale ne bénéficiant pas de

dérogation. Depuis le 9 juillet 1993, c'est la direction départementale du travail et de l'emploi qui est chargée de faire respecter cette réglementation.

Récemment, l'un de ses inspecteurs chargés d'un des trente-huit secteurs qui partagent la capitale, a constaté par procès-verbal l'infraction commise par le magasin Virgin. Ce « PV » a été transmis au procureur de la République, qui peut soit décider de ne pas poursuivre, soit - ce qui est plus probable - de renvoyer l'affaire devant le tribunal de police. Tels sont les contours de la seconde procédure dont Virgin est l'objet, distincte de celle provoquée par les syndicats.

Le tribunal de police peut condamner le magasin à une amende de 3 000 à 6 000 francs par salarié en cas de première infraction et de 12 000 francs par salarié en cas de récidive. Des sommes qui seraient directement versées au Trésor. En 1992, 320 procès-verbaux ont été dressés à Paris par l'inspection du travail pour non-respect de la réglementation sur le repos hebdomadaire.

C. de C.

La bataille du septième jour

Suite de la première page

Aux industries fonctionnant en continu (aluminium, nucléaire...), aux services minimum nécessaires à la vie sociale (hôpitaux, hôtels, cafés, restaurants) et aux commerces alimentaires spécialisés s'ajoutent une série d'activités (dix-huit) parmi lesquelles on trouve les boutiques d'aéroport, les guichets de change, les services après-vente ou de dépannage, les péages d'autoroute et les bureaux de vente immobilière. Des dérogations peuvent également être accordées pour les zones et lieux touristiques. C'est en s'appuyant sur cette notion que le préfet de Paris avait autorisé Virgin à ouvrir pour un an sur les Champs-Élysées. C'est la suppression de cette dérogation qui a mis, le mois dernier, le feu aux poudres.

Biens culturels

Puisque la notion de « zone touristique » ne l'a pas exempté des aléas que l'on sait, le président de Virgin France, Patrick Zelnick, souhaite que l'on introduise une exception supplémentaire pour les biens culturels. L'idée - qu'il a déjà développée l'an passé - n'est pas mauvaise, mais elle est moins simple à appliquer qu'il n'y paraît. Ainsi, à l'époque, on s'était déjà interrogé sur la définition d'un « produit culturel », sujet éminemment épineux. Ensuite, il faut rappeler qu'aujourd'hui un disque sur deux est vendu dans les grandes surfaces, ouvertes uniquement en semaine. Le vrai concurrent de Virgin se nomme Leclerc ou Carrefour, et non la FNAC. Que se passera-t-il si, comme le demande M. Zelnick, « l'accès aux biens culturels est garanti le dimanche » ? Verra-t-on les hypermarchés n'ouvrir que leurs rayons livres et disques et interdire à leurs clients les étalages de fruits et légumes et de viande ? Impensable ! Que deviendront alors le boucher, le petit épicier et le fromager, qui ont déjà tant de mal à survivre face à la concurrence de la grande distribution ? Comment le gouvernement, qui vient de voter à leur secours en gelant les ouvertures d'hypermarchés, peut-il envisager cela ?

Autre grand vendeur de produits culturels, la FNAC reste actuellement muette, empiétrée dans une guerre d'actions. Mais, chaque fois que la question est venue sur la table, elle a exprimé ses réserves. Certes, sa culture d'entreprise, son histoire et le poids des syndicats dans la maison expliquent largement ses réticences à l'ouverture le dimanche. Mais les arguments avancés en leur temps avaient fait appel à des extras s'ils voulaient maintenir un service de qualité. « Un jeune avec une bonne culture générale met trois ans pour être à son plein niveau, et avant six mois il n'est pas souhaitable qu'il réponde aux clients », expliquaient-ils alors (le Monde du 21 janvier 1992). Quelle sera l'attitude du

tout nouveau dirigeant de la FNAC (le Monde du 6 août) ?

Comment la France peut-elle, avec plus de 3 millions de sans emploi, se priver d'un gisement supplémentaire d'emplois en interdisant aux gens de travailler le dimanche ? entend-on aussi souvent dire. Argument fort dans un pays que désespère l'accroissement continu du chômage ! Mais la preuve que l'ouverture dominicale des magasins crée des emplois n'est pas faite, loin de là.

En 1992, Martine Aubry demandait - enfin - une étude sérieuse sur la question. Confiée à Gilbert Cette, expert à la Banque de France et au Bureau d'information et de prévisions économiques (BIPPE), celle-ci a montré que les effets sur l'emploi de l'ouverture des magasins le dimanche étaient « neutres » : selon le scénario, en deux ans, les 30 000 postes créés par les grandes surfaces étaient compensés par les pertes des petits commerces (20 000 d'abord, 10 000 ensuite) (le Monde du 23 avril 1992). Sur l'ensemble de la filière allant des producteurs aux distributeurs, l'emploi total était affecté : 10 000 emplois étaient gagnés la première année mais 3 000 étaient perdus la deuxième, et, au bout de cinq ans, l'effet était nul. En revanche, la mesure (1) se traduirait par une nette détérioration de la balance commerciale, les importations pesant lourd dans les achats du dimanche : après 6 milliards de francs de pertes cumulées en quatre ans, le déficit s'aggraverait de 4 milliards à la cinquième année. Il n'est donc pas évident que le pays s'y retrouve globalement en termes sociaux ou commerciaux. Et, en revanche, il est certain que la petite distribution en souffrirait : il est vraisemblable que les plus acharnés partisans de l'ouverture du dimanche seraient les premiers à gémir sur l'impossibilité d'acheter camembert et tranche de jambon chez le petit commerçant du coin...

Problèmes familiaux

Restent, enfin, les problèmes sociaux soulevés par une libéralisation du travail dominical. En 1991, un salarié sur cinq travaillait déjà le dimanche en France. En 1984, ils étaient 18 %. Dans le commerce, on estimait en 1991 à 390 000 les personnes travaillant ce jour-là, soit 18,8 % de l'effectif total et 120 000 de plus qu'en 1984. Cette dérive est d'autant plus préoccupante que 60 % des personnes travaillant dans la distribution sont des femmes. On imagine les problèmes familiaux qu'elles rencontrent dans un pays où les structures collectives d'accueil des enfants sont fermées, elles, le dimanche et où se multiplient les familles monoparentales.

Si des assouplissements sont apportés à la loi, il faut donc s'assurer que les salariés en cause auront de sérieuses contreparties (sous la forme de primes, par

La pression des événements

« Ce à quoi nous nous opposons, c'est à l'anarchie, aux ouvertures sauvages. Si l'on nous garantit que les intérêts des salariés sont pris en compte, il n'y aura pas de blocage de notre part à partir du moment où des emplois sont créés », déclarait jeudi 5 août Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT dans un entretien publié par la Tribune, quelques heures après l'annonce d'un projet de loi à l'automne par Michel Girard, ministre du travail. Ce qui revient à dire que la suppression d'un droit acquis se négocie, s'encadre, et que ce n'est pas sous la pression des événements, si médiatiques soient-ils, qu'un gouvernement peut revenir sur le repos dominical.

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Les auteurs supposaient que l'ouverture le dimanche était totalement libre, pratiquée à 100 % par les hypermarchés, à 50 % par les supermarchés et que les petits commerçants restaient ouverts six jours sur sept.

Un double feuillet judiciaire

Richard Branson ou l'art de se vendre

En 1988 la presse britannique a ébahi devant son jeune prodige : à dix-sept ans, Richard Branson, tout juste sorti du lycée, a lancé un petit journal pour étudiants, dont le succès fulgurant attesta ses honneurs conférés. Et pour cause ! Les chiffres de ventes sont triomphaux. Mais l'opération médiatique lancée défrayant Student. Et couronne les méthodes peu orthodoxes de son ambitieux patron. Un an plus tard, Richard Branson crée une société de ventes par correspondance de disques à prix réduit. Il la nomme Virgin (vierge), parce que, avoua-t-il - encore - à la presse, il ne connaît rien aux affaires. La légende du « hippy capitaliste », inventif, original et surtout grand maître dans l'art de la communication, est née.

Elle est encore bien vivante, puisque, en 25 ans de « coups » plus ou moins audacieux, Richard Branson a réussi à créer un groupe international qui « pèse » plus de 7,5 milliards de francs de chiffre d'affaires. A la vente par correspondance a succédé, en 1971, un premier magasin, à Oxford Street, puis, en 1977, une maison d'édition de disques (Virgin Music), et en 1984 une compagnie aérienne (Virgin Atlantic), sans compter quelques « à-côtés » : restaurants, hôtels, boîtes de nuit, jeux vidéo, édition, cinéma, etc.

Un ensemble hétéroclite

Victime de son éparpillement et de la fragilité de ses structures financières - l'introduction en Bourse en 1988 a tourné au fiasco après le krach boursier et la société a été rachetée à la cote, - la groupe, pour réduire son endettement, a dû se séparer en novembre 1992 de son plus beau fleuron, Virgin Music, vendu à Thom EMI pour un milliard de dollars... au grand dam des jeunes fans de rock, mais pour le plus grand profit du groupe et de son propriétaire.

Car il reste encore quelques « beaux morceaux » dans l'empire de Richard Branson : Virgin Atlantic d'abord, la compagnie d'aviation (près de la moitié du chiffre d'affaires) qui, après s'être fait connaître en cessant les prix des vols Lon-

dras-New-York, vient de s'illustrer en gagnant un procès formellement médiatisé contre British Airways (la Monda du 13 janvier). Virgin Retail Group, ensuite, la société de distribution de disques, de cassettes vidéo, et de jeux électroniques laquelle, avec ses célèbres « Mégastores » implantés principalement en Europe (Grande-Bretagne, Irlande, France, Italie, Allemagne), et en Asie (Japon, Australie) compte pour un tiers du chiffre d'affaires global, et enfin la tourmente - 12 % environ de l'ensemble. Un ensemble un peu hétéroclite, chéri des médias qu'il abreuve d'informations en tous genres, sauf dans un domaine... ses propres résultats.

Présent depuis moins de cinq ans en France, Virgin employait au 31 décembre dernier 679 personnes (dont 349 permanents à temps complet présents toute l'année) dans ses quatre magasins de Paris, Marseille, Bordeaux et Toulouse. La moyenne d'âge est de vingt-sept ans et 70 % des salariés ont moins de trente ans.

CARNET DU Monde

Naissances

M. Jérôme DUMONT et M^{me} née Catherine de la Sonjeole, partagent avec Emmanuel la joie de la naissance de François-Xavier, à Paris-14^e, le 4 août 1993.

Anne-Marie LE GLOANNEC et André-Cyrille KÖMIVES sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, Elisabeth-Kyria, Tündér, le 24 juillet 1993, à Paris.

Luciana, Jean-Claude et Thomas COLBAN sont heureux d'annoncer la naissance de

Joseph Andrea, le 2 août 1993, à Neuilly-sur-Seine.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 100 F

Abonnés et actionnaires 90 F

Communications diverses 105 F

Thèses étudiants 60 F

Décès

M^{me} Daisy Attal, Fohlen et Brigitte Attal, Annie et Jean Moulard, Edouard et Catherine Attal, Frank Attal, Elise, Violette et Fanny, Raphaël, Eve et Natacha, Hugo, ont la douleur de faire part du décès de

M. Moïse MAX ATTAL, survenu le 4 août 1993, 21, avenue Nationale, 91300 Massy.

Denise Bonnamour, sa femme, Luc et Anne-Marie Bonnamour, Françoise et Jean-Claude Pro, Catherine et Eike Thorpy, Jean-Yves et Georgia Bonnamour, Odile et Olivier Spaggiari, ses enfants, Ses deux petits-enfants, Jacques et Monique Bonnamour, Yves et Françoise Bonnamour, Jean et Monique Guyot, Anne Guyot, ses frères, beaux-frères et belles-sœurs, Sa famille, Et ses amis, font part avec tristesse du décès, le 4 août 1993, dans sa soixante-quatrième année, de

Marc BONNAMOUR, avocat honoraire au barreau de Lyon.

La messe de funérailles aura lieu le lundi 9 août, à 10 heures, en l'église Sainte-Thérèse, 107, rue du Commandant-Charcot, à Saint-Foy, suivie de l'inhumation au cimetière de Cusset, à Villeurbanne, vers 11 h 30.

En accord avec sa vie généreuse, pas de fleurs, mais des dons au profit de l'orphelinat Kurnakosam (Inde), dont s'occupe sa tante, sœur Simone.

236, rue du Commandant-Charcot, 69110 Saint-Foy-la-Lande.

M^{me} Liliane Rosenthal, son épouse, M. et M^{me} Jacques Rosenthal, M. et M^{me} Hubert Rosenthal, ses fils, M^{me} Gisèle Franchomme, Béatrice, Cyril, Patrick, Sarah, Emmanuelle, Natacha, ses petits-enfants, Justine, Théodore, Benjamin, ses arrière-petits-enfants, M. et M^{me} Dorel Handman, sa sœur, M. et M^{me} Christian Rosenthal et leurs enfants, Le docteur et la doctoresse Didier Rosenthal, et leurs enfants, M^{me} Marie-Eve Rosenthal, M. Serge Borochovitch et son fils Patrick, M. et M^{me} André Rosenthal et leurs enfants, M^{me} Jeannette Gasc, Et toute la famille Rosenthal, ont la douleur de faire part du décès de

Jean ROSENTHAL, grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945, Military Cross.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le 4 août 1993.

(Né le 5 septembre 1908 à Paris, Jean Rosenthal est connu sous le nom de « Cantiniery » dans la Résistance française, pendant la seconde guerre mondiale. Officier parachutiste de réserve, il entre dans la clandestinité dès septembre 1940, dans le sud-est de la France. Il quitte la France en octobre 1942 en passant par l'Espagne, où il est un temps incarcéré. Il revient cependant à rejoindre les forces de la France libre et, avec elles, participe aux combats de la Tripolitaine et de Tunisie. Blessé à Tripoli, il gagne la Grande-Bretagne puis, après avoir suivi une instruction spéciale, il est parachuté en France le 18 octobre 1943. Il est chargé d'entrer en contact avec les chefs des maquis de l'Ain, de Jura et de Haute-Savoie, et, à ce titre, il remplit une série de missions dangereuses, dont le sabotage des usines Schindler-Ross à Annecy. Il est fait compagnon de la Libération le 20 novembre 1944, comme capitaine de la Résistance intérieure. Titulaire de la Military Cross - une décoration de l'armée de terre britannique - et de la croix de guerre 1939-1945, Jean Rosenthal était grand officier de la Légion d'honneur.)

M^{me} Gloria Cathala, son épouse, Hubert et Benoît, ses enfants, M. et M^{me} Georges Cathala, ses parents, M. Arthur P. Woodbridge, son beau-père, Yves Cathala, Dominique d'Artois et leurs enfants, Denise Cathala, Jérôme Cathala, ses frères, belles-sœurs, neveux et filleul, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CATHALA, survenu accidentellement en Namibie, le 1^{er} août 1993, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 10 août, à 16 heures, en l'église Saint-Nicolas de Maisons-Laffitte.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Maisons-Laffitte.

5, avenue Lavoisier, 78600 Maisons-Laffitte, 26, rue La Fontaine, 75016 Paris.

Communications diverses

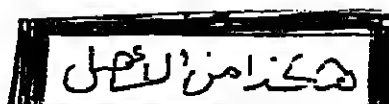
Un comité de soutien à la candidature de

Ange PATASSÉ

à la présidence de la République de Centrafrique vient de se constituer à Paris.

Les dons sont à adresser à l'ordre du comité et à adresser au siège social, 54, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris. Tél. : 40-30-26-34.

Le premier tour de l'élection aura lieu le 22 août 1993 et la campagne électorale commencera le 8 août.



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Troisième groupe mondial d'imagerie médicale

Sopha Médical menacé d'instabilité

Après avoir vécu une année difficile en raison d'une querelle inévitable entre ses deux principaux actionnaires, Sopha Médical, numéro trois mondial de l'imagerie médicale, semble entrer dans une nouvelle crise. Les responsables de CEA-Industrie (qui possède près de 80 % du capital) tentent de se séparer de Raymond Chastel, le président qui commande CEA-Industrie, président de la filiale américaine Sopha Medical System Inc. Derrière ce remplacement se profilerait un désengagement français au profit d'un partenaire étranger.

La méthode a de quoi surprendre. Selon des représentants du personnel, Raymond Chastel, président de Sopha Médical, aurait été convoqué lundi 2 août dans le bureau de Yannick Descata, administrateur général adjoint du CEA, pour signer le procès-verbal d'un conseil d'administration prévu... le lendemain matin. Dans ce texte de trois pages, il appre-

nait sa démission et son remplacement par Colin Mac Naught, président de la filiale américaine. Ce dernier était nommé administrateur délégué jusqu'au 30 octobre. Sur la feuille de présence, les quatre représentants du comité d'entreprise assistant normalement aux délibérations étaient «absents ou excusés». M. Chastel refusait alors de ratifier ce texte. Quant aux représentants du comité d'entreprise, ayant pris connaissance de ce document, ils se déclarent «ouverts par de telles mesures», n'ayant jamais été avertis de la tenue de ce conseil. Ils ont alors immédiatement écrit à Philippe Rouvillois, administrateur général du CEA et de sa filiale CEA-Industrie, demandant à la reconstruire afin d'évoquer les «importantes modifications au plus haut niveau de l'organisation» en cours et «la politique industrielle que le CEA entend mettre en place».

A la recherche de nouveaux partenaires

Cette version des faits n'est pas contestée par l'actionnaire principal. «Nous avions projeté de faire un conseil sur le papier pour aller vite, avec l'accord de M. Chastel. Auparavant, le 29 juillet, il avait évoqué son

départ avec Philippe Rouvillois, mais au dernier moment il a refusé de signer. Et au CEA on ajoute: «Nous allons convoquer un nouveau conseil, mais cette fois-ci tous les administrateurs seront là...».

Au-delà de cette pratique, paraît-il fréquente quand des décisions rapides doivent être prises, se dessine la nouvelle politique industrielle du CEA. Si, en 1991, Edith Cresson, alors premier ministre (secondée par son conseiller Abel Farroux), avait voulu faire de CEA-Industrie un groupe développant les synergies entre les activités nucléaires, électroniques, informatiques et biomédicales, deux ans plus tard, Gérard Longue, le nouveau ministre de l'Industrie, en a décidé autrement. Cette filiale redevient un holding financier centré sur le nucléaire et l'électronique. Tous les projets de diversification sont abandonnés, mais les activités annexes comme l'informatique et le biomédical sont conservées, avec pour objectif de trouver des nouveaux partenaires.

La nomination future, mais certaine, de Colin Mac Naught chez Sopha Médical pourrait répondre à cette nouvelle stratégie. Selon les représentants du personnel, au début de l'année, quand les actionnaires de Sopha Médical (le fooda-

teur François Blamont et CEA-Industrie) n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur la recapitalisation du groupe, le dirigeant de la filiale américaine avait pris contact avec un concurrent, l'américain ADAC, pour qu'il entre dans le capital. Il pourrait alors profiter de sa nouvelle fonction pour relancer des discussions. Au CEA, cette hypothèse est actuellement rejetée, le groupe rappelant qu'il vient de mettre 80 millions de francs dans l'entreprise pour la renflouer et que «ce n'est pas maintenant qu'on va se retirer».

Le personnel de Sopha Médical redoute une nouvelle période d'instabilité, qui pourrait déboucher finalement, faute de repartir français, sur un transfert outre-Atlantique d'une technique de pointe, l'imagerie médicale. D'autant qu'un précédent existe déjà avec la cession en 1987 par Thomson de la CCR (Compagnie générale de radiologie) à General Electric. Dans l'immédiat, qu'en sera-t-il de sa filiale Sopha Imaging, spécialisée dans la résonance magnétique nucléaire (RMN), actuellement en règlement judiciaire? Les reproches ont jusqu'à la fin du mois pour se manifester, et... les pouvoirs publics aussi.

DOMINIQUE GALLOIS

Deuxième actionnaire du fabricant de tubes

La Lyonnaise des eaux-Dumez se désengage de Vallourec

Le groupe Lyonnaise des eaux-Dumez a annoncé, jeudi 5 août, la cession sur le marché boursier de sa participation dans Vallourec, un des grands fabricants européens de tubes. «Cette participation n'était en effet plus considérée comme stratégique pour le groupe dans sa configuration actuelle», indique un communiqué de la société.

Lyonnaise des eaux-Dumez détenait 13 % de Vallourec, dont il était le deuxième actionnaire derrière le sidérurgiste public Usinor-Sacilor (28 % du capital mais 38,5 % des droits de vote).

Le groupe présidé par Jérôme Monod avait déjà franchi en baisse le seuil des 20 % dans Vallourec en janvier 1992.

En avril, le président de Vallourec, Arnaud Leenhardt, avait estimé

qu'une sortie de la Lyonnaise «n'était pas impossible», reconnaissant que la fabrication de tubes ne faisait pas partie du cœur d'activités du groupe de BTP et services aux collectivités.

Cette cession récente intervient au moment où l'actionnaire principal, Usinor-Sacilor, a été dispensé par les autorités boursières de lancer une offre publique d'achat sur Vallourec en dépit de l'augmentation de 35,5 % à 38,5 % des droits de vote qu'il détenait dans cette firme (le Monde du 3 août).

Le fabricant de tubes a enregistré en 1992 une chute de 88 % de son bénéfice, qui est tombé à 45 millions pour un chiffre d'affaires de 6,6 milliards de francs. Vallourec a supprimé huit cents emplois, soit 10 % de ses effectifs.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Les inaccessibles de Monte-Carlo

A la Biennale de Monte-Carlo, trente antiquaires exposent une fantastique marchandise à des prix inaccessibles au commun des mortels. A moins de 100 000 francs, il faut, ici, se contenter de menus objets, mais le choix est nettement plus vaste pour les budgets «moyens», entre 100 000 et 1 million de francs: une vierge en pierre du quinzième siècle à 160 000 francs (Jean-Luc Méchali), une commode Louis XVI en acajou estampillée Meunier à 290 000 francs (Ranard et fils), six chaises anglaises dix-huitième en acajou à 390 000 francs, un imposant collier de perles de culture en chute à 387 000 francs (Garland). C'est toutefois bien au-delà du million de francs que se négocient les pièces les plus extraordinaires. A 1,9 million, la galerie Gismondi propose un cabinet en marqueterie de fleurs attribué au prêtre mytique Pierre Gole, premier ébéniste de Louis XIV, dont quelques musées se disputent les rares œuvres qui passent en salle des ventes. Deux merveilleuses appliques en bronze ciselé et doré attribuées à Thomire sont à 2,2 millions chez Jacques Perrin, qui vend également, pour 4,5 millions de francs, une commode Transition de Van der Cruse, au décor au laque animé de personnages en ivoire. Chez Segoura, un bureau plat Louis XIV en marqueterie de Boule est annoncé à 6 millions de francs et, à peu près au même prix, une épousette d'époque victorienne en saphir et diamant, une des pièces maîtresses du joaillier new-yorkais Fred Leighton.

CATHERINE BEDEL

► Première Biennale des antiquaires et joailliers de Monte-Carlo. International sporting club, place du casino. Tél.: 93-25-84-64 (et 65). Jusqu'au 15 août, de 16 heures à 21 heures. Nocturne le samedi jusqu'à 23 heures. Entrée: 40 F.

Ici et là

Ile-de-France et environs

Samedi 7 août

Les Andelys, 14 h 30: gravures.

Dimanche 8 août

Les Andelys, 14 h 30: céramiques, orfèvrerie; Nogent-le-Rotrou, 14 h 30: mobilier, objets d'art; Provins, 14 heures: archéologie, Extrême-Orient.

Plus loin

Samedi 7 août

Courances, 14 h 30: marines, curiosités; Granville, 14 h 30: mobilier, tableaux; Mers-les-Bains (Calvados), 14 h 30: mobilier, tableaux; Mers-les-Bains (Calvados), 17 heures: tableaux, gravures, dessins; Saint-Ger-

vais-les-Bains (Haute-Savoie), 18 heures: affiches; Vitteil, 20 h 30: argenterie, bijoux.

Dimanche 8 août

Avranches, 14 h 30: linéaire, dentelles; Bayeux, 14 heures: mobilier, tableaux; Bourg-en-Bresse, 15 heures: mobilier, objets d'art; Granville, 14 h 30: tableaux, bibelots; Saint-Jean-de-Luz, 14 h 30: tableaux, objets d'art; Vitteil, 14 heures: mobilier, tableaux.

Foire et salons

Monte-Carlo, Cabourg, Verdon, Saint-Vallier-de-Thiery (Alpes-Maritimes), Allencourt (Cantal), Foucaucourt (Finistère), Metz (Moselle), Celles-d'Armort, Cérilly (Allier), Issigeac (Dordogne), Monpazier (Dordogne).

TRANSPORTS

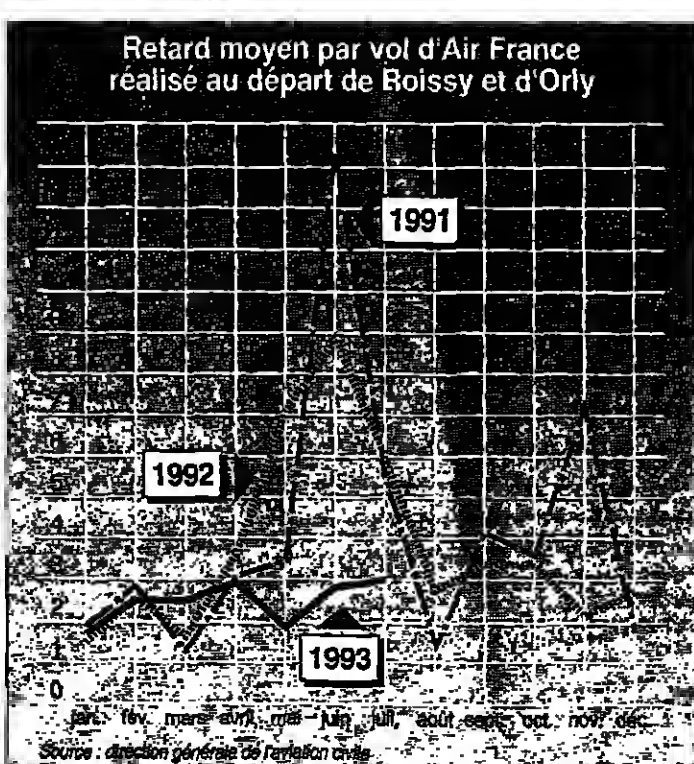
La gestion de l'espace aérien

La ponctualité des vols s'est nettement améliorée depuis 1991

A l'occasion de sa visite, jeudi 5 août, au Centre régional de contrôle de navigation aérienne d'Atthis-Mons (Essonne), le plus important des cinq centres français de régulation du trafic, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, Bernard Bosson, s'est félicité «des progrès sensibles enregistrés dans l'aviation civile en matière de ponctualité».

Depuis 1991, les retards des avions à l'arrivée et au départ de Paris ont diminué de moitié. L'amélioration concerne l'ensemble des compagnies, qu'elles soient régulières, françaises et étrangères, ou charters privés, selon les pouvoirs publics. «Il ne doit y avoir aucune discrimination». Le retard moyen d'un avion d'Air France par vol réalisé au départ de Roissy et d'Orly est tombé en juillet 1993 à 3 minutes contre 5,5 en juillet 1992. Pour Air Inter et TAT, il est passé respectivement de 8 minutes à 4, et de 7 minutes à 3. Ces progrès devraient encore être plus nets après l'accord conclu en mai avec le ministère de la défense pour débiter trois goulots d'étranglement entre espaces aériens civils et militaires, et élargir les voies aériennes civiles. Les zones d'entraînement militaire ont été redessignées à Amboise (Indre-et-Loire), Luxeuil (Haute-Saône) et Epinal (Vosges), et enfin à Montigny (Meuse). Trois autres sites restent en discussion: Agen (Lot-et-Garonne), Nantes (Loire-Atlantique) et Montélimar (Drôme).

M. Bosson a aussi souligné «les efforts accomplis après les crises sociales des années précédentes», avec d'importants recrutements de contrôleurs aériens: 300 entre 1990 et 1993 et 400 prévus entre 1994 et 1998, pour une centaine de départs à la retraite pendant cette dernière période.



Retard moyen par vol d'Air France réalisé au départ de Roissy et d'Orly

Source: direction générale de l'aviation civile

1. Importance de l'«épave» de retards constatés en mai-juin 1991 s'explique par une grave panne des ordinateurs du Centre d'Atthis-Mons, suivie par un très fort accroissement du trafic.

2. Ligne de métro Métro: le décret d'utilité publique publié au Journal officiel. - Le Journal officiel du vendredi 6 août publie le décret déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de construction de la nouvelle ligne de métro parisien Métro. Cette ligne de transport rapide reliera la station Saint-Lazare à la station ZAC-de-Tolbiac. Elle comprendra huit stations et l'atelier d'entretien Tolbiac-Nationale. La réalisation des travaux est assurée par la RATP, qui dispose d'un délai de cinq ans pour procéder à d'éventuelles expropriations, à l'exécution des travaux l'exige.

3. Canadian Airlines gagne en justice contre Air Canada. - La Cour fédérale du Canada a donné vendredi 30 juillet l'avantage à Canadian Airlines dans une bataille juridique qui l'oppose à Air Canada. Elle a confirmé que le tribunal de la concurrence du Canada avait bien le pouvoir d'autoriser Canadian Airlines, qui connaît des difficultés financières, à être autorisé à quitter le système de réservation informatique Gemini, qu'elle utilise avec Air Canada, au profit du système Sabre d'American Airlines, condition préalable que le transporteur américain avait posé avant d'injecter 1,46 milliard de francs dans Canadian Airlines.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 5 août ↑ Timide

Après un démarrage hésitant, la Bourse repart à la hausse, jeudi 5 août, dans un marché plus calme que précédemment. En repli de 0,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a, par la suite, suivi ses parties avant de remonter avec la hausse et de finir à 2 115,30 points, soit un gain de 0,68 %. Le montant des échanges, qui dépassait encore largement les 4 milliards de francs mercredi, s'est réduit pour l'ensemble du marché à 3,78 milliards de francs. Un chiffre qui est toutefois plus que correct compte tenu de la période estivale.

Le foyer de l'argent au jour le jour a été maintenu au-dessus de 10 %, la Banque de France (dont les réserves de changes étaient nulles au 28 juillet) profitant de ce niveau des taux pour reconstruire ses réserves. Mais l'absence d'émulsion décidée de maintenir

inchangés ses taux directeurs jeudi à l'occasion de son opération d'appels d'offres réalisée au taux de 0,75 %. La Banque de France a injecté 28 milliards de francs en allouant 117,8 milliards en regard d'une tombée de 89,8 milliards.

Beaucoup de gestionnaires estiment que la détente n'aura pas tant d'impact que les réserves de changes n'auraient pas été reconstruites. L'INSEE annonçait dans la journée une baisse de l'activité des services aux ménages en mars de 2,8 % en volume (-2,2 % en valeur) par rapport à la moyenne des trois mois précédents confirmant ainsi le tassement de l'activité. Les sociétés annoncent encore des baisses de chiffre d'affaires pour les six premiers mois, notamment l'Air liquide (-3,6 %).

NEW-YORK, 5 août = Stationnaire

Etat stationnaire à Wall Street jeudi 5 août, où les détenteurs de capitaux sont demeurés dans l'expectative avant le vote sur le programme de réduction du déficit budgétaire américain au Congrès et la publication des chiffres de l'emploi en juillet. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 548,97, en baisse de 3,08 points (-0,09 %). Quelques 250 millions de titres ont été traités.

Les valeurs en hausse ont été moins nombreuses que celles en baisse: 894 contre 1 037, alors que 643 actions sont restées inchangées. Les valeurs du secteur minier ont reculé dans le sillage du plongeon des prix de l'or. Les chaînes de grande consommation ont reculé après la publication de chiffres de ventes moins bons qu'attendu en juillet.

L'annonce en début de journée d'une baisse plus forte que prévu des demandes d'allocation-chômage (80 000, à 338 000) pour la dernière semaine de juillet, a temporairement soutenu la tendance. Les analystes y voient une confirmation de la reprise, mais les chiffres mensuels de l'emploi, attendus vendredi, devraient avoir un impact bien plus important sur les marchés financiers.

Les experts tablent sur 174 000 créations d'emplois et un taux de chômage inchangé à 7 %.

Sur le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, a reculé à 8,52 % contre 8,54 % mercredi soir.

VALEURS	COURS DU 4 août	COURS DU 5 août
Alcatel	72 1/4	72 1/2
ATF	63	63 1/8
Banque	30 1/4	30 1/8
Chem. de France	33 1/2	33 1/4
De Paris de Navarre	48 1/4	48 3/8
Electricité	65	65 1/4
Enx	54 1/2	54 1/2
Ford	53 3/4	52 5/8
General Electric	98 1/4	98 1/2
General Motors	48 1/4	48 3/4
Goodrich	41 1/2	42 1/8
IBM	94 1/4	94 3/4
ITT	89 3/4	89 5/8
Michelin	72 1/4	71 1/8
Orléans	68 1/8	68 1/4
Schneider	83 1/8	82 1/4
Toshiba	81 3/4	81 3/4
UCL	104 1/2	104 1/2
Union Carbide	112 1/2	112 1/2
United Tech.	85	86 3/4
Vale	15 3/8	15 1/4
Xerox Corp.	72	72 3/8

LONDRES, 5 août = Etale

Initialement affaiblies par des prises de bénéfices les valeurs se sont progressivement redressées jeudi 5 août au Stock Exchange, soutenues par plusieurs bons résultats de sociétés et par l'anticipation continue de baisses des taux d'intérêt en Europe. L'indice Footsie dix cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 2,1 points (0,07 %) à 2 943,4 dans un marché toujours actif où 813 millions de titres ont été échangés contre 772,1 millions la veille.

La révolte en baisse, à 8,62 milliards de livres contre 11,61 milliards annoncés en mars dernier, du déficit de la balance des paiements courants britanniques en 1992 a encouragé la reprise. British Petroleum s'est apprécié après l'annonce d'un bénéfice net de 507 mil

lions de livres au premier semestre contre une perte de 711 millions au premier trimestre. Mais Shell Transport and Trading a baissé malgré la publication d'une hausse de 10 % de son bénéfice net semestriel.

VALEURS	Cours du 4 août	Cours du 5 août
Admiral	5,80	5,80
BP	3,04	3,04
B.T.A.	3,37	3,37
Carson	4,72	4,72
De Beers	12,5	12,5
Glaxo	5,33	5,30
GUS	36,12	36,12
ICI	6,18	6,18
Imperial	14,86	15,17
ITC	8,85	8,85
Johnson & Johnson	14,42	14,42
Unilever	3,73	3,63

TOKYO, 6 août ↓ Scepticisme

La Bourse de Tokyo a terminé en légère baisse vendredi 6 août. L'indice Nikkei a baissé de 77,70 points (0,33 %) à 20 357,94 dans un marché relativement calme où 200 millions de titres ont été échangés. Les investisseurs demeurent préoccupés par les incertitudes politiques japonaises, dans l'attente de la succession d'un gouvernement de coalition à la tête de M. Miyazawa, selon les courants.

Par ailleurs, des titres liés à l'exportation, comme les instruments de prêt

et les équipements électriques, ont baissé en raison des craintes d'une prochaine appréciation du yen.

VALEURS	Cours du 5 août	Cours du 6 août
Aijinomoto	1 340	1 340
Asahi	1 280	1 280
Daikin	1 370	1 360
Fuji Bank	2 530	2 510
Honda Motor	1 400	1 370
Mitsubishi Electric	1 380	1 360
Mitsubishi Heavy	872	868
Sany Corp.	4 460	4 420
Toshiba Motor	1 670	1 660

CHANGES

Dollar: 5,95 F =

Le dollar était stable, vendredi 6 août, à 5,95 francs, tandis que le mark gagnait un peu de terrain face au franc, s'échangeant à 3,4780 francs contre 3,46 francs la veille. La Banque de France a annoncé le réajustement de ses prévisions à 5-10 jours (en même taux de 10 %), suspendues le 22 juillet.

FRANCFORT 5 août 6 août
Dollar (en DM) 1,7165 1,7120
Tokyo 5 août 6 août
Dollar (en yen) 104,75 104,35

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (6 août) 10 1/8 % - 10 1/4 %
New-York (5 août) 3 %

BOURSES

4 août 5 août
ISEF, base 100: 31-12-81 571,3
Indice général CAC 571,3
ISEF, base 1000: 31-12-87 2 115,30
Indice CAC 40 2 115,30

NEW-YORK (indice Dow Jones)

4 août 5 août
Industriel 3 552,95 3 548,97

LONDRES (indice Financial Times)

4 août 5 août
100 valeurs 2 943,40 2 943,40
30 valeurs 2 135,10 2 135,10
Mines d'or 231,1 218,5
Fonds d'Etat 99,89 99,97

FRANCFORT

4 août 5 août
Dax 1 806,56 1 804,70

TOKYO

5 août 6 août
Nikkei Dow Jones 20 357,94 20 357,94
Indice général 1 661,22 1 654,59

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,9480	5,9530	6,0720	6,0730
Yen (100)	5,6945	5,7045	5,7663	5,7822
DM	6,6077	6,6175	6,6764	6,6826
Deutschmark	3,4753	3,4793	3,4895	3,4971
Franc suisse	3,0469	3,0529	3,0833	3,0932
Lire italienne (1000)	3,7041	3,7092	3,6958	3,7045
Libra sterling	8,8587	8,8657	8,8572	8,8572
Peseta (100)	4,2077	4,2074	4,2272	4,2418

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3	3 1/8
DM	8 9/16	8 11/16	7 9/16	7 11/16	6 7/8	7
Deutschmark	6 1/2	6 5/8	6 1/16	6 3/16	6 1/4	6 3/8
Franc suisse	6	6 3/4	5 1/2	6 1/4	5 1/2	6 1/4
Lire italienne (1000)	9 1/2	9 3/4	9	9 1/4	8 5/8	9 1/8
Libra sterling	5 13/16	5 15/16	5 3/4	5 7/8	5 5/8	5 3/4
Peseta (100)	11 1/4	12 1/2	10 5/8	11 5/8	10	10 3/4
Franc français	9 15/16	10 3/8	7 7/8	8 1/2	6 7/8	7 3/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

هڪڙا من لاهل

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Grain

LES chaînes de télévision ont un «look». Pas celui qu'elles veulent se donner par les jingles visuels qui encadrent la publicité (l'écran divisé en deux pour France 2 par exemple) ou le graphisme particulier du logo. Non, il s'agit d'autre chose, d'un «grain» particulier à l'image. Deux chaînes sont ainsi aisément repérables entre toutes. Canal Plus a cause du cryptage – soyons généreux, les émissions en clair sont si typées qu'on les reconnaît d'un clin d'œil – et ARTE pour l'incroyable qualité esthétique qui habite certaines images documentaires, de belles ou de musicales. Même si les soirées de la chaîne culturelle n'ont souvent rien d'un champ magnétique, il n'est pas déplaisant de zapper quelques secondes pour se laver l'œil et oublier la fadeur des téléfilms des autres chaînes. M8, avec ses séries diffusées en rang d'oignons, ne crée pas longtemps la confusion. Sièges policiers, voitures américaines, coffres des télévisions... tout indique le Hollywood industriel. La reste, TF1, France 2, France 3 se distinguent surtout sur le contenu quand, au hasard de la télécommande, on bute sur un animateur connu ou une case de programmes inamovibles.

Judi 5 août au soir, c'était bal costumé à la télé. ARTE avait choisi de jouer les grandes en diffusant un téléfilm sans style, «La Fin de l'innocence»

(primé plusieurs fois, annonçait le programme), qui introduisait une soirée thématique sur la bombe atomique. Le fond valait peut-être quelque chose, mais la réalisation était plate et les couleurs se fondaient dans ce gris bleu triste, caractéristique des grandes villes d'Europe du Nord. France 2, elle, avait emprunté le «look» d'ARTE – que l'on ne s'y trompe pas, il s'agit d'un compliment. Bon, le programme, y présentait la quatrième épisode de «Notre télévision», consacré à l'histoire du direct à la télévision française. Plein d'images en noir et blanc des grandes années de l'innocence (à cette époque, le public était heureux d'un direct réussi – «il était avec nous», se souvient Tchermia), plein de coupages techniques ou de zigouigou électroniques qui viennent rayer l'écran.

Zapper sur les autres chaînes relevait alors du masochisme. Ces téléfilms enquillés les uns au-dessus des autres jusqu'à minuit sur TF1 ou M8, ces programmes en boîte espésés et sans risques transformaient «Notre télévision» en flot d'oxygénation. Même si le documentaire de Tchermia n'était pas en direct, il donnait le sentiment que quelque chose pouvait arriver, comme au cirque, quand on espère que le lion se décidera à goûter le dompteur.

YVES MAMOU

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 6 août

TF 1

- 20.00 Journal et Météo.
20.45 Feuilleton : Les Grandes Mersées. De Jean Sagols (5^e épisode).
22.25 Feuilleton : A nous deux, Manhattan ! De Douglas Hickox et Richard Michaels (1^{er} épisode).

FRANCE 2

- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Série : Teggert. Héritage fatal, d'Alan Mac Millan.
22.25 Documentaire : L'Encyclopédie audiovisuelle. 5. Vivald, de Line Wertmüller.
23.15 Journal et Météo.
23.35 Concert : Jane Birkin au Casino de Paris. Enregistré en juin 1991 (rediff.).

FRANCE 3

- 20.40 Magazine : Thalassa. Portrait de Louis-Antoine de Bougainville ; Bugie Blues à Jérémy, de Bernard Dussol (rediff.).
21.35 Magazine : Feut pas rêver. Japon : les bêtes de Vulcain ; Est-ce-Unité ; Cassagades, village de médiums ; Madagascar : les Teouy, royaume des morts.
22.25 Journal et Météo.
22.50 Feuilleton : Pavillons lointains. De Peter Duffel (dernier épisode).

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 20.35
20.15 Sport : Football. A 20 h 30, Lille-Lens, en direct.
22.30 Sport : Les KO de Canal Plus.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Désigné pour mourir. ◊ Film américain de Dwight H. Little (1990).

ARTE

- 20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transat. Hiroshima : L'été Tour ; Chronique des livres de l'été.
21.35 Musique : Savonlinna 1993. Les grands moments du Festival d'opéra de Savonlinna.
22.20 Musique : Festival de Glyndebourne 1992.

Gala de clôture, Montserrat Caballé, Frederica von Stade, Cynthia Haymon, The London Philharmonic, sous la direction d'Andrew Davis. Interpréteront des œuvres de Verdi, Monteverdi, Gershwin et Britten.
23.10 Documentaire : Do Sanh. De Hans-Dieter Grabe. Retrouvailles du réalisateur avec Do Sanh, rencontré pour la première fois il y a vingt ans.

M 6
20.45 Téléfilm : Dilettante. De Peter O'Fallon.
22.30 Série : Mission impossible. L'Appât vivant.
23.30 Magazine : Emotions.
0.00 Magazine : Les Enquêtes de Capital.
La machine de guerre hollywoodienne.

0.30 Informations : Six minutes première heure.
0.40 Musique : Rapline.

FRANCE-CULTURE
20.50 Ecrire ou temps de la communication. Les VII^e Rencontres d'écrivains francophones de la Communauté des langues françaises. 5. Correspondance d'écrivains.

21.50 Dramatique. Fin d'un jeu, de Julio Cortázar, traduction de Laure Bataillon (rediff.).
22.40 Musique : Nocturne. Festival de Radio-France et Montpellier. Concert donné le 31 juillet, par Jacques-Cœur : Friedrich Gulda, piano. Œuvres de Mozart, Beethoven, Schubert, Chopin, Debussy, Gounod...

FRANCE-MUSIQUE
19.00 Concert (en direct de Montpellier) : Sigurd, opéra en quatre actes et huit tableaux, de Ravel, par le Chœur des Opéras du Rhin et de Montpellier, l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. Ginter Neuhoff.

22.45 Concert (donné le 29 mars au Théâtre Grévin) : Quintette pour piano et cordes en la mineur op. 51, de Schmitt ; Quintette pour piano et cordes en fa mineur, de Franck, par le Quatuor Anton ; Danie Pascal, piano.

TF 1

- 9.00 Funérailles du roi Baudouin en direct.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.55 Météo, Trafic infos et Journal.
13.15 Magazine : Reportages. La France en jachère.
13.50 Jeu : Millionnaire.
14.10 Divertissement : Ciné gags (et à 17.35).
14.15 La Une est à vous. Avec la série : Agence tous Azules.
17.40 Magazine : Trente millions d'amis.
18.10 Série : Chips.
18.00 Série : Beverly Hills.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.35).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.40 Variétés : Succès fous de l'été. Emission présentée par Christian Morin, Patrick Roy et Philippe Rissol.
22.20 Téléfilm : Tuer sans gages. De Lou Antonio.
23.45 Magazine : Formule foot. Championnat de France.
0.25 Sport : Funboard. Coupe du monde, aux îles Vierges.
0.55 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 10.00 Les obsèques de Baudouin I^{er}. Commenté en direct par Léon Zitrone (et à 4.50, rediff.).
12.25 Jeu : Qui le meilleur gagne.
12.59 Journal et Météo.
13.25 Documentaire : Kilomètre zéro, jusqu'au bout de la route. 1. K&K : Kaskogran Highway, de Dan Lousifort.
14.15 Magazine : Animalia. 20 000 yeux sous les mers.
15.10 Magazine : Sport passion. A 15.15, Tiercé, en direct de Dieppe ; A 15.30, Cyclisme : arrivée du Tour de France féminin ; A 19.40, Cyclisme : La Classique de Saint-Sébastien.
17.50 Série : La Pilote du rio Verde. La Plomb ou l'Argent, de Patrick Jamin, avec Jean-Pierre Bouvier, Mario Adorf.
19.20 Jeu : Qui le meilleur gagne plus.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

TF 1

- 11.05 Magazine : Téléfoot. L'œil écoute... Rio de Janeiro.
11.58 Météo des plages.
12.00 Jeu : Millionnaire.
12.23 Météo.
12.25 Jeu : La Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.53 Météo et Journal.
13.15 Série : Rick Hunter, Inspecteur choc.
14.05 Série : Hooker.
14.55 Série : La loi est la loi.
15.40 Série : Starsky et Hutch.
16.30 Série : Tonnerre de feu.
17.15 Disney Parade.
18.20 Des millions de copains.
19.10 Série : Duo d'enfer.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.40 Cinéma : La Cage aux folles 1. ◊ Film français d'Edouard Molinaro (1979).
22.15 Magazine : Ciné dimanche.
22.25 Cinéma : Il était une fois en Arizona. ◊ Film italo-espagnol de Sergio Sollima (1967).
0.00 Journal et Météo.
0.05 Festival international d'Edimbourg 1992. La Requiem, de Verdi, par l'Orchestre symphonique de Londres.

FRANCE 2

- 11.00 Messe. Célébrée au gymnase Mergel-Parrault de Confolens (Charente).
12.00 Magazine : Savoir plus. La saga des dinosaures (rediff.).
12.58 Journal et Météo.
13.20 Série : Mister Burma.
14.55 Série : C'est quoi, ce petit boulot ?
16.25 Variétés : Les Estivales de la Chance aux chansons. Paris éternelle.
17.35 Documentaire : COFD.
18.25 Documentaire : Stade 2.
19.25 Série : Maguy.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Borsellino and Co. ◊ Film français de Jacques Deray (1974).
22.30 Cinéma : I Want to Go Home. ◊ Film français d'Alain Resnais (1989).
0.15 Journal et Météo.
0.30 Concert : La Tour de France en musique. 2. L'Orchestre de Bretagne.

Samedi 7 août

- 20.50 Théâtre : Bisous bisous. Récit de Derek Benfield, mise en scène de Marc Camoletti, avec Bernard Maniez, Henry Guybet, Marceline Collard.
22.30 Sport : Athlétisme. 7^e Meeting international de Monaco.
0.00 Journal et Météo.
0.15 Magazine : Etoiles. Les rois du Nord : le Suède.

FRANCE 3

- 13.00 Série : Agatha Christie. La Fille du pasteur.
13.55 Magazine : Couleur pays. Autoparcour : Emilia Medias, constructeur automobile, d'Alain Schlick ; A 15.00, Cileas, les Alsaciens du bout du monde ; A 16.00, Histoires de pêche en Alsace ; A 16.30, Regards croisés : Strasbourg-Istanbul ; 1. J'accuse Istanbul, de René Leitzgus ; 2. La Cigogne et le Corbeau, de Serif Goren.
17.35 Série : Matlock.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal Brunner.
20.40 Téléfilm : Pour une fille en rouge. De Marianne Lamour.
22.05 Journal et Météo.
22.30 Magazine : Pèges. Vol d'eau avec les hydreviens du lac de Côme ; Le pilotage des cars-volants de compétition ; La stress enduré par les pilotes de chasse.
23.25 Documentaire : Les Ecoles d'Hollywood. Portrait de Preston Sturges, de Kenneth Bowser (N. v.o.).

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Sur la loi du diable. De Henry Winer.
16.25 Documentaire : Les Allumés... La Jazz Band du macadam, de Dominique Allan.
16.50 Surprises.
17.05 Sport : Snooker. Résumé des quarts de finale de 2^e challenge européen.
18.05 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.30
18.30 Série animée : Batmen.
18.55 Série animée : Fish Police.
19.15 Canaille peluche. Cobi.

- 19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top. Présenté par Cécile Tesseyra.
20.30 Téléfilm : Jugement aveugle. De George Kaczender.
21.55 Flash d'informations.
22.00 Documentaire : Les Dessous du Moulin-Rouge. De Nils Tavernier.
23.00 Magazine : Jour de foot. Championnat de France : extraits des matches et les buts de la 3^e journée de D1.
0.00 Surprises.
0.05 Cinéma : Grand Prix Australia. Film américain, classé X, d'Alex de Renzy (1992).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Magazine : Transit. De Daniel Laconte (rediff.).
17.55 Documentaire : La Terre, cet aimant. De Richard Reisz (rediff.).
19.00 Magazine : Via Regio. Terminus : Cimetière des joies, avec le ligne 29, visite de la ville de Liabonne.
19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités américaines et japonaises de la semaine du 7 août 1993.
20.20 Chronique : La Dessous des cartes. Le Soudan.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : La Légende du roi Khandoba. De Hannu Stengmiller et Günther Sontheimer.
22.05 Agents secrets. D'Eberhard Fechner.
23.30 Musique : Montreux Jazz Festival. James Ingram, Tracy Chapman, Tevin Campbell, Simply Red, Annie Lennox, Simona et Mario Baza Orchestra.
0.00 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6

- 13.50 Série : Supercopier.
14.45 Série : Département S.
15.40 Série : Amicalement vôtre.
16.35 Musique : Flashback. Spécial guitare.
17.00 Magazine : Culture rock. La saga de Joe Cockar.

- 17.30 Série : Le Saint.
18.25 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappette. Spécial Citroën.
19.00 Série : Drôles de dames.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Loin de ce monde.
20.35 Divertissement : Tranche de rire. Thierry La Luron, Michel Leeb, François Rollin.
20.50 Téléfilm : En mémoire de notre fils. De David Greene.
23.10 Téléfilm : California Connection. De Steve Perry.
0.45 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

- 18.35 Dramatique. Kyra Kyralina, de Panett Létrai, adaptation de Stéphane Frontès (rediff.).
22.00 Mauve genre. Les musées.
3. Thème – La comédie.
22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Avec David Murray, saxophoniste.
0.05 Clair de nuit. Mathieu Messagier (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Concert (donné le 31 mars à l'Auditorium du Louvre) : Quatuor pour piano et cordes en mi bémol op. 16 bis (transcription du quintette op. 16), de Beethoven ; Quatuor pour piano et cordes en sol mineur K 476, de Mozart ; Quatuor pour piano et cordes n° 3 en ut mineur op. 60, de Brahms, par Raphaël Clug, violon ; Miguel de Silva, alto ; Marc Coppey, violoncelle ; Philippe Cassard, piano.
21.30 Opéra (en direct du Théâtre antique d'Orange) : Otello, de Verdi, par les Chœurs de l'Opéra de Marseille et de l'Opéra d'Avignon et des Pays de Vaucluse, l'Orchestre philharmonique de Nice, dir. : Klaus Weisse ; sol : Nina Rautio, Martine Olmeda, Vladimir Adamov, Alain Furlan, Luca Lombardo, Chris de Moor, Jean-Pierre Furlan, René Schirrer, Hervé Manin.
0.35 Bleu nuit. Par Daniel Nevers, François Fillard et Louis Mazier au Luréal, le 11 février 1992. 12^e édition. La «ronette» de Dave Bartholomew, trompettiste, du Festival de Vienne, le 7 juillet 1950.

Dimanche 8 août

FRANCE 3

- 11.00 Magazine : Musicales. L'œil écoute... Rio de Janeiro.
11.58 Flash d'informations.
12.03 Magazine : Estivales. L'eau et le feu en Auvergne. Reportages : l'œil minéral ; Le lac Pavin et les volcans ; La foudre, le feu du ciel ; Les goûteurs d'eau à Volvic, invités : Jean-Pierre Duvoux, hydrobiologiste ; Pierre Vincent, volcanologue.
12.45 Journal.
13.00 Série : Desperado.
14.35 Documentaire : Au pays des kangourous.
15.30 Magazine : Sports 3 dimanche. A 15.35, Tiercé, en direct de Deauville ; A 15.55, Beach volley : Finale du Tournoi de Saint, en direct ; A 17.10, Voile : départ de la course du Figaro ; Saint-Melo : La Corogne ; Présentation des Championnats du monde d'athlétisme à Stuttgart.
17.45 Dessin animé : Les Simpson.
18.10 Série : Hôtel de police. L'Abonné des PTT, de Jean-Pierre Prévoist.
19.00 La 19-20 de l'information. De 18.09 à 18.30, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Yacapa.
20.40 Spectacle : Festival de magie de Monte-Carlo.
21.50 Magazine : Montagne. Invité : Thierry Lhermitte. Reportage : Chine, les 7 000 marches ; Pyrénées espagnoles : canyons de lumière ; Portrait d'André Combe, facteur dans la montagne de Lure, dans les Alpes du Nord-Provence ; Cet été-là.

CANAL PLUS

- 10.55 Cinéma : Désigné pour mourir. ◊ Film américain de Dwight H. Little (1990).
En clair jusqu'à 13.30
12.30 Flash d'informations.
12.35 Le Journal du cinéma du mercredi.

M 6

- 13.05 A la recherche de la plus belle fille du monde.
13.30 Décade pas Bunny.
14.25 Animeux superstars.
14.30 Documentaire : Sylvie, une Sterne devenue star.
14.50 Surprises.
15.00 Téléfilm : La Robe de velours noir. De Norman Stone.
16.45 Court métrage : Arturo perplexe devant la maison abandonnée.
17.05 Documentaire : Les Dessous du Moulin-Rouge. De Nils Tavernier.
18.00 Cinéma : Cadence de combat. ◊ Film américain de Thomas J. Wright (1999).
En clair jusqu'à 20.35
19.25 Flash d'informations.
19.35 Ça cartoon.
20.35 Cinéma : Black Rain. ◊ Film britannique de Mike Hodges (1999).
22.10 Fash d'informations.
22.15 Comédies.
23.40 Magazine : L'Équipe du dimanche. Éliminatoires de la Coupe du monde de football : Paraguay-Argentine, Bolivie-Uruguay, Pérou-Colombie ; Les buts de D1 et de D2.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Téléfilm : Agents secrets. D'Eberhard Fechner (rediff.).
18.30 Documentaire : Portraits. L'Archère.
19.00 Série : American Supermarket. (rediff.).
19.35 Magazine : Mégamix.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : La Bombe atomique. 2. Les Temps révoquants.
20.41 Téléfilm : La Fin de l'innocence. De Frank Beyer (2^e partie).
22.10 Documentaire : L'Héritage radioactif.
22.50 La France, puissance nucléaire. De Michael Gramberg.
23.40 Documentaire : Quand la nuit tombe sur Moscou. Un État atomique sans contrôle.

M 6

- 12.20 Série : Me sorcière bien-aimée.
12.55 Série : Equestre.
13.50 Série : Cosmos 1999.
14.50 Magazine : E = M 6.
16.10 Magazine : Fréquentstar.
17.05 Série : Airport unité spéciale.
18.00 Série : Clair de lune.
19.00 Série : Booker.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Loin de ce monde.
20.35 Sport 8.
20.45 Téléfilm : L'Amour en jeu. De Peter Hegger.
22.20 Magazine : Culture pub. Spécial bouffe.
22.50 Téléfilm : Joy en Afrique. De Bob Lalonde.
0.20 Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

- 21.30 Agora. Avec Jean Cau (le Roman de Carmen, rediff.).
22.00 Mauvais genre. 4. Melpomène.
22.35 Musique : Nocturne. XIII^e Festival International de piano de La Roque-d'Anthéron. Concert donné le 4 août au château du Parc de Florans : Nelson Fraire, piano, et l'Orchestre philharmonique de Novosibirsk.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 Concert (donné le 18 juillet 1992 à Londres) : Don Quichotte, ballet, de Gerhard ; Messe glagolitique, de Janáček, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de la ville de Birmingham.
21.00 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Trio pour piano, violon, violoncelle en si bémol majeur op. 89, de Schubert ; Trio pour piano, violon, violoncelle en la mineur op. 50, de Tchaïkovski, par le Trio de Vienne.
0.35 Concert (donné le 14 juillet lors du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Méditations, chansons populaires anglaises, Negro Spirituals, chansons traditionnelles du monde, mélodies américaines, par The Light Blues.

Grâce à la volte-face de La Mondiale

Bernard Arnault va prendre le contrôle de « la Tribune-Desfossés »

Bernard Arnault, PDG de Louis Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH), a pris, le jeudi 5 août, le contrôle du groupe de presse économique Desfossés International, qui comprend des journaux comme la Tribune et l'Agefi. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires du groupe Desfossés International devait approuver le 23 août, le nouveau tour de table. Hénover Finanz, seul actionnaire minoritaire ayant refusé de se rallier à la solution LVMH, étudie la possibilité d'une action en justice.

Il n'a pas fallu plus de quelques concessions financières pour dissuader le front du refus des actionnaires minoritaires du groupe Desfossés International. En leur reconnaissant, jeudi 5 août, au cours d'un conseil d'administration, une place plus

importante dans le capital, Bernard Arnault a pris une option quasi définitive sur le contrôle (50,7 % du capital) du groupe de presse Desfossés International, qui comprend surtout deux quotidiens économiques et financiers, la Tribune-Desfossés et l'Agefi.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires devait entériner, le 23 août, le remodelage du tour de table. Le mécanisme financier qui a rallié 86 % des actionnaires est la suivante : le capital sera réduit de 35 millions de francs puis augmenté par les créanciers actuels qui transformeront leurs prêts en actions à hauteur de 65 millions de francs. L'endettement du groupe est ainsi réduit à 60 millions de francs remboursables sur douze ans. Bernard Arnault, qui apporte 110 millions de francs et une promesse de 20 millions de francs en contrepartie d'un rachat (4,5 %) si besoin est, prend le contrôle avec un peu moins de 51 % du capital. Les anciens créanciers se retrouvent avec environ 20 % des

titres, ce qui laisse 30 % aux anciens actionnaires.

Comment Bernard Arnault a-t-il réussi à dénouer le « bloc du refus » formé contre lui par Hénover Finanz et La Mondiale, deux actionnaires minoritaires de poids ? Selon Alain Gajan, directeur général de La Mondiale, c'est à la fois la reconnaissance d'un meilleur statut financier pour les minoritaires et les difficultés à s'entendre avec l'opérateur initial, Patrick Blank, patron du groupe de presse Liaisons, qui sont à l'origine de son ralliement à une solution LVMH.

Du côté de Hénover, on évoque une « trahison », et un communiqué « fait toutes réserves sur les accords signés à son insu entre la majorité des actionnaires - y compris La Mondiale - et le groupe LVMH ». Alors qu'un plan alternatif à celui de LVMH prévoyait à la fois un apport de 90 millions de francs et un traitement de la dette permettant de mieux sauvegarder les intérêts des journaux en jeu avant été mis au point entre La Mondiale, Hénover et le groupe Liaisons, La Mondiale semble avoir fait défection au moment de la signature.

Les responsables de Hénover s'interrogent encore sur cette volte-face et étudient les suites judiciaires qu'ils pourront donner à cette aventure. Curieusement, la plainte pénale déposée par la Mondiale contre Georges Ghann, PDG de Desfossés International, semble avoir été retirée peu avant l'accord d'administration du 5 juin.

Il est permis également de s'interroger sur les ambitions réelles de Bernard Arnault. Le parallèle avec Marcel Broussac, dont il a repris et liquidé les activités textiles au début des années 80, a souvent été fait. Une chance est sûre : l'expérience d'opérateur dans un secteur presse en pleine restructuration économique lui fait défaut. A part l'influence politique et mondiale que les journaux donnent à leurs propriétaires, on voit donc mal ce qui peut attirer là. A la rédaction de la Tribune-Desfossés, l'atmosphère est « réfléchi », selon le mot d'un responsable de la rédaction. On suivra avec intérêt les éventuels changements de ton et de contenu des articles du quotidien une fois la reprise en main par Bernard Arnault effectuée.

Y. M.

Par deux voix de majorité

La Chambre des représentants a approuvé le programme budgétaire du président Clinton

NEW-YORK

de notre correspondant

Par 218 voix contre 216, la Chambre des représentants a adopté, dans la soirée du jeudi 5 août, la version définitive du projet de réduction de moitié, sur cinq ans, du budget fédéral, précédemment rédigé par une commission de « réconciliation » composée de parlementaires démocrates et républicains.

Le président Clinton s'est aussitôt félicité de l'issue de ce vote serré, qui ne constitue qu'une première étape vers l'adoption de l'ensemble de son programme économique. Le même texte a été soumis, dès vendredi matin, au Sénat, où la Maison Blanche devra attendre l'adhésion de tous les sénateurs démocrates face à une opposition républicaine parfaitement soudée. La bataille s'y annonce encore plus ardue.

A la Chambre, l'issue du vote est demeurée incertaine jusqu'à la dernière minute. Quarante représentants démocrates ont refusé d'adopter le *Reconciliation Bill*, qui prévoit une compression du déficit budgétaire de 496 milliards de dollars, par une augmentation de 241 milliards des recettes fiscales et une diminution de 255 milliards des dépenses fédérales.

Pour séduire les récalcitrants, ce projet définitif de budget 1993-1997 contient deux importantes modifications qui, depuis des semaines, ont été au cœur du débat. Tout d'abord, la taxe « élargie » à toutes les sources d'énergie initialement préconisée par l'administration a été remplacée par une simple augmentation de la taxe sur l'essence, limitée à 4,3 cents par gallon (3,8 litres).

Par ailleurs, en vertu d'un compromis de dernière minute, les contribuables soumis à l'augmentation de 31 % à 36 % de la tranche maximale de l'impôt sur les revenus supérieurs à 115 000 dollars par an (1 % des Américains) bénéficieront d'un délai de deux ans pour régler cette majoration.

SERGE MARTI

Les négociations sur la convention médicale

Mme Veil recherche l'apaisement avec les syndicats de médecins

Le ministre des affaires sociales a achevé, jeudi 5 août, les consultations qu'elle avait engagées avec les représentants des caisses d'assurance-maladie et des quatre syndicats de médecins (CSMF, MG-France, FMF et SML), à la suite de la suspension, le 28 juillet, des négociations sur la convention médicale. Après avoir montré sa détermination en menaçant les négociateurs de « prendre les dispositions nécessaires » en cas d'échec des discussions en septembre, Simone Veil s'est au contraire, selon ses interlocuteurs, voulue « très apaisante » au cours de ces entretiens. Elle a, en particulier, cherché à « rapprocher les points de vue » des négociateurs sur la question de la coordination des soins entre généralistes et spécialistes.

Afin de lutter contre « le nomadisme médical » des patients, et de réduire ainsi les prescriptions et examens redondants, les négociateurs ont en effet, proposé de créer « un dossier médical » appartenant à un patient et tenu par un médecin. Selon Richard Bouton, président du syndicat MG-France, Mme Veil s'est montrée « plutôt

favorable » à l'existence de dossier en « mettant en avant ses avantages en matière de santé publique ». Mais le ministre ne souhaite pas que les patients soient financièrement incités à ouvrir ce dossier médical, préférant les y inviter par une « campagne pédagogique d'information ». De même semble-t-elle tout à fait opposée à la rémunération des médecins chargés d'assurer ce suivi médical, dédommagement qui avait été envisagé par les négociateurs.

Sur le point de savoir qui, du généraliste ou du spécialiste, devait être responsable de la tenue de ce dossier, Mme Veil a, selon les représentants de la CSMF et de MG-France, proposé que ce suivi médical « soit plutôt assuré par le médecin généraliste », voire par le pédiatre s'agissant des enfants. Toutefois, la CSMF a indigné au ministre que l'extension de ce suivi médical à tous les Français ne pouvait pas être envisagée dans le strict cadre conventionnel - une convention n'est signée que pour quatre ans - et qu'il faudrait alors prendre « des dispositions législatives » pour assurer la pérennité.

Le débat sur la violence à la télévision

Mac Gyver coupable ?

Mac Gyver, le héros du feuilleton télévisé, est-il responsable de la mort de deux adolescents, tués le 30 octobre dernier par l'explosion d'une bombe artisanale qu'ils avaient fabriquée ? Telle est la thèse de Marine Lainé, mère d'un des deux jeunes gens, qui affirme que la « recette » de l'explosif aurait été donnée lors de la diffusion d'un épisode du feuilleton « Mac Gyver » sur France 2. Et pour étayer cette affirmation, Marine Lainé a déposé plainte avec constitution de partie civile contre Hervé Bourges, président de France Télévision, et Jacques Bourget, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Elle les accuse d'« assassinat ».

Elle tenait en outre une conférence de presse, jeudi 5 août, sous l'égide de M. Henri-René Garaud, président de Légitime Défense, sur le thème de : « Cette télévision qui tue nos enfants ». Pour Marine Lainé, qui décrit la mort de son fils avec

une minute de légiste, la corrélation entre le feuilleton et l'explosion ne fait aucun doute.

Hervé Bourges, président de France Télévision, a, quant à lui, « décidé de porter plainte contre toute personne ou publication qui ont prononcé ou repris des propos diffamatoires à son égard ». Dans un communiqué, France 2 s'élève de cette plainte, rappelle que le dernier épisode de la série a été diffusé deux mois avant l'accident et qu'aucun d'eux ne contenait de scènes de manipulation, notamment chimique ». Enfin, France 2 rappelle que « Mac Gyver » est un « été diffusé dans quatre-vingt-sept pays, et qu'une étude de l'association Média télévision téléspectateurs (MTT) datant de 1991 « démontre que ce programme est considéré par les parents et les enseignants comme éducatif et distrayant ».

SOMMAIRE

SUR LA ROUTE DES CROISADES

17. - Jérusalem, la violence et le fait... 2

ÉTRANGER

La tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient... 3
Japon : l'obstruction du Parti libéral-démocrate retardé l'élection du nouveau premier ministre... 3
La situation dans l'ex-Yugoslavie... 4
Tchécoslovaquie : une soixantaine de personnes ont été tuées par des assaillants non identifiés... 6

POLITIQUE

Le Conseil constitutionnel valide la loi sur les contrôles d'identité... 8
La juge Boffy a entendu Bernard Tapie dans ses bureaux parisiens... 8

ENQUÊTE

Les échantillons de la générosité (IV)... 9

SOCIÉTÉ

« La corruption sur la Côte d'Azur » : le casse noir de la SEREL et les méandres du système Médicel... 10
Médecine : l'indemnisation des victimes d'hépatite C post-transfusionnelle... 10
Sport : les championnats d'Europe de natation de Sheffield... 15

SANS VISA

Les légendes de Liverpool : de sa gloire du passé, il reste à Liverpool un fameux caractère. De cette ville partiront quatre géraines qui oseront conquérir le monde... 15

• Visite au Tivoli, parc modèle de Copenhague, qui fête un siècle et demi d'existence • Table : dans le doux pays du Val de Loire • Eté : vins et fruits rouges... 11 à 14

CULTURE

Cinéma : Point de départ, de Robert Kramer, au 48^e Festival de Locarno... 17
Musiques : deux pianistes d'exception à La Roque-d'Anthéron... 17

ÉCONOMIE

La reconstitution des réserves de change provoque un nouveau duel entre les marchés et le Barque de France... 18
Virgin : le bébé des dirigeants du Megastore... 19
Sopha médical menacé d'instabilité... 20
La praticité des vins s'est nettement améliorée en 1991... 20

AU COURRIER DU MONDE

22

Services

Abonnements... 9
Annonces classées... 15
Cartes... 19
Jeux... 14
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 15
Radio-télévision... 23
Spectacles... 16
Week-end d'un chineur... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 6 août 1993 a été tiré à 464 270 exemplaires.

Désaccord sur les modalités de retrait des troupes russes de Lituanie et de Pologne

Des difficultés de dernière heure, plus ou moins sérieuses selon les pays concernés, ont surgi ces derniers jours dans le processus de retrait des troupes ex-soviétiques de plusieurs pays.

Le président lituanien, Algirdas Brazauskas, a ainsi ajourné un voyage à Moscou qu'il devait faire jeudi 5 août pour signer avec son homologue russe Boris Eltsine un accord sur certaines modalités du retrait des troupes de Lituanie, prévu pour prendre fin le 31 août. M. Brazauskas a expliqué à la presse sa décision par le refus de la Russie de payer des compensations pour les dégâts infligés à l'économie et à l'environnement lituaniens par « cinquante ans de stationnement militaire ».

Le porte-parole de M. Eltsine, Viatcheslav Kostikov, a aussitôt rétorqué que « la Russie ne devait rien à personne dans l'ex-URSS » et que les revendications lituaniennes

« nui saient à la stabilité dans la région ». De son côté, le ministre russe de la défense a affirmé mercredi que le refus des Républiques baltes d'accepter l'envoi de jeunes soldats russes crée « une situation embarrassante, car il n'y aura bientôt plus de personnel nécessaire pour garder le matériel de guerre, armes et munitions » entreposés dans ces pays, « ni même pour les charger sur les trains » en vue de leur évacuation.

En Pologne, le gouvernement a qualifié de « caprice » la décision des responsables militaires russes locaux de suspendre le départ de leur dernière unité, une brigade de transmissions, alors qu'elle était déjà embarquée sur un train spécial. Cette décision a été prise à la suite d'un conflit entre la partie polonaise et la partie russe sur l'hébergement d'une mission militaire russe, conflit qui devrait être réglé au niveau diplomatique. - (UPI, AFP, Inter-Tass.)

En Allemagne

Première baisse du nombre de demandeurs d'asile

Quelque 20 658 personnes, soit environ un tiers de moins qu'en juin, ont demandé l'asile politique en Allemagne au cours du mois de juillet, marqué par l'entrée en vigueur de la loi restreignant le droit au statut de réfugié politique, a annoncé jeudi 5 août le ministère de l'Intérieur. En juin, un total de 31 123 personnes avaient demandé à bénéficier du droit d'asile. Le nombre de demandes avait amorcé un recul à partir du mois de mai avec 31 705 dossiers ouverts contre 43 243 en avril.

Le ministère a estimé que ces chiffres ne pouvaient être suffisants pour

juger de l'efficacité de la nouvelle loi, entrée en vigueur le 1^{er} juillet. Les autorités ont ajouté qu'il fallait aussi attendre de voir comment les bandes internationales de passeurs d'immigrés clandestins allaient s'adapter aux nouvelles règles. Sur les six premiers mois de 1993, les chiffres avaient montré une accélération du nombre d'étrangers requérant l'asile avec 224 099 ouvertures de dossiers de janvier à juin, en hausse de 19,5 % par rapport au premier semestre de 1992. Or sur toute l'année 1992, les demandes avaient déjà atteint le niveau record de 438 000 cas. - (AFP.)

EN BREF

■ M. Wachter assure que les Verts ont « par définition dans l'opposition ». - Antenne Wachter, l'un des porte-parole des Verts, estime, dans un entretien publié le 6 août par Libération, que « par définition » les Verts sont « dans l'opposition », même si celle-ci « n'a rien de systématique ». M. Wachter juge « classique » la démarche de Brice Lalonde (Génération Ecologie), qui a accepté au contraire une mission du gouvernement d'Edouard Balladur. Le responsable des Verts affirme enfin qu'il observe « ce qui se passe ou PS » mais que les Verts ne se sentent « pas impliqués pour autant ».

■ Gilbert Roubach, directeur général de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. - Gilbert Roubach, directeur départemental de l'équipement du Val-de-Marne, a été nommé directeur général de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines par arrêté du ministre de l'équipement, des transports et du tourisme paru au Journal officiel du 28 juillet. Il remplace Jean-Paul Alduy, élu maire (CDS) de Perpignan le 13 juin.

■ La Générale des eaux investit massivement dans le câble britannique. - La Générale des eaux, à travers sa filiale britannique General Cable, a annoncé, jeudi 5 août, qu'elle s'associe à Singapore Telecom International et à Yorkshire Water, société régionale de distribution d'eau, pour investir 200 millions de livres (1,8 milliard

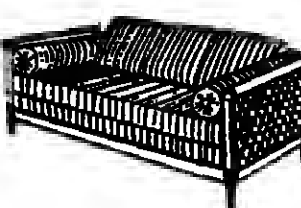
de francs environ) dans un projet de réseau câblé multiservices (téléphone et télévision) du Yorkshire. Une société, la Yorkshire Cable Group, vient d'être constituée pour l'occasion et son capital sera détenu conjointement par General Cable (groupe Générale des eaux) et Singapore Telecom International, qui souscriront chacune environ 45 % des parts, les restants 10 % appartenant à Yorkshire Water. La Générale des eaux estime que la Yorkshire Cable Group devrait investir au cours des dix prochaines années plus de 500 millions de livres (4,5 milliards de francs) dans les réseaux câblés multiservices.

OUVERT EN AOÛT

Rémy

LIT DE REPOS

TOUS STYLES, TOUTES DIMENSIONS



secrétaires, commodes, bureaux, bibliothèques, buffets, tables, sièges, etc.

80-82-83, 15 St-Antoine, 75012 Paris
(1) 43-43-65-58

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
46-62-74-43

Clinton exalte le succès du rêve